

CHILI

**La lutte
des classes
est de retour...**



DANIEL BENSAÏD
**Agir et penser
comme collectif :
une stratégie
de pari raisonné
sur l'avenir**

- COLOMBIE ● IRAN ● ALGÉRIE ● PAKISTAN ● ÉTATS-UNIS ● ÉCOSOCIALISME ●
- AUTOMOBILE ● ANTIFEMINISME DE L'EXTRÊME DROITE ● GRANDE-BRETAGNE ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
 PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
 75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
 Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
 93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
 prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

janvier-février 2020 n° 670/671

Chili

- Fissures du néolibéralisme et retour d'une lutte de classe « explosive » Franck Gaudichaud 3
- Le long mois d'octobre : la lutte des classes est de retour Karina Nohales et Javier Zúñiga 4
- Continuer le débat pour une Assemblée constituante souveraine, plurinationale et paritaire Javier Pineda 10

Colombie

Après l'explosion sociale du 21 novembre 2019 Daniel Libreros Caicedo 15

Iran & États-Unis

La Maison Blanche, « meilleur ennemi » de la République islamique Babak Kia et Houshang Sépéhr 20

Algérie : Le point de vue du Parti socialiste des travailleurs

- Le peuple ne reconnaît pas l'élection organisée par le système, l'heure est à l'auto-organisation Kamel Aissat 23
- Notre Hirak populaire et révolutionnaire continue ! Mahmoud Rachidi 24
- Non au coup de force électoral ! Notre mobilisation populaire continue DN du PST 24
- Notes de décembre Samir Larabi 25
- Sur les objectifs du processus révolutionnaire Samir Larabi 25
- Appel à l'auto-organisation et à la grève générale Sadek Akrouf 26

Pakistan

- Construire un parti au service des nouvelles générations militantes Pierre Rousset 27
- Pourquoi avons nous quitté le Awami Workers Party ? Quelques leçons à tirer Farooq Tariq 28

MARXISME : Dossier Daniel Bensaïd

- Daniel Bensaïd, du léninisme pressé à la lente impatience Josep Maria Antentas 31
- Daniel Bensaïd, un marxisme de la bifurcation Michael Löwy 48

Écosocialisme

- XIII thèses sur la catastrophe (écologique) éminente et les moyens (révolutionnaires) de l'éviter Michael Löwy 51
- Crise climatique : les constructeurs automobiles veulent sauver la voiture individuelle Jean-Claude Vessillier 53

Féminisme & Extrême droite

Nouvelles droites antiféministes Judith Carreras 58

Grande-Bretagne

Pour préserver sa base ouvrière, le Labour doit-il glisser à droite ? Phil Hearse 63

États-Unis

Bernie Sanders et son mouvement de masse deviennent « le pire cauchemar » de ceux qui gouvernent le monde Yorgos Mitralias 68

**Pour que inprecor puisse continuer
 Faites le connaître !
 Faites des abonnements !**

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
 IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Fissures du néolibéralisme et retour d'une lutte des classes « explosive »

Par
Franck Gaudichaud*

Depuis maintenant des mois, le Chili est au centre de l'actualité mondiale : la révolte populaire multiforme qui a éclaté le 18 octobre 2019 autour d'une augmentation du prix de ticket de métro est devenue l'un des événements majeurs des trente dernières années pour ce pays qui est souvent décrit comme l'un des « laboratoires » du capitalisme néolibéral en Amérique « latine ». Il faut dire que les classes dominantes chiliennes ont vraiment vendu l'image d'un « *Chili Jaguar* », modèle de croissance économique et de stabilité. Sebastián Piñera (droite), le président milliardaire à la tête du pays, parlait même d'un pays « oasis » : moins d'une semaine après ces déclarations, on assistait au début d'une mobilisation sociale sans précédent et il déclarait à la télévision que le « pays [était] en guerre » !

Derrière la vitrine du Chili « moderne » et néolibéral, on trouve les inégalités parmi les plus importantes de la planète, et des niveaux d'exploitation du travail et de destruction de la nature considérables. Rappelons-le, la violence du capitalisme tel qu'il s'est appliqué depuis 1973 avec la dictature de Pinochet, puis en 1975 avec le « tournant » néolibéral des « *Chicago boys* », s'est prolongée à partir des années 1990 sous les différents gouvernements civils.

La « transition démocratique » pactée entre le centre, la droite et les militaires, tant vantée comme « réussie » par les thuriféraires du « consensus », a en fait permis de légitimer la défaite du camp populaire de 1973 (avec l'écrasement de la « voie chilienne au socialisme » et la mort d'Allende), mais aussi celle des secteurs de la gauche radicale qui cherchaient, dans les années 1980, à faire chuter Pinochet, par les armes et la mobilisation de masse. La « démocratie » qui naît en 1990 – sous tutelle des militaires – est conduite par une classe politique qui a fini par accepter de conserver (avec quelques réformes) la Constitution élaborée



en 1980. Et même si l'extrême pauvreté a largement baissé depuis trente ans, les fortes inégalités sociales se sont maintenues, ainsi qu'un modèle de développement violemment extractiviste et prédateur, où quasiment l'ensemble des activités sociales (santé, éducation, transport, retraites) a été livré en pâture au capital. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui l'économie du pays est dominée une poignée de familles de la bourgeoisie et que la moitié des travailleurs gagnent moins de 480 euros par mois (alors que le prix d'un aller en métro à Santiago est d'un euro...). C'est tout cet édifice qui est en crise, sous les coups de boutoir de l'explosion sociale d'octobre et d'un renouveau formidable des luttes populaires qui se sont installées dans la durée.

Cette révolte massive est liée à une accumulation d'expériences de résistances antérieures, celles des luttes du peuple Mapuche, de grandes mobilisations ouvrières (à partir de 2006-2007), mais également des lycéen-es et des étudiant-es (on songera au « printemps étudiant » de 2011). Il faut aussi souligner la multiplication des luttes éco-territoriales face aux ravages écologiques des grandes entreprises. Enfin, on peut citer les mobilisations autour de la question d'un système des retraites entièrement aux mains de fonds de pension (capitalisation mise en place par le frère de l'actuel président, José Piñera, ministre de la dictature).

Néanmoins, le mouvement ouvrier tradi-

tionnel organisé (très affaibli depuis la dictature) n'a pas joué un rôle clef dans le déclenchement de cette explosion sociale.

Ce qui émerge d'abord ce sont les luttes de la jeunesse précarisée, qui commence à sauter par-dessus les tourniquets du métro à Santiago, de manière collective. Puis avec la répression et la militarisation de l'espace public, on assiste à l'élargissement des espaces sociaux en lutte et des revendications en termes de critiques du néolibéralisme. C'est à ce moment que des secteurs du mouvement ouvrier et notamment ceux du syndicalisme stratégique le plus politisé, se sont mis en mouvement. C'est en particulier le cas des dockers de la *Unión Portuaria*, qui dès le lundi 21 octobre appelaient à la grève alors que la Centrale unique des travailleurs (CUT) est quant à elle restée longtemps paralysée (1). Le mouvement ouvrier s'est donc enclenché, avec deux importantes grèves nationales (mais sans reconduction), mais assez tardivement et avec les freins d'une partie des directions en place. La réactivation d'une initiative unitaire large, *Unidad Social*, au sein de laquelle on retrouve la CUT, le mouvement *No+AFP*, contre les fonds de pension, la Coordination du 8 mars, féministe, les secteurs de l'écologie politique, a joué cependant un rôle important pour faire basculer le rapport de force et faire reculer l'exécutif, notamment sur la question de l'état d'urgence. Pourtant là encore, les attermoissements ont été nombreux et les appels à la destitution de Piñera massifs – dans le mouvement – n'ont pas été repris, ni même ceux de la grève générale, ce qui aurait pu changer radicalement la donne et remettre

* Franck Gaudichaud est membre de la commission internationale du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et militant de la IV^e Internationale. Il vient de publier avec Massimo Modonesi et Jeffery R. Webber, *Fin de partie ? Amérique latine, les gouvernements progressistes dans l'impasse* (Syllepse, 2020).

1. Il s'agit d'une centrale syndicale largement bureaucratifiée, aux mains de partis de l'ex « Concertation », qui ont gouverné au cours des trois dernières décennies, à savoir le Parti socialiste, la Démocratie chrétienne, mais également le Parti communiste.

Chili

en cause l'hégémonie des classes dominantes.

Si la mobilisation se maintient et devrait se massifier à nouveau en mars (fin des vacances d'été), la répression d'État continue elle aussi : selon l'Institut national des droits humains du Chili, organisme officiel, on compte une trentaine de mort-es, 3 649 blessé-es, dont presque 2 000 par armes à feu et plus de 400 personnes avec des mutilations oculaires. Depuis trois mois, et presque toutes les semaines, il y a un mort dans les rues de Santiago.

La force du mouvement se trouve dans les multiples expériences d'auto-organisation territoriale, les centaines d'assemblées de quartier et *cabildos* (conseils) qui continuent à élaborer collectivement, s'organiser et penser un Chili sans la Constitution de Pinochet, réellement démocratique, féministe, ecosocial, postnéolibéral (sans que les

perspectives anticapitalistes ne soient à l'ordre du jour, à ce stade).

Alors que le parlement et le gouvernement tentent de contrôler la rue et institutionnaliser le conflit de classe avec un « *Accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution* », le problème – irrésolu – reste celui de construire une perspective écosocialiste claire, indépendante des institutions héritées de la dictature, insérée dans les luttes, non dogmatique, et d'arracher – enfin – une Assemblée Constituante issue véritablement du pouvoir du peuple, c'est-à-dire libre, souveraine, paritaire et plurinationale. À minima, le changement de Constitution doit être articulé à un programme de profondes réformes sociales postnéolibéral et à la mise sur pied d'une commission indépendante destinée à juger et destituer l'ensemble des responsables de la répression d'État.

Les défis sont énormes, le potentiel de

transformation aussi, mais les organisations politiques qui pourraient porter un tel projet sont encore très faibles et minoritaires, tandis que le *Frente Amplio* (né en 2017) a montré tout au long du conflit à quel point il était déjà en grande partie inséré dans l'ordre bourgeois et incapable d'incarner une alternative réelle.

Afin de dresser un panorama sur cette rébellion, encore en construction, qui fait écho à celle de Hong Kong, d'Haïti, de France, d'Iran, d'Algérie et d'ailleurs, et dresser quelques perspectives « *en bas à gauche* », *Inprecor* propose ici à ces lectrices et lecteurs deux textes d'analyses rédigés par des camarades anticapitalistes chiliens impliqués de longue date dans le mouvement populaire de ce pays. ■

3 février 2020

Le long mois d'octobre la lutte des classes est de retour

Par Karina Nohales
et Javier Zúñiga*

Sebastián Piñera, président du Chili, a déclaré le 8 octobre 2019 dans une émission de télévision que « *le Chili est une véritable oasis dans une Amérique latine convulsée* ». En fait, le Chili a été présenté au monde pendant près de trente ans comme un modèle à exporter et un exemple de stabilité néolibérale. La clé du « succès » a été donnée par l'engagement de tous les partis, qu'ils soient pour ou contre Pinochet, dans la gestion des institutions et du modèle économique mis en place pendant la dictature (1973-1990). Cette « oasis », fondée sur un programme d'écrasement et de surexploitation de la classe ouvrière, a explosé dix jours plus tard, mettant en lumière de façon dramatique les conditions de vie de plus en plus insupportables de larges couches de la population.

Le résultat immédiat de ce soulèvement a été de briser la conjuration de la transition démocratique, soutenue par la gauche et la droite, contre la lutte des classes. Cette der-



nière est revenue avec une force tellurique dont octobre n'a été que le premier essai.

Retour sur le soulèvement

L'irruption cathartique du vendredi 18 octobre est la manière dont la classe ouvrière au Chili a commencé à dresser son bilan historique du modèle post-dictatorial, un bilan dans lequel se mêlent les conditions de vie immédiates et le passé pas si récent du pays, toujours en vigueur à travers des fils générationnels et institutionnels. Il s'agit d'un bilan qui ne peut pas être traduit et ne se traduit

pas immédiatement en une demande ou un ensemble de revendications spécifiques. C'est une contestation transversale. C'est un bilan qui vient à peine d'être commencé, car il y a trop de choses à dire alors que le peuple vient juste de retrouver sa propre façon de parler.

L'annonce d'une augmentation du tarif du métro de Santiago, un événement courant, a ouvert la voie à l'extraordinaire. Aux fraudes collectives des transports, organisées la veille par les lycéens, se sont jointes de manière inopinée des milliers de personnes le vendredi 18 octobre. Le scénario quo-

* Karina Nohales et Javier Zúñiga sont militants anticapitalistes chiliens. Cet article a été d'abord publié par la revue *Viento Sur* n° 168 (traduit de l'espagnol par JM).

tidien devenait celui d'une épopée. Dans chaque station de métro, il y avait des attroupements où des gens en encourageaient d'autres à se livrer à des sabotages qu'ils auraient sans aucun doute condamnés la veille. Les instants qui ont mené à ce moment sont aussi innombrables que les biographies qui les ont fait naître.

Huit heures plus tard, le gouvernement déclarait l'état d'urgence constitutionnel et déployait l'armée dans les rues pour la première fois depuis la fin de la dictature de Pinochet en 1990 (1). Huit heures ont suffi pour démanteler le récit hégémonique du « *plus jamais ça* » de la transition démocratique. Mais personne ne semblait trop s'en soucier, parce que le gouvernement n'hésitait pas à le faire et parce que le peuple n'avait pas peur. Le « *plus jamais ça* » a acquis pour chaque classe sociale le sens qu'il a toujours eu : pour les uns « *plus jamais* » l'armée et ses abus, pour les autres « *plus jamais* » la lutte des classes. C'est ainsi qu'a été inauguré le moment politique le plus important de l'histoire récente du Chili.

Le lendemain, samedi 19, le président Sebastián Piñera annonçait la suspension de la hausse du prix du ticket de métro et en même temps le couvre-feu dans la capitale. Une combinaison incendiaire. À ce moment-là, les autres régions du pays avaient déjà rejoint le soulèvement, et le commerce comme le transport étaient paralysés. Au cours de la journée du dimanche 20, la paralysie est devenue totale. Les grands centres commerciaux ont baissé leurs rideaux et, avec les militaires devant, se sont protégés de ceux qui, jusqu'à récemment, étaient leurs clients. C'était le chaos. La première dame du pays a attribué les événements à une origine extraterrestre... littéralement ! Parlant à la télévision nationale, Piñera a déclaré la guerre et les militaires qu'il a déployés ont tiré pour tuer.

Lors d'une réunion extraordinaire tenue, ce même samedi 19, entre les mouvements sociaux et les dirigeants syndicaux regroupés au sein de la Unidad Social (Unité sociale), les seules qui ont proposé un appel à la grève générale à partir de lundi étaient les féministes, soutenues par les écologistes et les lycéens. Et bien que ces mêmes directions syndicales ne se distinguent pas précisément par leur caractère démocratique et n'aient jamais appelé à la grève générale en trois décennies de démocratie, elles ont précisé qu'elles ne pouvaient pas appeler sans consulter leurs bases, qualifiant la proposition des féministes d'irresponsable en raison du couvre-feu.

Enfin, le dimanche 20, les organisations féministes, étudiantes et lycéennes ainsi



qu'écologistes, entre autres, ont convoqué la grève générale pour le lendemain lors d'une conférence de presse. Cet appel coïncidait avec l'impulsion donnée par les dockers et par certains secteurs de la grande exploitation privée du cuivre, qui se sont effectivement mis en grève le lundi 21. L'initiative et les faits ont mis fin à l'épisode des délibérations, et les principales directions syndicales ont décidé ce même dimanche, après la conférence de presse à laquelle elles n'ont pas participé, d'appeler à la grève générale pour les mercredi 23 et jeudi 24.

Le mardi 22, Sebastián Piñera a annoncé un plan social, proposant de subventionner avec l'argent de l'État la santé, les retraites et même les salaires – tous privatisés. Piñera, en bon entrepreneur, a vu la crise comme une excellente occasion de faire des affaires. Bien sûr, personne n'a accepté cette proposition. Le Chili a continué d'être un foyer d'incendie et les médias ont commencé à faire le récit de la terreur. Soudain on pouvait voir partout des vidéos de militaires : la reconnaissance officielle des morts et des blessés pour la première fois, des dénonciations de la politique de violences sexuelles ainsi que des centres de détention et de torture clandestins ont été présentés massivement. Mais ni le couvre-feu ni la terreur délibérément mise en avant n'ont réussi à désamorcer les mobilisations ou à imposer la peur.

Il faut sentir la vibration qui émane d'un peuple qui se réveille et qui, en se retrouvant par millions dans les rues, veut comprendre pourquoi la peur a changé de camp à ce moment-là. Pour la première fois depuis des décennies, la classe ouvrière au Chili a ressenti un sentiment de puissance. Il ne sera

pas facile d'effacer ça, ni pour eux ni pour nous.

Depuis des mois les féministes, qui travaillaient au niveau moléculaire pour appeler à une grève générale le 8 mars, avaient senti les expressions diverses de la pulsation vivante qui est apparue maintenant. Elles avaient alors perçu qu'il y avait une volonté de lutter, large et profonde. À quelques exceptions près, circonscrites, les directions syndicales, depuis longtemps à l'écart de toute vibration et de toute pulsation, ont été jusqu'à proposer, comme forme de « *manifestation* » pour le 24 octobre, un « *déblaiement des rues* », autrement dit que chacun reste un jour chez soi en plein couvre-feu. Le lendemain, plus d'un million de personnes ont défilé à Santiago, et le Congrès national, situé dans la ville de Valparaíso, a dû être évacué. Personne n'était prêt à obéir aux ordres de la répression. La déconnexion de certaines directions syndicales a été jusque-là.

Des grandes marches ont eu lieu dans toutes les régions du pays le vendredi 25 et tout au long du week-end, appelant à la démission de Piñera. Le sentiment antimilitaire a sans aucun doute été l'un des éléments mobilisateurs. Le lundi 28, l'état d'urgence a pris fin, les militaires sont retournés dans leurs casernes et il y a eu un changement de cabinet et le départ du ministre de l'Intérieur Andrés Chadwick – toutes ces mesures ont été annoncées deux jours auparavant. L'intronisation des huit nouveaux ministres a eu lieu dans un palais de la

1. Il est vrai qu'après le tremblement de terre de 2010 les militaires ont occupé la rue. Mais cela n'a rien de commun avec ce qui s'est passé après le 18 octobre 2019.

Chili

Moneda entouré de manifestants. Le mercredi 30, le Président a annoncé la suspension des réunions de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) et de la COP25 au Chili. Les douze premiers jours du soulèvement sans trêve ont ainsi été scellés.

Le 1er novembre, les directions syndicales traditionnelles (secteur public et syndicats professionnels) ainsi que les syndicats des secteurs stratégiques de l'économie (ports, mines et construction) ont formé le Comité national de grève, appelant à nouveau à la grève générale le 12 novembre. La convocation d'une assemblée constituante et la mise en œuvre d'un cahier de revendications urgentes furent exigées. Entre ces deux dates, trois grandes journées nationales de protestation ont eu lieu – les 4, 5 et 8 novembre – marquées par une offensive répressive, cette fois-ci de la police, avec des coûts humains très élevés.

Le 12 novembre marque un point culminant. C'est la première journée qui articule une revendication qui a pris forme dans les manifestations : Assemblée constituante. La grève générale du 12 novembre a été la plus importante et la plus massive depuis plus de quatre décennies. Les secteurs organisés et les nombreux secteurs qui ont rejoint la vie politique ces derniers jours en faisaient partie. Il est vrai que les seconds ne suivent ni n'obéissent aux premiers, mais les secteurs organisés ont réussi à articuler dans une revendication des idées ou propositions dispersées. Plus de 10 % de la population du pays ont participé de diverses manières à la journée du 12 novembre, que le gouvernement a qualifiée de « *la plus violente de toutes* ».

Un accord dont personne ne voulait

Si le 18 octobre a eu le mérite de mettre fin à l'agenda programmatique du gouvernement, le 12 novembre a laissé peu de place au doute. Soit l'Assemblée constituante (ou tout changement constitutionnel) sera imposée par eux, selon leurs conditions, soit elle le sera par le peuple, sans eux. Le 15 novembre le gouvernement et les partis de l'opposition ont signé un « *Accord pour la paix et la nouvelle Constitution* » ouvrant la voie à la fin de la Constitution de Pinochet... selon leurs modalités.

La première de ces modalités vise à protéger le gouvernement, selon une logique exprimée avec éloquence par Alejandro Guillier, sénateur et ancien candidat présidentiel de l'ex-coalition entre les partis socialiste, communiste, radical et chrétien-démocrate : « *Si le président tombe, le Congrès*

tombe. Alors, nous rentrerons tous chez nous. La crise de légitimité nous atteint aussi ».

Imitant les « *grands pactes* » de la transition, ils se sont tous engagés à signer l'accord – une formule dangereuse pour la nouvelle situation. Pour ces élites, on était le 15 novembre, alors que pour le reste des Chiliens on était le 46 octobre. Et dans la logique de ce calendrier, la transition était déjà enterrée.

Malgré les efforts des signataires pour présenter cet accord comme une victoire pour tous, il a été impossible de dissimuler le fait que le Chili est confronté à un accord dont personne ne veut.

La droite n'en veut pas, ayant déjà annoncé majoritairement qu'elle fera campagne pour un « *non* » lors du premier référendum, divisant ainsi le bloc gouvernemental. En effet, parmi les trois partis du bloc, deux – Evopoli et Renovación Nacional (dont Piñera est issu) – sont divisés jusqu'à présent et le troisième, Unión Demócrata Independiente, a annoncé son vote contre. À leurs côtés, le Parti républicain, d'extrême droite fasciste, a déjà commencé sa campagne de communication pour le « *non* ».

Le Frente Amplio ne le voulait pas non plus. Sur les neuf organisations faisant partie de ce bloc, trois ont signé l'accord. Deux semaines plus tard, la « *loi contre les saques* » a été adoptée avec le soutien des élus du FA. C'est une loi qui vise à punir de peines d'emprisonnement toute forme de manifestation et de protestation. Ces deux actes ont provoqué le départ du Front des cinq organisations fondatrices. Les quatre partis restants – Revolución Democrática, Comunes, Partido Liberal y Convergencia Social – s'opposent à plusieurs termes de l'accord signé. De plus, l'un d'eux a été complètement déstructuré par des démissions massives à tous les niveaux, depuis la base jusqu'au sommet. Dans les faits, ces quatre partis se sont incorporés à l'aile sociale-libé-

rale de l'administration existante. Cela met un terme au Frente Amplio en tant que projet d'une force alternative à l'alternance institutionnelle. Il faut faire confiance au système de manière inconditionnelle pour lier son sort à ses administrateurs au plus mauvais moment. Désormais, nous verrons les forces de Frente Amplio jouer le triste rôle d'une face gauche des partis socialiste, radical et chrétien-démocrate. Nous les verrons aussi se lamenter et clamer leur déception amère à chaque fois que la démocratie chrétienne rompra ses engagements envers eux au profit de la droite. Tous ces partis voteront pour une nouvelle Constitution et passeront par le processus constitutionnel. Ils vont essayer, certains plus, d'autres moins, de donner une traduction institutionnelle « *dans la mesure du possible* » aux exigences politiques que le peuple défendra dans le processus. Ce sera une traduction mesquine, construite sur la base de la jonglerie nécessaire pour maintenir le nouvel équilibre bipolaire. Et, surtout, pour préserver le système politique et économique, dont ils font partie de manière congénitale et dont les profits leur permettent de survivre.

Enfin, et c'est le plus important, il était impossible de dissimuler que l'accord était loin de répondre aux attentes de la population. Il a été rejeté par les secteurs organisés de la classe ouvrière et bien que, selon les sondages, l'Accord ait été bien vu par la majorité de la population, les masses organisées et non organisées ont continué à se mobiliser. Ce mélange de rejet, d'évaluation positive et de mobilisation n'est pas surprenant.

À notre avis, il s'agit d'un accord par lequel les partis ont protégé Piñera, dont le soutien ne dépasse pas 10 % et dont la démission a été une revendication transversale de la « *ruie* ». Le processus constituant a été conçu de manière à ce que Piñera arrive au terme de son mandat et que la nouvelle Constitution éventuelle porte sa signature.



C'est une façon de garantir son impunité dans le domaine de sa responsabilité politique pour les violations des droits humains.

Dans les faits, le jour même de la signature de l'accord, un manifestant a été tué par la police lors d'une marche dans le centre-ville de Santiago. Au moment de la signature, le nombre de morts s'élevait à plus de 25, le nombre de blessés et de mutilés des yeux à plus de 300, et le nombre de prisonniers politiques à plus de 2 000. Les organismes internationaux font état d'une violation systématique des droits humains et la violence étatique ne cesse d'augmenter. Quel type de processus constitutionnel favorable aux citoyens pourrait résulter d'un tel contexte ?

C'est bien un accord signé entre quatre murs par des partis contestés par la révolte. Et il est conditionné par ces partis. Cependant, c'est la mobilisation, qui a commencé contre l'augmentation des prix du transport, qui a rendu possible une modification de la Constitution de Pinochet, en trois semaines. Si une large partie de la population perçoit cela comme une avancée, c'est parce que cet accord tient compte de la force du soulèvement, c'est-à-dire de leurs propres forces, même s'il vise à les soumettre. Car ils ont été écartés de la prise de la décision politique. Le scénario social est ainsi devenu un vif déploiement de puissances et d'impuissances s'affrontant à chaque pas.

Deux moments d'une même politique, deux moments d'une même contestation

Par le biais de cet « *Accord pour la paix et la nouvelle Constitution* » les partis de l'ordre ont convenu d'une politique à deux temps : répression-impunité et processus constituant. L'objectif est de désactiver le soulèvement social en combinant la police et les urnes, en se servant d'une clé participative plus large. Le résultat attendu est de garantir leur gouvernance dans l'immédiat et de présenter une Constitution élaborée démocratiquement, une qualité qui fait défaut à l'actuelle, cherchant ainsi à garantir leur future gouvernance.

Selon le calendrier convenu par les partis de l'ordre, un référendum doit avoir lieu le 26 avril 2020. La population se prononcera alors sur sa volonté ou non d'avoir une nouvelle Constitution et sur l'organe qui devrait la rédiger, en choisissant l'une des deux alternatives suivantes : soit une Convention constitutionnelle mixte (composée par 50 % de parlementaires actuels et par 50 % de conventionnels élus à cette fin) ou une Assemblée constitutionnelle élue entière-



ment au suffrage universel.

Il y a encore peu, il était plus ou moins prévisible que la majorité de la droite parierait sur un pourcentage respectable de « *non* » et sur une majorité d'élus, dans l'espoir de pouvoir ainsi torpiller le processus dans la phase d'élaboration ou de ratification de la nouvelle Constitution. À cette fin elle peut se servir du droit de veto de la minorité, établi par l'accord, grâce auquel un tiers des voix conventionnelles pourra tout bloquer lorsqu'il n'y aura pas d'accord sur une question. Selon ce plan, ils pourraient compter sur le vote de la plupart des partis sociaux-libéraux pour bloquer les questions les plus vitales pour la classe ouvrière. Le pari serait que la nouvelle Constitution finisse par être une sorte de monstre de Frankenstein, et que donc la population la rejeterait lors du référendum de ratification, auquel cas la Constitution de Pinochet – cette fois-ci légitimée, selon leur étrange compréhension – continuerait à s'appliquer. Bien que sa réalisation soit improbable, ce mauvais plan sert à un secteur dur, qui se perçoit comme « *la droite authentique* », à s'affirmer.

Ces derniers temps, ces prévisions ont été modifiées pour faire apparaître ce qui pourrait être une rupture de l'accord avant le référendum. La droite a accordé le processus constitutionnel en échange de l'obtention de la « *paix sociale* », mais les partis d'opposition ne peuvent pas offrir cette « *paix* » puisqu'ils ne contrôlent pas les masses engagées dans le soulèvement. Ils influencent seulement certains secteurs organisés, mais ceux-ci sont dépassés par l'ampleur des événements. Andres Allamand, une des figures les plus importantes de la droite chilienne, qui jusqu'à récemment s'était engagé à voter en faveur du changement de la Constitution, a déclaré le 8 janvier : « *Le changement constitutionnel doit se faire par*

une voie démocratique, sûre et institutionnelle. Aujourd'hui, l'accord est dans l'incertitude, l'instabilité et nous fait repartir de zéro, jetant par-dessus bord tout ce que nous avons construit ». Il penche vers une position opposée et il faut s'attendre à ce que sa position imprègne d'autres secteurs de son parti, en particulier les sénateurs.

Considéré d'abord comme une bouée de sauvetage face à l'état d'urgence, cet accord apparaît aujourd'hui de moins en moins comme un événement prévisible et contrôlé, devenant plutôt une boîte de Pandore, qui loin de rester close, semble s'ouvrir à chaque pas. Cependant, s'en débarrasser n'est pas une option aussi facile pour la bourgeoisie. Elle doit encore, pour l'instant, soutenir ce gouvernement qui a deux années très difficiles devant lui.

Jusqu'à présent, les partis sociaux-libéraux, ainsi qu'un secteur minoritaire de la droite, restent attachés à l'accord et au « *oui* ». Ils s'efforceront de rédiger une nouvelle Constitution qui maintienne le cœur du modèle, tout en « *corrigeant* » le manque de légitimité dont souffre la Constitution actuelle.

Une série d'événements indique que le peuple n'abandonnera pas la rue et ne négligera pas le processus constituant. Il continuera à contester au cours de ces deux moments, dans le cadre de la même politique. Il le fera par tous les moyens à sa disposition et en créera de nouveaux, car il comprend que tout comme son action a fait passer un accord dont l'élaboration lui était étrangère, sa mobilisation lui permet également de renverser les termes d'un présent très instable et dans lequel rien de préétabli n'est définitif.

C'est cette dynamique qui a été vérifiée lors de la consultation non contraignante menée par 225 municipalités le 15 décembre dernier :

Chili

- Votation auto-convoquée des options préalablement délibérées par les assemblées territoriales, qui ont émergé en octobre ;
- Participation à la consultation institutionnelle, malgré ses limites, convoquée par l'Association chilienne des municipalités et qui visait à enregistrer la volonté majoritaire en faveur d'une nouvelle Constitution ;
- Soutien à la manifestation et protestation coordonnée par les assemblées territoriales dans les municipalités.

Tout cela a eu lieu au cours de la journée du 15 décembre, en même temps, avec le soutien des mêmes. Pas les uns d'un côté et les autres de l'autre.

Entre le 26 avril et le 25 octobre 2020, date à laquelle devraient être élus les membres de la Convention ou de l'Assemblée constituante, la possibilité d'un débat programmatique s'ouvre, et avec elle, un moment de politisation d'une ampleur historique, probablement la plus grande depuis la campagne électorale de Salvador Allende (1970) – la dernière fois que la classe ouvrière s'est mobilisée dans les élections pour un programme et pas seulement pour un candidat.

La politisation en cours transcende le débat constitutionnel. Sous un énoncé partagé – « la Constituante » – les classes expriment des contenus différents. Les débats du peuple sur le processus constituant portent sur la façon dont les gens veulent vivre. La nouvelle Constitution semble être comprise comme un conteneur dans lequel toutes les revendications sociales accumulées depuis des décennies auront leur place. Il n'est pas question de Parlement monocaméral ou bicaméral, ni des avantages et inconvénients des systèmes présidentiels ou semi-présidentiels, mais de la sécurité sociale, de la crise socio-environnementale, des droits sexuels et reproductifs, du droit à la santé, de l'éducation publique gratuite, de la nationalisation des ressources naturelles, du droit au logement, etc. Toutes ces urgences prennent des formes programmatiques dans les espaces de délibération populaire, mais aucune d'entre elles ne sera matériellement conquise par l'écriture d'une nouvelle carta magna.

Il est essentiel de donner une place centrale à ces débats en veillant à ne pas réduire les formes d'organisation qui sont apparues dans la révolte, ni de recentrer l'imagination et le désir apparus, aux seules institutions constitutionnelles. Il faut au contraire placer au centre du débat les conditions politiques et la force qui permettront de concrétiser les préfigurations que la classe ouvrière a découvertes en se rassemblant et en se basant sur son expérience. Cette clé constituante vitale doit être nourrie par des actions



qui affirment la confiance des gens dans leurs propres capacités.

Subvertir l'accord

La bourgeoisie aspire, avec de moins en moins de confiance en soi, à encadrer le défi permanent par ce qu'elle dépeint comme une concession colossale : le processus constituant. La subordination du peuple à l'itinéraire et aux conditions de l'accord n'est pas exclue, pour la seule raison que rien n'est exclu pour le moment. Mais dans le domaine des probabilités, deux raisons majeures vont à l'encontre de cette aspiration de la bourgeoisie :

- La première et la plus importante, c'est que ce soulèvement n'est pas fondé sur la revendication de la Constituante, mais sur le fait que les conditions de vie sont insupportables. Aucune des raisons qui ont poussé les gens dans la rue n'a été atténuée, même de façon minimale. Ces conditions restent intactes, pas une seule concession n'a été faite, l'intransigeance face à l'urgence a été totale et meurtrière.
- La seconde, c'est qu'au cours de ce long mois d'octobre, la classe ouvrière a commencé à se rencontrer et à connaître sa dimension collective, a expérimenté sa force, a placé des attentes en elle-même. Elle a décidé de se respecter et d'exiger le respect. La notion de dignité est une rupture avec la longue endurance silencieuse d'innombrables humiliations. Les générations se solidarisent, les jeunes veulent aider les vieux, les vieux sont désolés de ne pas avoir conquis un meilleur présent pour les jeunes. Tous disent : « Cette fois nous devons gagner », « Nous ne sommes pas isolés, nous pouvons compter les un-es sur les autres, nous ne nous ferons pas avoir ». Cette dimension de « l'esprit » collectif – avili par l'individualisme néolibéral, qui commence à se défaire

aujourd'hui – est porteuse d'un nouveau sens. Cela fait partie de cette vision de la Constituante qui esquivait les voies tracées et qui avance.

C'est un élément clé pour nourrir et affirmer la confiance que les gens ont placée dans leur propre force. À cet égard, certaines tâches sont centrales :

- ❶ Constituer une « ligne de front » contre le terrorisme d'État et l'impunité. La liberté des prisonniers politiques, la création d'une commission indépendante et permanente de Vérité et Justice qui puisse déterminer les responsabilités politiques des crimes perpétrés contre ceux qui luttent, la démission de Sebastián Piñera, qu'ils cessent de nous tuer, de nous violer, de nous mutiler et de nous emprisonner, sont des conditions indispensables pour élargir le chemin que le soulèvement a ouvert.
- ❷ La tâche consistant à mieux organiser et coordonner l'autodéfense, comprise comme devant confiner les forces répressives dans des périmètres plus sûrs, éloignés des manifestants, est inséparable de ce qui précède. Si la « ligne de front » des manifestations a fait preuve d'un courage impressionnant, le confinement est souvent situé dans le même espace où les mobilisations ont lieu. En élargissant le périmètre interdit aux forces répressives, ne serait-ce qu'un peu, les coûts humains élevés et irréparables pourront être évités. Ce type de mesures, qui nécessitent des degrés modestes de coordination, ont été difficiles à cause du manque d'expérience et du manque de centralité que de nombreux secteurs organisés accordent au problème. D'autre part, la tendance à centraliser les points de convocation a permis aux forces répressives de concentrer leurs actions, contrairement aux premiers jours du soulèvement, où la simultanéité de centaines de points de protestation dépassait la capacité de couverture de la police.

④ Encourager délibérément le flux de l'imagination populaire dans les débats constitutionnels. Depuis la signature de l'accord, une armée d'intellectuels, d'universitaires et de professionnels se sont sentis en droit de prendre la parole dans les espaces de discussion de base, en imposant au nom de leurs « *vérités autorisées* » une limitation aux contenus déployés lors des précédentes discussions sur la Constitution. Il ne peut pas y avoir d'attitude plus servile aux limites imposées par l'accord. Si ce genre de personnes cherchent à aider à partir de leur profession, leur tâche est d'affirmer et non d'affaiblir la confiance de ceux qui commencent à s'exprimer et à se politiser, elle est de soutenir en traduisant, en présentant comme « *possibles* » les choix « *impossibles* » qui émergent de ces voix. Et non de les remplacer, ni les limiter ou les désavouer.

④ Affaiblir la confiance de la bourgeoisie en affirmant le sens général de la contestation. La révolte a fait naître ce sens général, mais la fragmentation de la classe ouvrière, et surtout la conscience syndicale des secteurs les mieux organisés, permet une approche corporatiste, ce qui élargit le champ de manœuvre de la bourgeoisie. C'est le problème le plus difficile à surmonter, car les organisations qui affirment le plus leur caractère corporatiste pensent qu'elles sont porteuses de l'universel, de même que leurs revendications, rendant extrêmement difficiles les articulations au sein du monde social, qui est diversifié et très large. Le contenu politique général que les partis devraient incarner ne parvient pas à être formulé par une classe ouvrière qui lutte, mais qui n'a pas ses propres partis.

Les chemins de l'unité

Ce moment politique a entraîné des reconfigurations et des réarrangements au

sein des classes sociales. Les partis politiques, les associations d'entreprises et la quasi-totalité du tissu social impliqué dans la vie politique sont également en cours de réalignement. Les formations politiques existantes se modifient, connaissent des tensions, se disloquent. De nouvelles, qui défient les anciennes, apparaissent et se regroupent. Cela va de l'extrême droite aux groupes de la gauche, mais c'est aussi le cas d'une nouvelle capillarité sociale de la classe ouvrière qui émerge, en exprimant ce qui est nouveau et en réinventant l'ancien.

Les clés de ces reconfigurations indiquent une polarisation croissante de la société, en lien avec la légitimité du processus constituant. Des secteurs de la bourgeoisie commencent à émettre la thèse que ce processus a été imposé par une minorité de manifestants violents qui ont détourné la démocratie. Des secteurs de la classe ouvrière soutiennent que le processus constituant est détourné par les conditions imposées par une minorité propriétaire du pays. Ces lectures deviendront de plus en plus aiguës et entreront en conflit ouvert et de grande ampleur.

Dans ce scénario, la gauche anticapitaliste se voit confier certaines tâches fondamentales :

① **Programme.** Clarifier que le contenu de cet affrontement relève de la dénonciation de la bourgeoisie, de son impossibilité d'offrir un cadre démocratique large pour la participation politique du peuple, en dénonçant ses crimes qu'ils soient protégés par la loi ou pas. Défendre un programme transversal qui sédimente de façon unitaire et concrète les contenus féministes, écosocialistes et résolument anticapitalistes qui sont déjà en germe et sont plus avancés que lors des périodes précédentes. Il est nécessaire que ce programme, tout en projetant un horizon, contienne des éléments d'amélioration

immédiate de la situation de la classe ouvrière.

② **Alliances.** Dans le déroulement de ce conflit, les puissants peuvent compter sur la presse, les forces répressives, les institutions gouvernementales ainsi que leurs corporations et leurs partis. Le peuple est plus nombreux ; aujourd'hui il a confiance en lui-même, il conteste sa situation actuelle d'opprimé et est de plus en plus fort, mais il n'a pas de grandes organisations ou de grands partis et ceux qui existent sont plus ou moins dispersés. Pour conquérir les revendications immédiates et une assemblée constituante populaire, démocratique, plurinationale, féministe, souveraine et libre, de larges alliances entre les secteurs organisés seront nécessaires, des alliances dont la tâche est de coordonner les efforts afin que de larges et dynamiques secteurs du peuple s'approprient, promeuvent et approfondissent le contenu d'un programme de ce type.

③ Ce cycle, qui en est encore à ses débuts, a montré que les instruments politiques existants ont été incapables d'établir un lien avec la puissance de la classe ouvrière mobilisée, ce qui constitue une tâche stratégique. Cela soulève la question de savoir **quel type d'organisation il faut construire pour ce nouveau cycle politique.** Il y a eu des ruptures importantes dans la gauche, comme celle du Frente Amplio. Il est inutile de les expliquer en termes de personnalités ou de logiques d'appareil, bien que cela ait sans aucun doute une influence. Les organisations à gauche du Frente Amplio sont également divisées et souvent très marginales. En ce sens, il convient de se demander comment elles saisissent la situation et maintiennent leur vitalité dans l'activité de la classe ouvrière. Ces problématiques doivent être délibérément mises sur la table pour ouvrir les débats sur les thèses stratégiques à la lumière des alliances et des actions coordonnées, pour analyser la nature de ce moment politique, les tâches qui nous attendent, les possibilités de radicalisation de la dynamique actuelle et les voies qui peuvent nous guider face aux scénarios donnés et possibles. Une première tâche consiste à élaborer ces thèses, puis à les mettre en délibération et en discussion entre les expressions politiques de la gauche et aussi dans chaque quartier, dans chaque organisation sociale, dans chaque lieu où les gens se battent. Les voies de l'unité qui ne placent pas la discussion des orientations stratégiques au centre du débat seront vouées à errer dans le tacticisme sans perspective ni radicalité historique. Aujourd'hui, alors que l'histoire est devant nous, il est impossible d'éviter ce débat. ■



Continuer le débat pour une Assemblée constituante souveraine, plurinationale et paritaire

Par
Javier Pineda*

Au cours de ces soixante jours de mobilisation, la révolte populaire au Chili a mis en avant trois revendications fondamentales : un ordre du jour social pour combattre immédiatement la précarisation de la vie ; la demande d'une nouvelle Constitution via l'Assemblée constituante ; et la demande de justice et de punition pour les violations des droits humains. Ces revendications ont été avancées tant par les espaces formés dans le feu de la lutte, comme les assemblées territoriales, que par les espaces sociaux organisés avant l'explosion du 18 octobre.

Dans cet article, je traite seulement la discussion sur une nouvelle Constitution, comment elle s'est développée à partir des secteurs populaires et du bloc au pouvoir, considérant que le 18 octobre 2019 un processus constituant a été initié, qui exprime un nouveau rapport de forces entre les clas-

ses sociales de notre pays, ouvrant une nouvelle période politique qui sera marquée par la lutte entre ceux qui veulent maintenir le système actuel et ceux qui veulent avancer vers un nouveau système politique, économique et social.

À cet égard, le processus constitutif sera caractérisé par la volonté manifeste des secteurs populaires de démanteler le système néolibéral et son ordre juridique, ce qui ouvre nécessairement la discussion sur la nécessité d'un nouveau texte constitutionnel. Dans ce sens, le conflit oppose trois secteurs : les secteurs populaires, qui veulent des transformations profondes de ce système et pensent que la séquence actuelle est une expression de la lutte de classe et qu'il est nécessaire d'avancer une accumulation de force sociale permettant de progresser vers une étape supérieure de la lutte de classe ; les secteurs réformistes qui veulent des changements dans la « *mesure du possible* » par une négociation concertée avec ceux qui veulent maintenir le statu quo ; et les secteurs réactionnaires qui s'opposent à tout changement du système actuel et de sa Constitution (1).

Pourquoi une nouvelle Constitution ?

La Constitution politique du Chili a été imposée par une dictature. Rédigée par la Commission Ortúzar – idéologiquement dirigée par Jaime Guzmán (2) – le régime de Pinochet a tenté de la légitimer en 1980 par un plébiscite réalisé sous l'état de siège et sans registre électoral. Il est vrai qu'elle a subi des dizaines de modifications, notamment celles de 1989 (plébiscite organisé sous la pression des militaires dans la rue) et de 2005 – qui a inclus la signature de Ricardo Lagos (3) dans le texte constitutionnel –, mais aucune d'entre elles n'a modifié les aspects substantiels de la Constitution de la dictature.

Le cœur de cette Constitution vise la défense du système néolibéral par une protection dogmatique des droits de propriété, de la liberté économique et de la « *liberté*

d'entreprendre » dans les domaines relevant des droits sociaux, tels que le droit à l'éducation et à la santé. C'est ce que l'on a appelé le « *principe de subsidiarité* » qui sous-tend la Constitution, même s'il ne fait pas explicitement partie du texte. Toutes les normes maintenues par le système néolibéral ne sont pas inscrites dans la Constitution, mais on peut dire que son cadre général est établi conformément aux dispositions déjà citées.

Ce noyau central est protégé par une série « *d'enclaves autoritaires* » qui permettent de maintenir la Constitution telle qu'elle a été écrite sous la dictature. Parmi ces enclaves, mentionnons le contrôle préventif de la Cour constitutionnelle, les quorums de contre-majorité pour modifier les lois organiques constitutionnelles, les lois d'interprétation de la Constitution et des réformes constitutionnelles. À cela s'ajoutaient le système électoral binominal (abrogé en 2015) et la nomination des sénateurs (abrogée en 2005). Ces enclaves font partie d'une Constitution qui établit un système de pouvoir extrêmement présidentieliste (droit de veto, initiative législative exclusive), qui en dehors de l'élection n'a aucun mécanisme de participation populaire tel que référendums, initiatives législatives populaires, budgets participatifs, entre autres mesures. Le régime politique exclut les secteurs populaires de la prise de décision.

En bref, la remise en cause de la Constitution actuelle est une remise en cause du système néolibéral mis en place il y a plus de 46 ans et du pacte de transition, cristallisé dans les réformes constitutionnelles et la légitimation de la Constitution de Pinochet en 1989. Nous pouvons bien dire que les mobilisations actuelles ne sont pas pour 30 pesos, mais pour 30 ans d'exclusion du peuple dans la prise de décision sur le présent et l'avenir de notre pays.

Pourquoi une nouvelle Constitution ? Nous avons besoin d'une Constitution qui cristallise le démantèlement du néolibéralisme et qui constitutionnalise l'avancée vers de nouveaux horizons économiques et sociaux qui nous permettent de remettre en question le modèle de production, de repro-

* Javier Pineda est militant de Convergencia 2 de Abril, une organisation anticapitaliste se donnant pour but de regrouper les révolutionnaires, fondée en avril 2017 par le regroupement de Comunidades Militantes-Multisectoriales, de Fuerza Universitaria Rebelde et du Frente de Acción Socialista. Cet article a d'abord été publié par *Convergencia Medios* (<https://www.convergenciamedios.cl/2020/01/como-seguimos-en-la-disputa-por-una-asamblea-constituyente-soberana-plurinacional-y-paritaria/>) le 5 janvier 2020. Traduit de l'espagnol par JM.

1. L'auteur a développé cette question dans un article publié le 18 décembre (en espagnol) : « *Deux mois de révolte populaire : reprendre l'initiative !* » (<https://www.convergenciamedios.cl/2019/12/a-2-meses-de-la-revuelta-popular-a-retomar-la-iniciativa/>)

2. Jaime Guzmán (1946-1991) était un avocat d'extrême droite, dirigeant du mouvement paramilitaire Patria y Libertad, devenu conseiller de Pinochet et sénateur. Il a été assassiné par des membres du Front patriotique Manuel Rodríguez.

3. Ricardo Lagos, né en 1936, opposé à la dictature de Pinochet et exilé, a dirigé la Concertation des partis pour la démocratie (regroupant le Parti démocrate-chrétien, le Parti pour la démocratie, le Parti socialiste et le Parti radical social-démocrate entre 1988 et 2013), et a fait campagne pour le « *non* » lors du plébiscite visant à permettre à Pinochet de rester au pouvoir en 1988. Il a été élu président de la République du Chili (2000 à 2006).

duction, de distribution et de consommation de la richesse dans notre pays ; de récupérer le contrôle des biens communs tels que l'eau, les minéraux, les forêts, les ressources marines, entre autres ; ainsi que le contrôle des services de base tels que les compagnies d'électricité et de santé. Nous avons besoin d'une nouvelle Constitution qui garantisse effectivement les droits économiques, sociaux et culturels et les libertés politiques et civiques. Nous avons besoin d'une nouvelle Constitution qui permette l'exercice de la démocratie, sans exclusions et avec des niveaux élevés de démocratie directe, afin que les institutions de la démocratie représentative soient effectivement représentatives. Nous ne pouvons pas négliger le fait que cela doit être compris comme un processus permanent de mobilisation et de délibération des peuples de notre pays, étant entendu que le résultat dépendra directement de la manière dont le processus sera mené à bien.

Notre lutte ne s'achève pas avec le changement de Constitution, mais les conquêtes dans ce domaine nous permettront d'accumuler les forces populaires pour avancer à un stade supérieur de la lutte de classe.

La demande de l'Assemblée constituante : comment parvenir à une nouvelle Constitution ?

Pour modifier une Constitution, il existe différents mécanismes : les commissions d'experts, le Congrès, la Convention constituante et l'Assemblée constituante. Dans notre pays, les Constitutions sont nées pour résoudre un problème politique d'un moment historique, et ont été rédigées par des commissions d'hommes « experts » au service de l'oligarchie nationale, à l'exclusion des secteurs populaires et des femmes. Cela s'est produit depuis les Constitutions du XIX^e siècle jusqu'aux dernières Constitutions de 1925 et 1980.

Le mécanisme le plus démocratique pour modifier une Constitution est l'Assemblée constituante, qui peut être définie comme une assemblée dont tous les membres sont démocratiquement élus au suffrage universel et ont la fonction spécifique de rédiger un nouveau texte constitutionnel. Historiquement, il a été entendu que l'Assemblée constituante doit être **souveraine**, c'est-à-dire qu'elle n'est régie par aucun autre pouvoir et qu'elle a un pouvoir initial, qui rompt avec l'ordre juridique antérieur. Cela s'est produit avec des Assemblées constituantes historiques comme celles qui ont suivi la Révolution française (1789), la



Seconde Guerre mondiale (Italie, 1947), ainsi que dans les pays qui ont subi des dictatures militaires comme le Portugal (1975), des changements de régime politique par le biais d'élections (Venezuela 1999, Équateur 2008 et Bolivie 2009) ou une crise politique majeure (Islande, 2010).

Malheureusement, on a tenté de vider le concept d'une Assemblée constituante afin de légitimer les dictatures ou les régimes autoritaires en Amérique latine. Ce fut le cas des Assemblées constituantes du Salvador (1983) et du Honduras (1982), pour lesquelles le concept d'Assemblée constituante a été réduit à un mécanisme où la seule chose importante est l'élection de ses membres au suffrage universel. Par conséquent, et pour comprendre le débat actuel au Chili, il est important de souligner que la souveraineté est un élément fondamental lorsqu'on parle de l'Assemblée constituante, même si certains secteurs veulent réduire le sens de l'Assemblée constituante à un simple mécanisme d'élection de ceux qui la rédigeront.

Pour ne pas s'engager dans une discussion sémantique, il est important de caractériser l'Assemblée constituante qui a été générée comme une demande des secteurs mobilisés, et qui a été installée comme une nécessité de premier ordre depuis la discussion sur la façon de générer une transition du régime dictatorial dirigé par Augusto Pinochet. Malheureusement, les secteurs de la Concertación ont préféré maintenir la Constitution du dictateur et ne pas lutter pour une nouvelle Constitution construite par l'Assemblée constituante, comme cela s'est produit dans tous les pays du monde qui ont mis fin à un régime dictatorial, en veillant à ce qu'il soit mis fin aux règles établies par la dictature.

Nous exigeons une **Assemblée constituante libre et souveraine, paritaire, plurinationale et démocratique**. Une Constituante libre et souveraine signifie qu'il n'y a pas de pouvoir étatique qui puisse faire pression sur elle pour qu'elle prenne des décisions ou lui impose des règlements préalables ; c'est l'Assemblée constituante elle-même qui décide de ses règles de fonctionnement et de son quorum pour leur approbation. Une Constituante commune signifie que si plus de la moitié de la population est féminine, au moins la moitié des membres de l'assemblée doivent être des femmes. Une Constituante plurinationale signifie que sa composition reconnaît que le Chili est un pays composé de nations et de peuples différents, et qu'il faut donc envisager des sièges réservés aux peuples autochtones et aux Chiliens afro-descendants. Une Constituante démocratique signifie que toutes et tous doivent participer à l'élection des membres de l'assemblée, et ont la possibilité d'être élu-es, ce qui implique : premièrement, toutes les personnes de plus de 14 ans peuvent voter ; les Chiliens de l'étranger peuvent aussi voter à toutes les élections et également être élu-es ; deuxièmement le système d'élection des député-es est modifié pour augmenter le nombre de membres de l'assemblée (244 membres élus par les districts, plus de sièges réservés en tant qu'expression de la plurinationalité et, après le résultat des élections, corrections pour atteindre la parité) ; et enfin les moyens sont donnés aux indépendants pour qu'ils puissent candidater dans les mêmes conditions que les partis politiques.

La proposition la plus développée en ces termes a été celle émanant de Unidad Social, qui envisage une voie pour avancer vers une

Chili

Assemblée constituante libre et souveraine, plurinationale, paritaire et démocratique (4).

Dans cette discussion, il est important de préciser que le processus constitutif initié le 18 octobre englobe toutes les expressions de la lutte du peuple, y compris leurs espaces de discussion et de délibération populaire tels que les conseils (*cabildos*), les assemblées territoriales et les assemblées populaires. Mais le fait que ces espaces font partie du processus constitutif ne signifie pas nécessairement que ces espaces sont reconnus au niveau légal, même s'ils deviendront une force matérielle de ce processus constitutif.

Nous devons donc faire la distinction entre le processus constituant en général, qui est vraiment important, et la voie constituante institutionnelle, qui est une des concrétisations des exigences du peuple mobilisé. La dimension institutionnelle est celle qui doit être adoptée par les institutions existantes, car si l'on veut avancer sans cela, cela signifierait que nous sommes en mesure et prêts à une prise de pouvoir et à un processus révolutionnaire. Selon notre analyse, nous ne sommes pas dans une conjoncture prérévolutionnaire, en raison de l'absence de forces populaires organisées, de sorte que dans la conjoncture actuelle nous devons avoir un dialogue, une interaction et une confrontation avec les institutions

4. Disponible en espagnol sur : <http://unidadsocial.cl/wp-content/uploads/2019/12/Propuesta-AC-US-v.F.pdf>

5. Union démocrate indépendante (UDI) est un parti de droite réactionnaire, ayant soutenu Pinochet, qui avec la Rénovation nationale (RN, centre-droite) et l'Évolution politique (Evópoli, centre droite) forme la coalition Chile Vamos qui soutient la politique de l'actuel président Sebastián Piñera.

6. Le Parti démocrate-chrétien (PDC, appelé également démocratie chrétienne, DC) est un parti historique du centre droite, qui a été le principal parti de la Concertación à la fin de la dictature de Pinochet. Le Parti radical (PR) est un parti historique anticlérical, qui a soutenu le gouvernement Allende et se positionne aujourd'hui comme social-libéral. Le Parti pour la démocratie (PPD), fondé en 1987 par une fraction issue de l'éclatement du Parti socialiste, se réclame du centre-gauche et de la social-démocratie. Le Parti socialiste (PS), fondé en 1933 en tant que parti marxiste, fait aujourd'hui partie de l'Internationale socialiste et a gouverné le Chili sous la présidence de Michelle Bachelet entre 2006 et 2010 et entre 2014 et 2018. Révolution démocratique (RD) est un parti de gauche fondé en 2012 par certains dirigeants de la mobilisation étudiante de 2011, luttant pour le socialisme démocratique et ayant en son sein plusieurs tendances. Comunes est un parti politique « *de la gauche féministe, populaire et démocratique* » fondé en 2019 par la fusion des organisations Poder Ciudadano et Izquierda Autónoma, faisant partie du Frente Amplio. Le député Gabriel Boric est un ancien dirigeant du mouvement étudiant et militant d'Izquierda Autónoma, un des initiateurs du Frente Amplio.

actuelles, sans pouvoir les écarter.

La voie constitutionnelle élaborée par Unidad Social, dans sa dimension institutionnelle, implique une réforme constitutionnelle établissant l'appel au référendum pour que le peuple décide s'il veut une nouvelle Constitution ou le maintien de l'actuelle. En outre, si le peuple veut une nouvelle Constitution, il faut prévoir un second vote pour décider si l'organe qui rédigera la Constitution sera le Congrès, une Convention constituante mixte (moitié des membres élus par le Congrès et moitié des membres élus au suffrage universel) ou une Assemblée constituante (tous les membres élus au suffrage universel). Ce vote devrait avoir lieu en mars ou avril 2020.

Étant donné que la majorité des peuples du Chili sont d'accord pour une nouvelle Constitution par le biais d'une Assemblée constituante, l'élection de ses membres devrait avoir lieu à une date différente de celle des élections municipales, et devrait se faire en juillet-août 2020.

Une fois élus avec une représentation paritaire et plurinationale, les membres de l'Assemblée doivent édicter leur règlement et le faire approuver par une majorité qualifiée (la moitié plus un des membres de l'Assemblée). Dans ce cas, ils pourraient fixer un quorum d'approbation plus élevé pour certaines questions, comme un quorum de 3/5 ou 2/3, cependant, **s'ils ne peuvent s'entendre, ces questions doivent être résolues par les citoyens par le biais d'un référendum intermédiaire pour trancher entre des formulations alternatives**, qui doit avoir lieu au plus tard 9 mois après que l'Assemblée a commencé à discuter de la nouvelle Constitution.

Une fois connus les résultats du référendum, l'Assemblée constituante doit rédiger le texte final de la Constitution, qui doit être soumis à un vote de ratification, qui devrait

avoir lieu avant les prochaines élections générales, parlementaires et présidentielles (août ou septembre 2021), afin que les nouvelles autorités puissent être élues au moyen des nouvelles règles constitutionnelles.

Il s'agit d'une proposition émanant de diverses organisations sociales, syndicales, socio-environnementales, étudiantes, féministes, de défense des droits humains, entre autres, avec l'appui des Assemblées territoriales et des Conseils. Cependant, **il s'agit d'une proposition** et le panorama politique est sur plusieurs points loin de cette voie constituante.

Le bloc au pouvoir et ses paris sur une nouvelle Constitution

Dans la discussion concernant une nouvelle Constitution, les propositions du bloc au pouvoir ont été différenciées. Au cours des premiers jours, malgré les pressions exercées dans la rue, le gouvernement s'est opposé à l'initiation d'un processus qui aboutirait à une nouvelle Constitution, admettant uniquement des réformes constitutionnelles. Ce panorama changeait au fur et à mesure que la mobilisation populaire dans les rues avançait, l'obligeant après la grève générale du 12 novembre à accepter la discussion sur une nouvelle Constitution. Cette décision a été cristallisée par « *L'Accord pour la paix et la nouvelle Constitution* », signé par les partis de l'officialisme – UDI, RN et Evópoli (5) et de l'opposition : DC, PR, PPD, PS, RD, Comunes et Gabriel Boric (6).

Certains se sont résignés au changement constitutionnel mais voudraient que tout change pour que rien ne change. À cet égard, l'élément principal introduit par la droite était l'exigence que toutes les décisions du nouvel organe constitutif (que ce soit la Convention constitutionnelle mixte ou





la Convention constitutionnelle) soient adoptées par les 2/3 de ses membres. Cela élimine la **souveraineté** de l'organe constitutif et accorde un droit de veto à la droite afin que des changements constitutionnels n'aient pas lieu. Si le nouveau processus constitutionnel échoue, la Constitution actuelle est maintenue, ce qui signifie que la droite dispose d'un outil fondamental pour boycotter le processus constitutionnel. **C'est le point central de cet accord.**

De plus, cet accord ne prévoyait pas la parité, ni des sièges réservés comme expression de la plurinationalité du pays, ni l'égalité des indépendants dans la course électorale. Des secteurs de l'opposition, principalement du Frente Amplio, ont justifié cet accord sur la base de deux arguments :

- ❶ Qu'ils étaient sous la pression pour parvenir à un tel accord, faute de quoi le gouvernement de Piñera déclarerait à nouveau l'état d'urgence et ferait sortir les militaires dans la rue ;
- ❷ Qu'une opportunité historique s'ouvrait et qu'il fallait la saisir avant que la droite ne revienne à ses positions traditionnelles.

Ils ont ajouté que l'Accord de paix était un plancher d'où ils allaient rebondir et non un plafond. Au contraire, l'UDI a soutenu qu'aucun élément nouveau n'avait été ajouté à l'accord, ce qui signifiait l'adoption de l'accord tel qu'il avait été discuté le vendredi 15 novembre, entre l'aube et minuit.

L'accord prévoyait la tenue d'un référendum en avril sur deux questions. La première, pour choisir s'il faut modifier la Constitution actuelle. La seconde, pour savoir si elle sera modifiée par une Convention constitutionnelle mixte (la moitié des membres élu-es par le Congrès et l'autre moitié au suffrage universel) ou par

une Convention constitutionnelle (tous les membres élu-es au suffrage universel). Avec les secteurs populaires, nous soutenons que la Convention constitutionnelle n'est pas la même chose qu'une Assemblée constituante, car ses décisions sont limitées, ce qui l'empêche d'être un organe souverain. Les secteurs progressistes qui défendent l'Accord soutiennent seulement que c'est ce qui a pu être réalisé, incarnant la politique de transition qui permet de construire une « *démocratie dans la mesure du possible* ».

L'Accord pour la paix et une nouvelle Constitution a été complété par une Commission technique, composée de membres nommés par les partis politiques signataires de l'accord. Cette commission a complété (pour le pire) l'Accord, en établissant que la nouvelle Constitution ne peut modifier les traités internationaux ratifiés par le Chili et que la Convention constitutionnelle ne peut s'attribuer des fonctions non prévues par la Constitution ni modifier le quorum de ses décisions, ce qui lui ôte tout caractère souverain.

Cet Accord a été approuvé, sans aucune modification, le mercredi 18 décembre par la Chambre des Députés et le jeudi 19 décembre par le Sénat. Dans les deux cas, la parité, les sièges réservés et l'égalité des indépendants dans les élections ont été rejetés. Ce projet a été promulgué par le Président de la République le lundi 23 décembre, pour émettre le décret suprême le 24 décembre.

Quels sont les éléments qui font déjà l'objet d'une loi ? **Le référendum a déjà été légalement convoqué et aura lieu le dimanche 26 avril 2020.** Le premier vote portera sur la question « *Voulez-vous changer la Constitution* » avec les options suivantes : « *a) oui* » ou « *b) non* ». Le second vote,

dans le cas où la réponse pour changer la Constitution est « *oui* » consistera en deux options : la changer par une Convention constitutionnelle mixte ou une Convention constitutionnelle.

En résumant ce qui précède, des règles limitant la souveraineté de la Convention constitutionnelle ont été établies. Toutes ses décisions doivent être adoptées par les deux tiers de ses membres. Si la Nouvelle Constitution est rejetée, c'est l'actuelle qui continuera de régir. L'éventuel nouveau texte constitutionnel devra être approuvé par un plébiscite de ratification avec vote obligatoire.

C'est ce qui a été légalisé pour l'instant. Il n'y a là rien de plus que ce qui a été prévu dans l'Accord pour la paix et la nouvelle Constitution.

Qu'en est-il de la parité, de la plurinationalité et de la participation des indépendants ?

Le mercredi 19 décembre, un jour après le vote sur la réforme constitutionnelle qui convoque le référendum et légalise l'Accord pour la paix et la nouvelle Constitution, la Chambre des députés a de nouveau débattu de la parité, de la plurinationalité et de la participation des indépendants – questions qui, la veille, avaient été rejetées. Cette fois, l'opposition espérait avoir le soutien d'Evópoli et de secteurs de la Renovación Nacional. C'est ce qu'elle a obtenu. Ce jour-là, des règles transitoires ont été approuvées (7) qui permettent la parité, des sièges réservés aux peuples autochtones et la participation des indépendants par le biais de listes.

En ce qui concerne la parité, il a été établi que « *les listes constituées par un seul parti, les listes de personnes indépendantes et les alliances électorales pour l'organe constitutif doivent être composées en alternant un homme et une femme, et en plaçant une femme en première position* » (8).

En ce qui concerne la participation des indépendants, il a été établi que « *deux ou plusieurs candidats indépendants peuvent convenir d'un pacte électoral, qui sera en vigueur exclusivement dans la circonscription où les candidats indépendants déclarent leur candidature. La déclaration et l'inscription de cette liste seront soumises aux*

7. *Diario U Chile* du 19 décembre 2020, <https://radio.uchile.cl/2019/12/19/camara-aprueba-paridad-de-genero-cuotas-indigenas-y-candidaturas-independientes/>

8. *Boletín 13.127, Cámara de Diputados.*

mêmes règles que les candidatures aux postes de député. En outre, chaque candidat de la liste, considéré individuellement, doit être parrainé par un nombre de citoyens indépendants égal ou supérieur à 0,2 % (ce nombre a été réduit après une première indication de 0,4 %), et la liste elle-même



doit être parrainée par 1,5 % (pourcentage inclus à titre indicatif) de ceux qui ont voté dans la circonscription électorale lors de la précédente élection législative, conformément au décompte général effectué par le Tribunal de qualification des élections » (9).

En ce qui concerne les sièges réservés aux peuples autochtones, il a été approuvé qu'ils auront 18 sièges dans le cas d'une Convention constitutionnelle et 21 sièges dans le cas d'une Convention constitutionnelle mixte. La question si chaque peuple autochtone (Aimara, Atacameños, Collas, Diaguitas, Mapuche, Quechuas, Rapa Nui, Kawashkar et Yagán) aura au moins un siège réservé est encore en discussion. L'inclusion des Afro-Chiliens, afro-descendants, dans cette proposition a été rejetée. Le scrutin, tel qu'approuvé par la Chambre des députés, se fera dans le cadre d'une circonscription électorale nationale avec un registre unique des électeurs (10).

Toutefois, ces questions n'ont pas encore force de loi et font l'objet d'un litige au Sénat. Certains sénateurs RN ne seraient pas disposés à approuver la parité, cédant ainsi aux pressions de l'UDI et agissant dans leur propre intérêt. Techniquement, les sénateurs ont jusqu'au mois de juin pour approuver ces dispositions et pour régir l'élection des « conventionnels », qui selon le calendrier du gouvernement devrait avoir lieu en octobre 2020, en même temps que les élections des autorités municipales.

Pour l'approbation de ces règles, l'opposition a besoin de 25 voix au Sénat. Elle dispose déjà de 23 voix, ce qui fait que le soutien des sénateurs Manuel Ossandón (RN) et Felipe Kast (Evópoli) est essentiel pour faire approuver ces questions, tout comme l'a fait la Chambre des députés. Il

n'y a pas encore de date pour ce vote, mais il aura très probablement lieu en janvier.

Que devra faire le mouvement populaire dans ce scénario ?

Contrairement à ce qui concerne les questions sociales et la responsabilité politique et pénale des violations des droits humains, c'est sur le thème de la Constituante que le plus d'avancées ont pu être obtenues. Mais il reste une menace centrale qui est l'arme de la droite pour freiner tout le processus et empêcher le changement de la Constitution : c'est le manque de souveraineté de la Convention constitutionnelle.

Exiger la souveraineté de l'organe constitutif est donc la priorité. Dans le scénario actuel, on peut employer dans ce but la demande d'un référendum intermédiaire sur les formules alternatives concernant les questions sur lesquelles la Convention ne parvient pas à trouver un accord. Toutes ces questions qui ne font pas l'objet d'un accord doivent être résolues par les citoyens, sinon nous remettons à la droite une arme pour boycotter tout le processus constitutionnel.

Techniquement, la convocation d'un référendum intermédiaire ou d'un référendum sur les alternatives peut se faire en s'appuyant sur un article transitoire de la Constitution, qui requiert l'approbation des 3/5 de la Chambre des Députés et du Sénat.

Comment l'obtenir ? En faisant de cette demande une revendication centrale dans la grève générale qui sera appelée en mars, et qui devrait avoir comme thème central la demande de mesures économiques et sociales concrètes pour arrêter la précarisation de la vie de millions de familles dans notre pays et la responsabilité politique et pénale des responsables des violations des droits humains.

En ce qui concerne la participation au référendum du 26 avril, il est important que les organisations de base, y compris les espaces sociaux organisés avant la Révolte populaire tels que les Assemblées territoriales et populaires, puissent s'emparer de cette discussion, afin de décider si

elles vont s'engager avec force pour voter en faveur d'une Nouvelle Constitution et pour l'option de la Convention Constitutionnelle, même avec ses limites, tout en comprenant que manquant de souveraineté, elle ne peut pas être caractérisée comme une Assemblée Constituante. Avant qu'une majorité d'organisations sociales et populaires se sentent prêtes à participer à ce référendum, il est important de comprendre que la discussion sur le caractère du processus n'est pas encore close, et que nous avons la possibilité de continuer en imposant la discussion sur le référendum intermédiaire comme centrale, afin de rendre réelle la possibilité de changer le contenu de la Constitution. Sans cela nous aurons un vrai-faux processus constitutif, permettant à la droite réactionnaire de boycotter l'ensemble du processus. Mais cela ne sera possible qu'avec une grève générale.

Quant à la participation à l'élection de la Convention, elle dépendra de l'évolution de la situation et de notre capacité à faire pencher la balance en notre faveur par la mobilisation populaire.

Enfin, nous devons souligner que le bloc au pouvoir ne veut qu'une simulation de processus constituant, ayant clairement pour tâche la protection des normes qui sont le support du système néolibéral dans notre pays. Par conséquent, dans chaque décision populaire, nous devons garder à l'esprit – en paraphrasant le groupe de musique *Con\$piraZion* – que ce n'est qu'en combattant que nous avançons, et que nous ne faisons confiance qu'au peuple. ■

Santiago, 5 janvier 2020

9. Boletín 13.130, Cámara de Diputados.

10. Boletín 13.129, Cámara de Diputados.

Après l'explosion sociale du 21 novembre 2019

Par
Daniel Libreros Caicedo*

Le 21 novembre, la Colombie a connu une explosion sociale sans précédent dans l'histoire du pays depuis le milieu du siècle dernier. Ce jour-là, la Direction nationale de la grève (CNP, Comando Nacional de Paro) a appelé à une marche de protestation contre les annonces de contre-réformes économiques régressives. Le CNP est composé par les centrales syndicales (Central Unitaria de Trabajadores – CUT, Confederación General de Trabajadores – CGT, Confederación de Trabajadores de Colombia – CTC) et par des organisations d'étudiants, de paysans, d'Indiens, de retraités et de militants pour l'environnement qui, ces dernières années, avaient conduit la résistance de ces secteurs sociaux face aux politiques de l'État colombien. L'appel aux mobilisations a été lancé par les centrales syndicales, répétant la configuration des années précédentes : des marches routinières de la fin de l'année visant à peser sur la négociation du salaire minimum avec le gouvernement qui, par obligation légale, doit les convoquer dans cette période. Les limites de la capacité des syndicats tiennent au faible taux de syndicalisation. Ils ne représentent que 4 % du nombre total de salarié-e-s. Ce qui trouve son origine, en partie, dans la législation réactionnaire du travail et aussi dans la criminalisation de la résistance syndicale (1). En termes de structure interne, cette fragilité dans la capacité de « *négociation sociale* » renvoie à l'isolement résultant d'une forme d'organisation verticale et autoritaire. Ce qui, en termes de fonctionnement, implique des accords « *au sommet* » entre les directions syndicales bureaucratisées, les partis de gauche et la gauche sociale non partisane. En outre, leurs plateformes d'action se limitent aux revendications les plus immédiates.

Tout laissait présager une manifestation de routine. Cependant, au cours des semaines précédant le 21 novembre, les tensions sociales qui se sont manifestées ces derniers mois dans les quartiers, les universités, le



secteur informel et les chômeurs, ont commencé à converger vers cette échéance. L'actualité internationale y a contribué : au même moment, le mouvement indigène équatorien a eu raison de la tentative d'imposer un plan d'ajustement, et au Chili – pays emblématique du néolibéralisme latino-américain, montré en exemple par les technocrates – a éclaté une gigantesque explosion sociale qui tient encore en échec le gouvernement Piñera. Ainsi, « *l'effet de contagion* » a encouragé les désespérés de l'un des pays les plus inégaux de la région. L'annonce de plus grands sacrifices imposés à une population de plus en plus appauvrie a renforcé le mouvement d'indignation provoqué par la « *routine* » des assassinats quotidiens de dirigeants sociaux – sans que l'on n'en trouve les responsables – et la corruption pratiquée par les politiciens et les grands magnats complices afin de se partager le patrimoine public. Le tout, dans le contexte d'une justice muselée par les puissants et qui obéit au principe d'impunité pour ceux-ci.

Pour cette raison, le 21 novembre est devenu une mobilisation massive, incorporant de larges couches de la population qui sont descendues dans la rue pour protester contre les multiples formes d'oppression produites par l'ordre établi et le cynisme de

ses représentants politiques. Pour la première fois depuis des décennies, les rues des grandes villes du pays ont vu défiler des millions de personnes malgré le chantage du gouvernement, malgré les proclamations de couvre-feu, malgré les perquisitions sélectives avant les manifestations, bref, malgré les menaces classiques du terrorisme d'État.

Les mobilisations du 21 novembre ont eu le soutien nocturne sonore des *cacerolazos* (concerts de casseroles) dans les quartiers, un bruit complice des déclarations et proclamations lues dans la rue, confirmant ainsi l'énorme légitimité sociale de la grève. Les jours suivants, les marches et les *cacerolazos* se sont poursuivies dans les rues, les quartiers et sur les places, accompagnées par la présence de groupes musicaux et théâtraux. Un spectacle de joie collective, de

* Daniel Libreros Caicedo, enseignant et chercheur à l'Université nationale de Bogotá, est membre du Movimiento Ecosocialista (Mouvement écosocialiste) de Colombie. Cet article a d'abord été publié en français par la revue électronique suisse *À l'Encontre* (<http://alencontre.org/ameriques/amelat/colombie/apres-lexplosion-sociale-du-21-novembre-la-colombienne-nest-plus-le-meme-pays.html#more-60952>). Traduit de l'espagnol par Ruben Navarro.

1. Le département des droits humains de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) a dénoncé l'assassinat de 3 000 militants syndicaux depuis la création de cette centrale syndicale au milieu des années 1980.

Colombie

combat et d'art de rue.

Le dimanche 8 décembre, quelque 300 000 personnes ont assisté aux « concerts de grève » dans différents endroits du centre de Bogota, auxquels ont participé des orchestres de jeunes qui ont voulu manifester leur solidarité avec les manifestant-e-s. Lorsque les organisateurs ont demandé des autorisations pour réaliser la journée artistique, la mairie leur a proposé le Parc Simón Bolívar, un lieu dans la ville qui permet la concentration de milliers de personnes, conçu pour ce type de spectacles. Dès lors, les organisateurs ont rejeté l'offre en s'emparant des rues de la ville avec des scènes fixes ou installées sur des camions. Il s'agissait de prolonger la joie dans tout l'espace public, disaient-ils. Ils confirmaient de la sorte qu'existe un sentiment populaire de réappropriation de l'espace public, un sentiment accompagné de la conviction que le temps est venu d'abandonner la peur qui nous a condamnés, pendant des décennies, à en être exclus. Un sentiment de réappropriation qui s'exprime dans les conversations quotidiennes par cette formule symbolique : « *Ce pays n'est plus le même après le 21 novembre* ».

L'échec du gouvernement dans l'application d'une politique de « sécurité intérieure »

Traditionnellement, la principale justification des élites pour rendre illégale la résistance sociale était de présenter les opposants comme des collaborateurs de la guérilla, utilisant ainsi la guerre civile interne, qui a commencé vers le milieu du XX^e siècle.

2. Les niveaux de concentration de la terre dans le pays sont très élevés. 1 % des grands propriétaires ruraux monopolisent 60 % des terres cultivables tandis que deux millions et demi de familles paysannes vivent sur le reste des terres.

3. Au cours du second mandat d'Alvaro Uribe, en 2008, le pays a appris que des membres des forces armées avaient tué des civils sans défense en les faisant passer pour des victimes lors de combats (cf. « El jefe del Ejército de Colombia dirigió una brigada acusada de matar a civiles », *El País* du 5 juin 2019). Le cas des « faux positifs » a été l'un des scandales militaires les plus notoires sous le premier gouvernement d'Alvaro Uribe. Afin d'obtenir des primes salariales ou des jours de repos compensatoires, selon les manuels reconnus par le Ministère de la Défense, repris à leur tour des manuels de l'armée étatsunienne, des membres de l'armée arrêtaient arbitrairement des jeunes gens pauvres à la périphérie des villes, dont certains handicapés. Ensuite, ils les emmenaient dans les zones de conflit, leur enfilait des uniformes de guérilla et les abattaient dans le but d'obtenir les compensations promises. Le nombre d'exécutions, selon les organisations sociales et de défense des droits humains, pourrait atteindre 10 000.

Toute protestation de la part d'une partie de la population était considérée comme liée à la guérilla, ce qui servait de prétexte pour appliquer une législation exceptionnelle, pour arrêter et poursuivre les dirigeants devant les tribunaux.

Les négociations avec les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), « conclues » en août 2016, ont empêché d'utiliser cet argument plus longtemps, ouvrant de nouvelles perspectives au mouvement populaire. Ces négociations n'ont pas porté sur la transition vers des réformes démocratiques, qui représentaient les aspirations de partis, d'organisations ou de personnalités démocratiques qui accompagnent depuis plusieurs décennies la proposition de solution politique au conflit. L'accord de paix a été rejeté lors du référendum du 2 octobre 2016 par une alliance politique de droite dirigée par l'uribisme (du nom d'Alvaro Uribe, président de 2002 à 2010, actuellement sénateur), qui rassemblait le parti conservateur, la majorité de l'Église catholique et les prédicateurs des Églises évangéliques. Ce refus a contraint à de nouvelles négociations entre les parties avec la présence de l'uribisme, ce qui a réduit le contenu des accords qui, en passant par le filtre du Congrès, ont subi des restrictions supplémentaires en termes de contenu. La version finale de ces accords envisageait un système de justice, de vérité et de réparation représenté par la Justice spéciale pour la paix (JEP – chargée de l'ensemble de mesures judiciaires et non judiciaires permettant de remédier au lourd héritage des atteintes aux droits humains dans une société sortant d'un conflit armé ou d'un régime dictatorial), et la Commission pour la vérité. Dans le cas de la JEP, le traitement des personnes qui ont financé la guerre (hommes d'affaires et grands propriétaires terriens) était si bienveillant que le fait de se présenter devant cet organe judiciaire était volontaire. De même, le critère de la « chaîne de commandement » c'est-à-dire la responsabilité des donneurs d'ordre des deux parties a été ignoré et, dans le cas des responsabilités concernant les violations des droits humains commises par des membres des forces armées, est apparue la possibilité d'une amnistie au moyen d'un artifice juridique appelé « *renonciation à l'action de l'État* ».

L'agenda économique n'indiquait pas non plus de réformes structurelles. Étant donné que les FARC étaient une guérilla de tradition paysanne et qu'elles étaient présentes dans les zones dites de colonato (les paysans travaillent une terre qui ne leur appartient pas mais à laquelle ils sont attachés et pour laquelle ils doivent payer une

rente sous diverses formes au propriétaire, et sont imposés fiscalement par l'État), la question de la terre était au cœur de cette négociation. Cependant, l'accord ne comportait pas de mesures remettant effectivement en question la concentration des terres aux mains des grands propriétaires, qui avait été renforcée durant la guerre aussi bien par la dépossession des paysans que par le recyclage et le blanchiment d'argent (2). Cela a abouti à ce que, dans les zones de colonato où les FARC étaient historiquement présentes, la propriété de fait de sept millions d'hectares soit reconnue aux grands propriétaires. Quant à la création d'un fonds foncier composé de trois millions d'hectares censés devoir être distribués aux paysans pauvres du pays, il est jusqu'à présent resté lettre morte.

L'engagement de l'État à investir dans les régions marginalisées et en proie à des conflits constituait un autre point de l'accord, mais le gouvernement l'a également ignoré sous prétexte de la crise budgétaire actuelle. Comme si cela ne suffisait pas, 170 membres démobilisés des FARC ont été tués à l'intérieur des camps dans lesquels ils sont concentrés – comme le prévoient les accords – après avoir rendu leurs armes.

Malgré ces limites dans la conception et la mise en œuvre des accords, l'uribisme a essayé d'en réduire encore plus le contenu. Le parti du Centre démocratique, auquel appartient l'actuel président Iván Duque, a présenté à la JEP une série d'objections à l'accord de paix prévoyant l'attribution de « *circonscriptions spéciales pour la paix* » à 16 régions particulièrement touchées par le conflit armé et comptant un grand nombre de victimes individuelles ou collectives. Le but : mettre un coup d'arrêt à la procédure de reconnaissance.

Pour ce qui est de « *l'ordre public* », le gouvernement actuel a mis en œuvre une politique conçue selon les hypothèses obsolètes de « *l'ennemi intérieur* ». Il a nommé chef des armées le général Nicacio Martínez. Ce dernier avait été reconnu par le bureau du procureur général comme responsable d'exécutions extrajudiciaires (appelées par euphémisme « *faux positifs* » par la presse) dans la région des Caraïbes (départements de Guajira et Cesar) en 2006, lorsqu'il était le deuxième commandant et chef de l'état-major de la Brigade située dans cette région (3).

Une fois nommé, Martínez a réintroduit dans les protocoles de l'armée les directives qui ont conduit à la généralisation des exécutions extrajudiciaires, ce qui a été dénoncé par le *New York Times*, qui a obtenu de sources officielles des informations sur les



assassinats et arrestations de personnes dites « *suspectes* » (4). Dans ce contexte, l'ancien guérillero des FARC, Dimas Torres, a été assassiné dans la municipalité de Convención, région de Catatumbo, située dans le nord-est du pays. Il a été arrêté par des militaires alors qu'il se trouvait sans défense. Cet assassinat a eu comme particularité le fait d'être connu et d'avoir été dénoncé par les habitants de la localité, ce qui a obligé le général Diego Luis Villegas, commandant des forces spéciales de cette région, à demander publiquement pardon et à le répéter devant la Commission de paix du Congrès.

Par la suite, au début du mois de novembre 2019 lors d'un débat parlementaire, l'opinion publique a appris le résultat tragique du bombardement d'un camp des FARC dites « *dissidentes* », perpétré fin août à San Vicente del Caguán, dans le département du Caquetá, qui a fait 18 morts. Il est apparu clairement que l'armée était informée avant ce bombardement de la présence de d'enfants dans le secteur ciblé : le commandement de la brigade en avait été officiellement informé par le représentant du Ministère public dans cette municipalité. Pendant des mois, l'armée a caché ce qui s'était vraiment passé lors de ce bombardement. Le débat a conduit à la démission du ministre de la Défense de l'époque, Guillermo Botero (5).

Ces tensions au sein de l'armée et entre les fractions parlementaires du régime au

pouvoir confirment l'existence d'une fissure au sein des élites entre l'uribisme, qui défend la politique de « *sécurité intérieure* », et ceux qui ont accompagné l'ancien président Santos dans les négociations politiques avec les FARC à La Havane. Ces derniers estiment que l'armée doit s'adapter au post-conflit et gagner en légitimité. C'est pourquoi ils exigent également la mise en œuvre des accords dans leur version finale et ont formé un bloc politique qualifié de « *Défenseurs de la paix* ». Un bloc qui mène des campagnes, parcourant le pays et qui a été rejoint par tous les partis non uribistes, y compris la gauche et les mouvements de défense des droits humains. Ils ont joué un rôle actif dans la formation d'alliances lors des dernières élections régionales qui ont eu lieu le 27 octobre et au cours desquelles les candidats du Centre démocratique ont été battus dans les chefs-lieux de provinces.

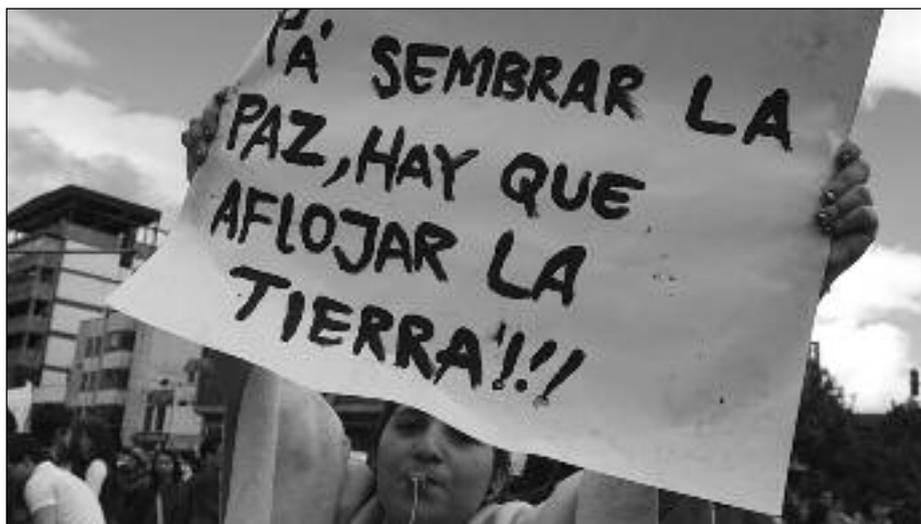
Au-delà de ces contradictions inter-élites, l'usure du gouvernement qui poursuit l'option belliciste est évidente. Le rejet populaire face à l'assassinat incessant de dirigeants sociaux et environnementaux ainsi que de membres des communautés ethniques dans les régions périphériques trouve de plus en plus de résonance dans les villes. Le cas des enfants tués dans le bombardement du Caquetá a suscité une indignation collective et a trouvé un écho massif lors de la mobilisation du 21 novembre.

En ce jour de mobilisation nationale, la population a dû faire face à une autre forme

de terreur d'État, les brigades antiémeutes ESMAD (Escuadron Movil Antidisturbios), une force de police spécialisée dans la répression des manifestations. Créées en 2007 sous le deuxième gouvernement Uribe, ces brigades sont responsables de la mort de plusieurs personnes et de nombreuses arrestations et passages à tabac. Au milieu d'une explosion sociale comme celle que nous connaissons actuellement, ce comportement arbitraire a suscité un rejet encore beaucoup plus grand. Le 23 novembre, au centre-ville de Bogotá, un membre de cette brigade anti-émeute a gravement blessé un lycéen de 18 ans, Dilan Cruz, en lui tirant dessus à bout portant. Dilan est mort quelques jours plus tard dans un hôpital de la ville, devenant un symbole de la résistance actuelle. Le 11 décembre, des membres du

4. Les officiers contactés par le *New York Times* disent qu'ils étaient dans l'armée lors des « *faux positifs* », il y a déjà plus de dix ans. Un document du 19 février 2019, intitulé « *Cinquante órdenes de Comando* » (Cinquante ordres de commandement), dont le *New York Times* a eu connaissance, exigent des attaques opportunes et massives, meurtrières selon le *New York Times* (« *Falsos Positivos, La denuncia de The New York Times* », *Revista Semana* du 18 mai 2019).

5. La démission a été précipitée, avant que le Congrès ne vote une « *motion de censure* » : « *Une semaine avant que la majorité du Congrès ait fait de lui le Premier ministre de l'histoire de la Colombie à quitter ses fonctions sur une motion de censure, Guillermo Botero a dû se retirer. Dans un bref communiqué, le mercredi après-midi, il a annoncé sa démission...* » (« *Renuncia Ministro de Defensa* », *El Tiempo*, 5 novembre 2019).



même escadron, se servant d'une voiture banalisée, ont tenté d'enlever deux étudiants qui participaient à un rassemblement devant les bâtiments de l'Université nationale. Un citoyen, alerté par les cris des jeunes, a commencé à enregistrer la scène, est monté dans son véhicule et a suivi la « voiture fantôme » jusqu'à la forcer à s'arrêter. Il a contraint les occupants à s'identifier. Ce fait a accru la stupeur des citoyens. De nombreux manifestants ont été tabassés et traduits en justice, d'autres, comme au Chili, ont perdu un œil. Face à ces actes méprisables, l'une des revendications centrales et unificatrices de la grève, ainsi que du mouvement démocratique dans son ensemble, est la dissolution de l'ESMAD, qui, cette fois-ci, n'a pas réussi à mettre fin aux mobilisations dans les rues.

Le « paquet » économique, produit de la crise du néolibéralisme périphérique

La crise économique internationale actuelle a mis en évidence la fragilité du modèle financier extractif en Amérique latine. La chute brutale des cours internationaux des produits de base au cours de la période 2013-2017 a entraîné des déficits commerciaux et budgétaires dans les pays de la région, occasionnant l'augmentation de l'endettement public et privé. Dans ces conditions, et comme cela se produit dans les économies périphériques en période de déclin, les investissements directs étrangers (IDE) ont diminué. Ce tassement est directement lié à la baisse des investissements dans les secteurs extractifs qui deviennent moins rentables et dans celui des investissements de portefeuille parce que la « prime de risque » augmente, ce qui provoque la fuite des capitaux. À la manière d'un cercle vicieux qui se referme sur lui-même, la réduction de l'investissement étranger produit une dévaluation monétaire et une augmentation de la dette qui, selon les normes de la macroéconomie de la domination néolibérale, entraîne des plans d'ajustement dont le but est la contraction de la demande. Mais la population fatiguée d'endurer la dégradation constante de ses conditions de vie s'est soulevée pour les rejeter. Les mobilisations d'octobre en Équateur et au Chili en sont une démonstration. Celles de Colombie font partie du même ras-le-bol face aux ajustements néolibéraux.

Quelques semaines avant la grève, le gouvernement Duque a présenté au Congrès une proposition de réforme fiscale conforme à une politique qui, depuis le début de la mise en œuvre du néolibéralisme au début des années 1990, a augmenté les exonérations d'impôts portant sur les grands capitaux, tout en transférant l'essentiel du

poids fiscal sur les couches moyennes et pauvres. Cela dans un pays qui depuis l'année 2000 a dû subir 13 réformes fiscales de ce type, une tous les dix-huit mois. Et dans un pays où la concentration des richesses est une des plus fortes de la région.

Le gouvernement a ajouté à cette proposition celle d'une réforme du code du travail qui vise à introduire plus de flexibilité, au point d'établir des contrats et des salaires à l'heure ; une réforme des retraites favorable aux fonds de pension privés, sur recommandation de l'OCDE ; la création d'une holding financière d'État qui centraliserait toutes les ressources du secteur financier public dans le but de se positionner en tant que concurrent sur le marché financier.

Les exigences du capital transnational pour stabiliser l'économie en crise, après la chute du prix du pétrole, principal produit d'exportation, expliquent le « paquet » proposé par le gouvernement. La Colombie a un déficit dépassant les 4 % du PIB, qui s'est considérablement accru à partir de 2013 avec la chute du prix international du pétrole ainsi que la baisse des IDE. Au cours de la période 2013-2017, il y a eu une forte baisse des prix internationaux du pétrole et, en conséquence, les exportations de pétrole ont diminué de 60,4 % et les IDE dans ce secteur se sont réduits de 41,3 % (6). Malgré la reprise partielle des cours mondiaux du pétrole ces dernières années, le déficit continue de croître (7), de même que la réduction des IDE (8), ce qui a précipité la fuite des capitaux à court terme, statistiquement représentée dans la baisse des investissements de portefeuille (9).

Dans ce scénario récessif, la dévaluation de la monnaie a atteint l'un des niveaux les plus élevés de la moyenne internationale (10), entraînant avec elle la croissance de la dette extérieure, particulièrement grave dans le cas de la dette publique qui atteint déjà 51 % du PIB, avec comme circonstance aggravante que le pays est soumis à une législation, imposée par le FMI, selon laquelle le paiement des intérêts est une priorité dans l'établissement et l'exécution des budgets annuels (11).

Selon l'idéologie néolibérale, l'ajustement économique serait ainsi inévitable. Par conséquent, alors que dans les rues les manifestants réclament une société plus juste, le président et la majorité parlementaire continuent de traiter au Congrès les projets de loi exigés par le capital transnational, ce qui met en lumière la fracture entre population et institutions, de même que l'étroitesse d'une « démocratie représentative » basée sur les clientèles politiques, les lobbies des affaires, et les négociations secrètes, à

6. Ministère des Finances, *Marco Fiscal de Mediano Plazo-2018*, p. 127 et suivantes.

7. « Le déficit commercial de la Colombie a plus que doublé en août dernier, passant de 691,7 millions de dollars pour le même mois l'an dernier à 1426,6 millions de dollars » (*El Tiempo*, 18 octobre 2019).

8. Selon les statistiques officielles, les IDE (investissements directs à l'étranger) ont chuté de 14,1 % en 2018 (8 679 millions de dollars alors qu'en 2017 elle avait atteint 10 109 millions de dollars).

9. Ce type d'investissements a connu un effondrement. En 2018, ils ont chuté de 53,4 %, ce qui confirme que le pays connaît effectivement une situation de fuite de capitaux. Le pays est déficitaire lorsque l'on tient compte de l'écart entre les entrées d'investissements étrangers et les sorties de bénéfices et de dividendes des sociétés transnationales sur plusieurs années, ce qui apparaît dans la rubrique dite « revenus des facteurs » de la balance des paiements. Le solde déficitaire a atteint 11,441 millions de dollars en 2018.

10. En 2014, le taux de change du dollar se situait à 1 800 pesos. À la fin de 2017, il atteignait 3 000 et se situe maintenant à 3 500. Cela confirme la fuite des capitaux.

11. C'est ce qu'on appelle « l'excédent primaire » obligatoire, avant paiement du service de la dette, non seulement dans la conception des budgets publics, mais aussi dans l'élaboration des plans de développement et des politiques publiques.

l'image du néolibéralisme. En Colombie et en Amérique du Sud en général, nous n'assistons pas seulement à la crise du néolibéralisme comme modèle économique basé sur la dépossession, mais aussi à la crise de ses formes de représentation politique.

Les défis posés par la nouvelle situation politique

Depuis le 21 novembre, le pays a vu l'émergence d'un mouvement pluraliste impliquant les salarié-e-s, les habitants des quartiers, les classes moyennes écrasées par les impôts et l'usure bancaire dans les villes. Dans cette convergence sociale, il convient de souligner le rôle des mouvements de jeunesse qui se sont affirmés dans l'affrontement, pour revendiquer des droits et expliciter leur distance face à une guerre qui ne les concerne plus. Ces expressions de la jeunesse ont des antécédents dans les mouvements de résistance universitaire d'il y a quelques années. En 2011, le Conseil national des étudiants (Mesa Nacional Estudiantil) a réussi – grâce à une mobilisation très large – à faire échouer un projet de réforme universitaire promu par le gouvernement de Juan Manuel Santos. Et l'année dernière, un autre mouvement de même nature a réussi à obtenir des ressources budgétaires supplémentaires par rapport à celles prévues par le gouvernement actuel. Mais aujourd'hui, l'éventail de la mobilisation des jeunes est beaucoup plus large. Il inclut la présence de jeunes qui n'ont pas accès à l'université, ou alors ceux qui, ayant obtenu un diplôme, ne trouvent pas d'emploi (12). Il comprend aussi les étudiant-e-s des universités privées, contraints de s'endetter. Il en va de même pour ceux qui, dans les lycées techniques et professionnels, ont reçu des propositions de contrats de travail précaires avant la fin de leurs études, ainsi que pour les jeunes qui, en raison de leur pauvreté, ne peuvent pas

terminer les études secondaires et n'ont pas accès aux services de santé privatisés ni ne peuvent prétendre à un minimum de confort dans leur vie.

Comme cela s'est produit dans d'autres parties du monde, avec des mouvements sociaux similaires, ce mouvement de jeunes descend spontanément dans la rue pour protester en utilisant les réseaux sociaux, avec l'objectif de dénoncer les conséquences du néolibéralisme mais sans en connaître ses causes (13). Ces jeunes rejettent les institutions et les partis de l'establishment mais ils ne se sentent pas non plus représentés par les partis de gauche ni par les organisations populaires traditionnelles. Ce mouvement des jeunes n'accepte pas les décisions verticales ni les directions autoritaires. Il cherche à démocratiser les décisions, ce qui donne beaucoup de force à ses actions. En même temps, le mouvement exprime un large pluralisme idéologique au milieu de la dépolitisation à laquelle le néolibéralisme les a condamnés, d'où aussi leur faiblesse.

Au sein de cette pluralité idéologique, il convient de souligner deux questions qui mettent en relief la crise de civilisation à laquelle le capitalisme contemporain nous a condamnés : celle de la destruction de la nature et celle de la préservation de la société patriarcale, fortement contestée par les jeunes femmes universitaires et salariées.

Le mouvement social pluriel qui a accompagné les manifestations du 21 novembre n'a pas pu instaurer un rapport de forces lui permettant d'envisager des ruptures institutionnelles, telles la démission du président ou la convocation d'une assemblée constituante, comme au Chili. Cependant, lors de sa courte existence, il a déjà atteint les objectifs suivants :

- Vaincre la terreur d'État qui, pendant des décennies, a considéré illégales les actions des organisations populaires en appliquant l'État d'exception et en assimilant les mani-

festants à des appendices de la guérilla.

- Recentrer la résistance sociale dans les villes, à la fois par la manière dont elle a éclaté et par les thèmes qu'elle propose dans sa plateforme revendicative.

- Renforcer un mouvement de défense des droits humains qui dénonce les assassinats récurrents de dirigeants sociaux et exige une politique démocratique garantissant la fin définitive du conflit armé.

- Placer l'inégalité sociale au centre du débat politique national en tant qu'expression de la crise que traverse le néolibéralisme à l'échelle internationale.

La Direction nationale de la grève, qui a appelé à la manifestation du 21 novembre, maintient le dialogue avec le gouvernement. Mais les secteurs de la population qui agissent spontanément ou qui appartiennent à une diversité énorme d'organisations sociales, ne se soumettent pas à cet organisme. Toutefois, ils sont dispersés et ne disposent pas de la capacité de devenir une option politique différente.

Pour l'instant, la coordination se fait dans des assemblées de quartier, une forme territoriale de démocratie directe qui répond à la dépossession causée par l'urbanisme néolibéral, qualifiée « *d'extractivisme urbain* » (14). Ces assemblées de quartier peuvent devenir des expressions supérieures de la démocratie si elles parviennent à se centraliser et à s'articuler avec des mouvements existant à l'échelle nationale qui résistent aux politiques gouvernementales. Ce pari dépendra évidemment de la poursuite de la grève dans les premières semaines de 2020, ce qui semble possible dans les circonstances actuelles, et des défis que l'affrontement avec le gouvernement pose au mouvement. La bataille pour une alternative politique se poursuivra, mais dans un contexte nouveau. Il y a un besoin urgent de coordination unitaire entre ceux d'entre nous qui sont convaincus de la nécessité de préserver une stratégie anticapitaliste. ■

Bogotá, le 15 décembre 2019



12. Environ 60 000 bacheliers postulent tous les six mois à l'Université nationale, la plus grande université publique du pays. Seulement 7 000 d'entre eux y sont admis. Le chômage des jeunes atteint des niveaux d'environ 22 %, selon les statistiques et les méthodes officielles.

13. Ces mouvements qui tentent de sortir de la marginalité sociale à laquelle ils ont été soumis par le néolibéralisme ont été caractérisés comme des mouvements de « *citoyennetés émergentes* ».

14. La réorganisation spatiale des villes par le grand capital immobilier et financier à la recherche de rentes conduit à l'expulsion des populations, tout comme dans les territoires où s'opère l'exploitation d'hydrocarbures et des minéraux. C'est pourquoi il a été qualifié « *d'extractivisme urbain* ».

La Maison Blanche, « meilleur ennemi » de la République islamique

Par
Babak Kia et Houshang Sépéhr*

L'assassinat du général Ghassem Soleimani par un drone américain, le 3 janvier dernier à Bagdad, constitue à n'en pas douter un palier de plus dans l'affrontement entre la République islamique d'Iran et les États-Unis. L'assassinat ciblé de Soleimani, ordonné par Donald Trump en personne, est intervenu dans une longue période de tensions croissantes entre la République islamique et les États-Unis. Cet acte qu'il ne faut pas hésiter à qualifier de terrorisme d'État est bien sûr illégal du point de vue du droit international (qu'aurait-on dit si un ministre occidental en visite à l'étranger avait été liquidé par la République islamique d'Iran...).

Depuis son élection à la Maison Blanche, Donald Trump n'a pas cessé d'accentuer la pression sur le régime de Téhéran. De la dénonciation unilatérale de l'accord de Vienne sur le dossier nucléaire iranien en passant par les lourdes sanctions économiques qui asphyxient l'économie iranienne, jusqu'à l'élimination de Soleimani, Donald Trump n'a pas lésiné sur les moyens pour limiter l'influence de Téhéran dans la région. Il faut dire que les multiples interventions impérialistes menées depuis 1991 ont renforcé la position de la République islamique d'Iran sur le plan régional. Aujourd'hui, la mollaharchie dispose d'une influence importante au Yémen, en Irak, en Syrie et au Liban.

Qassem Soleimani dirigeait la force d'élite Al Qods du corps des Gardiens de la Révolution. À ce titre, il était l'homme des interventions extérieures du régime de Téhéran, un proche parmi les proches du Guide de la Révolution, Ali Khameneï. Soleimani recevait ses ordres directement du Guide et ne rendait compte qu'à lui. Il était au carrefour de tous les réseaux moyen-

orientaux du régime et faisait office de chef de guerre et de diplomate.

Soleimani était également l'interlocuteur des États-Unis. Durant la guerre contre Al Qaïda puis Daesh en Irak, la République islamique d'Iran et l'impérialisme étatsunien avaient fait cause commune. Avec le commandement américain, l'accord était tacite. Les milices chiites contrôlées par Soleimani et les forces Al Qods s'occupaient des opérations terrestres, l'aviation américaine « *tenait le ciel* ». Soleimani est l'homme du partage de l'Irak entre la mollaharchie et la Maison Blanche.

Criminel de guerre, Soleimani est celui qui a organisé et participé activement à l'écrasement de la révolution syrienne. Loin d'être un anti-impérialiste, Soleimani et la République islamique ont contribué au développement du sectarisme religieux au Moyen-Orient, répondant en miroir au Royaume saoudien, autre pilier de la réaction dans la région.

Cela a largement contribué à étouffer les possibilités de mobilisations populaires dans la région, à protéger les intérêts des États réactionnaires du Moyen-Orient et ceux de l'impérialisme américain.

L'assassinat de Soleimani est une humiliation pour la Mollaharchie. Certes, il a été remplacé immédiatement et il ne manquera pas au régime car celui-ci possède un vaste réservoir sordide d'individus de cette sorte. Mais la République islamique ne pouvait rester sans réaction. Pour le moment, la riposte du régime s'est traduite par 22 missiles lancés sur deux bases américaines en Irak, ce après avoir prévenu le gouvernement irakien et sans doute après que celui-ci en eut informé Washington. La réaction de la République islamique comme celle de Trump montrent qu'il n'y aura pas d'affrontement militaire direct. L'avenir dira si la République islamique d'Iran s'appuiera sur ses supplétifs régionaux pour mener une riposte asymétrique.

Les 176 passagers (dont de nombreux étudiants canado-iraniens) de l'avion de l'UIA (Ukraine International Airlines) abattu par les missiles sol-air iraniens sont les seules

véritables victimes de l'aventurisme criminel de Trump et de la « vengeance » de la République islamique.

Les rodomontades et les appels à la vengeance de Khameneï et des dignitaires du régime, la riposte grotesque contre les soldats américains en Irak, la destruction tragique de l'avion de l'UIA, la gestion catastrophique des suites de cette erreur n'ont fait qu'illustrer la faiblesse de la République islamique.

Mobilisations populaires et répression

Cet enchaînement, dont l'assassinat de Soleimani est à l'origine, s'inscrit dans un contexte interne marqué par une crise sociale et économique sans précédent et par une succession de mobilisations et de révoltes populaires sévèrement réprimées par le pouvoir et son bras armé qu'est le corps des Gardiens de la Révolution.

La multiplication par trois du prix de l'essence annoncé par le gouvernement le 15 novembre 2019 avait déjà mis le feu aux poudres. Des émeutes sanglantes avaient éclaté dans une centaine de villes, grandes et moyennes. Plusieurs centaines de milliers de manifestants s'étaient mobilisés (200 000 selon le régime). Le bilan de la répression s'élève à 10 000 arrestations, plus de 600 blessés et près de 400 morts.

Le régime a dû faire face à des actions offensives prenant la forme d'émeutes. En effet, la population n'a pas hésité à détruire les portraits géants de Khomeiny et de Khameneï, d'incendier des banques, des supermarchés, des mairies et bâtiments officiels, des véhicules des Bassidjis et de la police ou encore des pompes à essence.

Certes le pouvoir a réussi, une fois encore, à réprimer dans le sang la révolte populaire, mais l'ampleur de la crise, la hausse faramineuse des prix, le chômage massif des jeunes et la misère galopante annoncent d'autres explosions de colères encore plus radicales et plus violentes.

Le régime a d'ailleurs profité de la mort de Soleimani pour tenter de souder la popu-

* Babak Kia et Houshang Sépéhr, militants de Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran, sont membres de la IV^e Internationale.

16 novembre 2019, les manifestants contre la hausse des prix ont incendié les voitures de police à Chiraz



lation autour de ses dirigeants et autour de la République islamique. Les appels à l'unité nationale se sont succédé. L'organisation des funérailles de Soleimani, dont le corps a traversé le pays et principalement les villes qui avaient été les épicentres de la révolte populaire du mois de novembre dernier, témoigne de cette tentative. Le Guide de la Révolution, Ali Khameneï a même mené personnellement le prêche de la prière du vendredi qui avait suivi la mort de Soleimani. Cela n'était pas arrivé depuis 8 ans.

Le régime de Téhéran, confronté à une contestation populaire puissante en novembre 2019 a clairement cherché à utiliser cet épisode à son avantage. La volonté du pouvoir étant une fois de plus d'étouffer toute contestation et de dénoncer ceux qui luttent comme étant à la solde des États-Unis, de l'Arabie saoudite et d'Israël. En cela, l'impérialisme américain a rendu une nouvelle fois un grand service à la Mollaharchie. En somme, la Maison Blanche reste « *le meilleur ennemi* » de la République islamique.

La destruction du vol de l'UIA et les men-

songes au plus haut niveau du régime ont entaché cette opération de communication.

Après avoir essayé de cacher l'évidence, le général des Gardiens de la Révolution en charge des forces aérospatiales a lui-même avoué l'erreur de ses hommes, indiquant par là même que ses supérieurs étaient au courant dès le début du drame. Le corps des Gardiens de la Révolution ne rend de comptes qu'au Guide, le plus haut personnage de l'État. Celui-ci, comme d'ailleurs le président de la République Hassan Rohani et les principaux dirigeants du pays, ont pendant plusieurs jours niés l'implication du régime dans la tragédie des 176 passagers et de leurs familles.

La colère de la jeunesse étudiante, dont une partie s'est identifiée aux passagers du vol de l'UIA a éclaté alors même que le régime tente d'imposer une unité du pays complètement factice. Les manifestations et actions menées notamment par les étudiants et la jeunesse suite à la destruction de l'avion de l'UIA ont pris pour cible le Guide, les Gardiens de la Révolution et l'ensemble

des institutions de la République islamique. Des slogans de plus en plus hostiles au régime et au Guide sont désormais lancés à chaque occasion et à chaque mobilisation et ce malgré la répression féroce qui s'abat. C'est toute la légitimité de la République islamique qui est contestée et seule la violence de la répression permet au régime de survivre.

Le pouvoir le sait, ce ne sont pas des opérations de communication qui vont éteindre les braises de la contestation ou résoudre la violente crise sociale et économique que connaît le pays.

On peut même noter l'accélération du rythme à laquelle les mobilisations populaires s'enchaînent. Les précédentes s'étaient déroulées en décembre 2017 et janvier 2018.

Traits communs entre la révolte de novembre 2019 et la précédente : les émeutes éclatent désormais dans ce qui faisait figure de bastions de la République islamique. L'épicentre ne se situe plus à Téhéran, comme cela a pu l'être lors des manifestations de 2009 contre la réélection frauduleuse de Mahmoud Ahmadinejad. La violence de la crise pousse les travailleurs paupérisés, les jeunes et les chômeurs à la révolte et ce sont les villes de provinces qui se trouvent en première ligne. Y compris des villes très pieuses comme la Ville sainte de Machhad. La géographie de la contestation indique que la République islamique est en train de perdre sa base sociale. Sous l'effet des sanctions, la République Islamique ne vend plus que 300 000 barils de pétrole par jour contre 2,3 millions en 2018. Les couches habituellement fidèles au régime ne bénéficient même plus de la redistribution clientéliste qui leur permettait de faire face.

De multiples indicateurs témoignent de l'ampleur de la crise et du désespoir qui frappe une partie croissante de la population.

Selon le ministère iranien de la Santé, le nombre de suicides a augmenté d'environ 100 000 cas entre 2018 et 2019. Le taux de suicide en Iran est plus élevé dans les provinces de l'Ouest, là où les taux de chômage sont également les plus importants. Selon la chargée du programme de prévention du suicide au ministère de la Santé, les principales causes du taux élevé de suicide sont « *un environnement instable, la pauvreté et le chômage* ». La jeunesse, les femmes et les couches les plus pauvres sont les principales victimes de l'absence de perspective. Ainsi, 75 % des tentatives de suicide sont le fait des 15 à 34 ans. Les statistiques extraites des données du ministère de la Santé iranien montrent que l'Iran possède le taux de suicide de femmes et de filles le plus élevé du



Janvier 2020, manifestation contre le régime après la destruction de l'avion de ligne ukrainien qui a fait 176 morts

Iran & États-Unis

Moyen-Orient.

Sur le plan social, le bilan de la politique économique du régime combiné aux sanctions internationales est terrible. Depuis 2016, la monnaie iranienne a perdu 90 % de sa valeur vis-à-vis du dollar. Cet effondrement a entraîné une très forte inflation par le coût des importations, par l'augmentation des coûts de production et par les faillites de plusieurs centaines d'entreprises. Selon le Centre iranien des statistiques, l'inflation est évaluée à près de 50 %. Tout cela s'est traduit par une explosion du chômage et de la pauvreté. Plus de 40 % des salariés ont un niveau de vie qui se situe sous le seuil de pauvreté. Le travail des enfants est en hausse : près de 7 millions d'enfants sont obligés de travailler. Enfin, la gestion calamiteuse des ressources en eau a aggravé la sécheresse et accéléré l'exode massif de la population rurale, le développement des bidonvilles autour des grandes villes du pays. 11 millions d'habitants vivent dans ces bidonvilles.

La virulence des effets de la crise, la sévérité des sanctions économiques, la corruption des dignitaires du régime et des Gardiens de la Révolution qui se sont enrichis fortement, la privatisation de pans entiers de l'économie du pays au profit des clans au pouvoir et des dirigeants des Gardiens de la Révolution, la violence politique, sociale et répressive du régime explique un rejet populaire massif.

Contestation généralisée du régime

La contestation populaire prend aujourd'hui pour cible l'ensemble du régime, sa politique intérieure et extérieure.

De plus en plus, la politique régionale de la République islamique est contestée par la population. Des milliards de dollars sont dépensés pour soutenir des milices en Irak ou en Syrie, pour financer le Hezbollah au Liban ou les factions pro-iraniennes au Yémen. Le budget militaire du régime explose. Cette politique prétend protéger le pays des ennemis extérieurs et mener la guerre ailleurs qu'en Iran. Il est vrai que le panorama régional montre des pays entiers dévastés et dépecés par des décennies d'interventions impérialistes. L'Afghanistan a subi l'invasion soviétique puis le pouvoir des chefs de guerre soutenus par les États-Unis, le Royaume réactionnaire des Saoud ou l'ingérence constante du pouvoir pakistanais et dans une moindre mesure de la République islamique, le règne des Talibans puis l'invasion américaine suite aux attentats du 11 septembre. Aujourd'hui, les Talibans s'ap-

prêtent à reprendre le pouvoir avec la bénédiction de l'administration Trump. En attendant, les peuples d'Afghanistan ne voient pas d'issue à leur sort.

Le peuple irakien a connu quant à lui 8 ans de guerre meurtrière contre la République islamique, une intervention destructrice des États-Unis suite à l'invasion du Koweït par le dictateur Saddam Hussein en 1991, un embargo criminel imposé par les puissances impérialistes, une nouvelle guerre en 2003 menée par l'impérialisme étatsunien, la violence d'Al Qaïda et de l'État islamique, la guerre contre Daesh conduite par les États-Unis et la République islamique... Le pays est aujourd'hui exsangue et mis en coupe réglée par les États-Unis et la République islamique d'Iran. D'ailleurs la



Janvier 2020, manifestation étudiante

population irakienne en révolte exige aujourd'hui le départ des troupes d'occupation américaines et iraniennes.

En Syrie, l'écrasement de la révolution par le régime sanguinaire de Bachar el Assad, la Russie de Poutine et la République islamique d'Iran, le Hezbollah libanais, la violence de Daesh et des groupes intégristes et sectaires sunnites soutenus par l'Arabie saoudite, les interventions militaires de la Turquie et des États-Unis font du pays un vaste champ de ruines.

Quant au Yémen, Ryad et Téhéran s'affrontent indirectement et plongent le pays dans une agonie sans fin et ce dans un silence international complice.

Partout les interventions et les ingérences des puissances impérialistes et des puissances régionales ont mené au désastre.

La carte des bases de l'armée US dans la région est impressionnante et parlante. La région du Golfe revêt un intérêt stratégique majeur pour les grandes puissances capitalistes. Dans les rivalités qui opposent les États-Unis à la Chine ou à la Russie, le contrôle des hydrocarbures et des voies maritimes qui en permettent le commerce représentent un enjeu primordial. De ce fait, la politique de Washington est limpide. Elle consiste à s'ap-

puyer sur des États alliés (comme l'Arabie saoudite ou l'État colonial israélien) pour défendre sa présence militaire dans la région. Les États et pays qui ne s'alignent pas complètement sur les intérêts géostratégiques des États-Unis ont été détruits par les interventions impérialistes successives ou transformés en champ de guerre par forces interposées.

Une grande partie de la population iranienne est consciente de l'environnement régional et des menaces qui guettent le pays. Cela étant dit, les dépenses mirobolantes pour le programme nucléaire ou balistique sont pointées du doigt par la population et le détournement des richesses et de la rente pétrolière au profit des ingérences dans les pays de la région est aujourd'hui massivement rejeté par les Iraniens. Ce rejet s'exprime aussi au Liban, en Irak et partout où les peuples de la région ont la capacité de s'exprimer.

Le rejet la République islamique doit s'accompagner d'une même opposition aux ingérences et interventions impérialistes.

À ce titre, la gauche révolutionnaire iranienne et internationale a la responsabilité de prendre toute sa place dans les luttes sociales en Iran, de populariser les revendications démocratiques et ouvrières, de défendre celles et ceux qui luttent pour le renversement de la République Islamique, pour la liberté, l'égalité et la justice sociale et qui s'opposent à l'impérialisme. Contrairement à ce qu'avance Trump, les États-Unis ne se situent pas au côté du peuple iranien. Les sanctions économiques imposées ne profitent qu'aux clans qui se partagent le pouvoir en Iran et en premier lieu aux Gardiens de la Révolution qui contrôlent le marché noir et les importations clandestines. Ils s'enrichissent pendant que la population sombre dans la misère. Trump est leur meilleur allié.

Dans les révoltes qui ne manqueront pas d'éclater avec plus de virulence, des courants financés par Washington ou Ryad tenteront d'imposer leur agenda. Certains courants issus du sérail de la République islamique, les Monarchistes ou les Moudjahiddines du peuple iranien essaieront de peser dans le cours des événements et d'imposer un « compromis » avec les États-Unis.

L'expérience des Kurdes de Syrie montre, une fois encore, qu'il ne peut y avoir de compromis avec l'impérialisme. Il faut construire un positionnement indépendant, lutte de classe et anti-impérialiste en Iran et dans la région. ■

25 janvier 2020

Le point de vue du Parti socialiste des travailleurs*

Le peuple ne reconnaît pas l'élection organisée par le système, l'heure est à l'auto-organisation

Par Kamel Aïssat



Le 12 décembre, le pouvoir en place, le pouvoir de fait, incarné par l'état-major, a donc organisé une élection. Il a mobilisé toutes les forces dont il dispose en termes de forces de sécurité et de réseaux d'allégeance pour imposer un passage en force. Mais dans toute l'Algérie, le peuple est sorti dans la rue pour dire non aux élections qui sont menées par l'ancien régime.

Jeudi 12 décembre, le peuple a démontré qu'il a résisté à toutes les campagnes d'intimidation, à la propagande officielle dans toutes les chaînes de télévision, dans tous les journaux qui, pendant quinze jours, ont mené campagne contre une soi-disant intervention étrangère de l'Union européenne, en utilisant l'épouvantail du mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, en utilisant d'autres épouvantails pour faire peur au peuple et l'inciter à aller voter.

Le peuple a voté dans la rue

Nous étions des milliers à Constantine, l'une des plus grandes marches jamais vues dans cette région. Ils étaient des centaines de milliers à Alger, durant la journée et jusqu'à tard dans la nuit. Et partout en Algérie. En Kabylie, notamment à Bejaïa qui a vécu une grève générale, le vote n'a pas eu lieu. Aucun centre de vote n'a été ouvert, à part

celui qui est à proximité d'une caserne où ils ont été obligés de casser un mur de la caserne pour permettre aux soldats d'aller voter discrètement, vu les émeutes devant le centre de vote, car la population voulait protéger son vote.

Hier, l'élection était donc un passage en force, mais c'était prévisible. Aujourd'hui, le combat continue, en posant plus que jamais la nécessité de notre organisation. Car hier nous avons observé que dans toutes les régions, toutes les communes, tous les lieux où il y a eu des collectifs auto-organisés, des comités populaires, il n'y a eu aucun vote, aucun dépassement. Au contraire, il y a eu zéro votant, sans aucune violence.

L'organisation est à l'ordre du jour plus que jamais

En même temps que nous revendiquons le « système dégage », nous devons construire l'alternative à ce système. Il est inimaginable pour tout le monde de faire chuter un système sans avoir préparé le système alternatif, c'est-à-dire un pouvoir populaire basé sur l'auto-organisation, que ce soit des comités d'usine, des syndicats combatifs et surtout des comités populaires dans toutes les régions d'Algérie. C'est sa construction, la dynamique de construction de l'auto-organisa-

sation qui remplacera le système en place.

Ils vont désigner un candidat parmi eux, parmi les cinq candidats, qui sont tous issus du même régime, qui étaient Premier ministre, ministres, chefs de cabinet ou autre chose. À première vue ce sera Madjid Tebboune, dont le nom est étroitement lié à l'affaire des 70 tonnes de cocaïne (1).

Donc ce 43^e vendredi, le peuple sera mobilisé pour crier « Tebboune cocaïne » et « pacifique, pacifique révolution continue ». C'est ce qui va ressortir aujourd'hui. Ce ravalement de façade qu'ils veulent faire en remplaçant Bensalah n'a aucune chance d'aboutir. Mais pour qu'il puisse ne pas aboutir, il va falloir affirmer notre alternative, qui est un processus constituant, une assemblée constituante souveraine basée sur le contrôle populaire, sur l'auto-organisation, sur les besoins sociaux de la majorité du peuple. C'est cette alternative politique que nous devons mettre en avant, face à ce qu'ils vont nous proposer, qui ne sera qu'une autre façade de continuité du système libéral.

Voilà ce que nous allons faire : continuer le combat, nous organiser mieux pour affronter le système et aller jusqu'au bout du changement radical qui est voulu par la majorité du peuple, la majorité de la jeunesse qui est le fer de lance de ce mouvement.

13 décembre 2019

* Nous reproduisons ici les articles parus en décembre 2019 et janvier 2020 sur le site web du Parti socialiste des travailleurs (PST) d'Algérie (<http://pst-algerie.org/>). Le PST publie également un journal, *El Khatwa Oumalia*, qui reprend certains articles du site web.

1. Le fils du nouveau chef de l'État, Khaled Tebboune, placé en détention provisoire depuis le 20 juin 2018, a été auditionné par l'ancien juge d'instruction en charge du dossier du scandale de la cocaïne. Le nom de l'actuel président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est cité dans les PV d'audition de son fils accusé d'avoir fait des affaires grâce aux relations et réseaux de son père, l'un des plus puissants dirigeants politiques de l'ère Bouteflika. Ces accusations sont graves et discréditent totalement le nouveau chef d'État, mais... Le magistrat a été sanctionné et dégradé lors du récent mouvement opéré dans le corps de la justice. Cf. : <https://algeriepart.com/2019/12/16/exclusif-les-4-pydaudition-de-khaled-tebboune-implique-directement-le-nouveau-president-de-la-republique-les-questions-auxquelles-doit-repondre-en-urgence-tebboune/>

Notre Hirak populaire et révolutionnaire continue !

Par Mahmoud Rechidi

Face à un déficit de légitimité populaire et démocratique plus qu'évident, le pouvoir de fait, issu de la mascarade électorale du 12 décembre, tente de se légitimer par d'autres moyens. Ainsi, la reconnaissance timide, puis unanime, du nouveau pouvoir par les puissances impérialistes, notamment les États-Unis, la France, l'Union européenne, la Russie et la Chine, qui étaient toutes amies de Bouteflika et sa « *issaba* » [bande] il y a juste quelques mois, est présentée comme un triomphe majeur de la diplomatie de la fraude.

Mais c'est la mort subite et inattendue de Gaïd Salah, dont les funérailles sont vite comparées par les propagandistes du régime à celles de Boumédiène et même plus, qui est exploitée à merveille.

L'indécence avec laquelle la récupération politique de son décès est mise en scène traduit la posture d'un pouvoir à l'affût du moindre événement, fût-ce la mort d'un homme, pour en faire une aubaine lui permettant de redorer son blason. Au-delà de ceux qui étaient embauchés pour la circonstance, l'émotion humaine et naturelle d'une partie de la population face à la mort de Gaïd Salah, qui s'explique particulièrement par un contexte de crise politique qui perdure et dont l'issue heureuse est incertaine, est vite récupérée sans retenue au profit d'un

pouvoir illégitime et non reconnu par une large majorité du peuple. Mais, l'exploitation politique de ce fait a ses limites.

Les racines profondes du Hirak populaire sont toujours là : le pouvoir corrompu et autoritaire, l'absence des libertés démocratiques, le désastre économique et social induit par les politiques libérales et la domination des puissances étrangères et de leurs multinationales sur notre pays.

Autrement dit, ce que les millions d'Algériennes et d'Algériens dénoncent à travers le mot d'ordre « *système dégage* »

est encore là. Et Gaïd Salah restera dans l'histoire comme celui qui a assuré la continuité du système par la fraude électorale, la répression et le déni des libertés démocratiques.

Après cet épisode politique éphémère, le Hirak peut gagner en maturité, après dix mois de mobilisation, par un saut qualitatif en se structurant par l'auto-organisation à la base, d'une part, et par l'introduction des revendications et des aspirations économiques et sociales aux côtés des revendications démocratiques d'autre part. C'est ainsi qu'on arrivera à construire le rapport de force politique qui permettra la mise en place d'une assemblée constituante souveraine ! La lutte continue ! ■

27 décembre 2019

Non au coup de force électoral ! Notre mobilisation populaire continue !

Par la Direction nationale du PST

Pire que toutes les mascarades antérieures, la cooptation de Tebboune comme président de la République, en dépit du rejet massif et éclatant de la mascarade électorale, constitue un vol qualifié de la souveraineté du peuple algérien. Ainsi, le pouvoir de fait a été jusqu'au bout dans sa logique de normalisation par le coup de force. À l'évidence, les neuf millions d'électeurs et électrices qui auraient participé au vote, et que toutes les chaînes de télévision, pourtant mises au garde à vous, n'ont pas montrés, sont une pure invention. Cependant, le peuple presque entier qui occupait la rue et qui scandait son rejet de la mascarade n'a pas été entendu par le pouvoir de fait.

Avec une commission électorale, une administration, des lois et des candidats tous issus du régime néolibéral, antidémocratique et corrompu de Bouteflika d'une part, et dans un climat d'accentuation de la répression, des intimidations et des arrestations comme à Oran d'autre part, ce simulacre d'élection présidentielle ne peut produire qu'un 5e mandat bis et la continuité du régime honni dont la recomposition est déjà en cours.

Pour rassurer l'oligarchie, et surtout les grandes puissances étrangères, le nouveau « *président* » a consacré les premières phrases de son premier discours, non pas aux millions de travailleurs, de jeunes et de femmes, dont la formidable mobilisation boucle bientôt ses dix mois de Hirak, mais plutôt aux « *hommes d'affaires* » à qui il a promis aide et facilitations. Par ailleurs, il n'a pas évoqué l'annulation de la nouvelle loi sur les

hydrocarbures et les dispositions décriées de la loi de finances 2020, ni le retrait du projet de la nouvelle loi sur la retraite. Ainsi, la rupture que le nouveau « *président* » veut incarner, notamment sa révision de la Constitution, ne sera à son tour qu'un simulacre assurant dans le fond le maintien du même régime libéral au service des mêmes riches et patrons.

Le PST, qui avait déjà appelé au rejet de cette mascarade électorale, ne reconnaît ni sa légalité, ni sa régularité, ni la légitimité de ses résultats.

Le PST appelle à rejeter ce coup de force et à amplifier la mobilisation populaire qui nécessite plus que jamais une auto-organisation démocratique à tous les niveaux. Il s'agit en priorité d'imposer la cessation de la répression, la libération de tous les détenus politiques et d'opinion et la levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques.

Il s'agit aussi de réaliser la rupture avec ce régime libéral, autoritaire et comprador en imposant une transition démocratique permettant la mise en place d'une assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité du peuple algérien.

Le PST salue les grandes manifestations populaires qui se sont déroulées du 8 au 13 décembre 2019 ainsi que les multiples grèves qui ont eu lieu dans plusieurs wilayas. Le combat pour la souveraineté populaire, les libertés démocratiques et la justice sociale continue ! ■

Alger, le 14 décembre 2019



Notes de décembre

Par Samir Larabi

En ce mois de décembre 2019, les événements politiques s'accroissent de plus en plus en Algérie. Une période qui s'est distinguée essentiellement par la remontée des mobilisations du Hirk populaire, la réussite partielle de la grève générale, le rejet massif des élections présidentielle et du pouvoir de fait qui impose Tebboune comme président formel. Sa cooptation est la garantie de la continuité du régime libéral prédateur.

La crise d'hégémonie politique du régime demeure

Le rejet des élections et la répression ont été des éléments déterminants dans cette remontée exceptionnelle des mobilisations dans les quatre coins du pays. La semaine du 8 au 13 décembre 2019 a été la plus importante en termes de combativité. Elle a été marquée par des marches quotidiennes, une grève générale, à l'initiative des syndicats et des collectifs citoyens de Bejaïa – qui a été massivement suivie en Kabylie mais sans grand impact ailleurs – et un rejet massif de la présidentielle. Face à ce rejet des élections et du régime, ce dernier tente de miroiter un pseudo « dialogue » avec le Hirk et d'exploiter honteusement la mort de Gaïd Salah pour sauver un régime en crise au nom de l'unité nationale tout en continuant sa politique répressive – les cas d'Oran et Annaba sont les plus édifiants. Lors du « deuil national » décrété par les autorités, des voix alliées du régime se sont élevées pour appeler les « Hirkistes » à observer « le deuil » et faire une sorte de « trêve » et ce, en annulant les manifs du mardi étudiant. L'objectif était de créer la confusion à l'intérieur du Hirk afin de l'imploser et l'affaiblir. Les marches post-élections ont été une cinglante réponse à ces apprentis sorciers. Mais nous ne devons pas être euphoriques, la vigilance reste de mise.

Recomposition au sein du régime

Malgré la fissuration des édifices du régime lors de ce processus révolutionnaire en cours, il se maintient encore grâce aux appareils de l'État, notamment l'appareil répressif. Certes nous avons affaire à un régime en crise, mais depuis la destitution de Bouteflika par le biais du commandement militaire le régime reprend de plus en plus l'initiative politique et se recentre davantage. Depuis quelques mois il arrive « partiellement » à gagner du terrain en négociant de nouvelles alliances avec ses anciens alliés,

des associations patronales, une partie des islamistes, la nouvelle direction de l'UGTA et certains syndicats autonomes, voire même certains acteurs qui se réclament soi-disant du Hirk. La nouvelle interface politique du régime va essayer vaille que vaille de ratisser large pour étendre ses alliances et élargir sa base sociale dans le cadre de la continuité de ce régime autoritaire et libéral. La nomination du nouveau gouvernement, les « réformes » politiques annoncés et les mesures économiques libérales qui vont venir vont être les moments d'aboutissement de ces nouvelles alliances.

De l'auto-organisation

Face à l'agressivité du régime, aux contradictions et limites du Hirk populaire, l'auto-organisation démocratique est plus que vitale pour sa survie, son développement et la reprise de l'initiative politique. L'élan d'organisation en Kabylie, notamment dans la wilaya de Bejaïa a démontré son efficacité dans la mobilisation populaire et la possibilité de jonction entre les secteurs mobilisés, à savoir les couches populaires, les syndicats et les organisations politiques dans des luttes concrètes pour le recouvrement de la souveraineté populaire. Oui, Bejaïa montre la voie et l'exemple concret pour étendre l'expérience à l'échelle nationale, vu sa large mobilisation et le contenu démocratique et social de cette dynamique au niveau de cette localité. Notre Hirk populaire a tout intérêt

à faire ce saut qualitatif pour exercer réellement sa souveraineté sur les affaires de la collectivité nationale et mettre un coup d'arrêt sec à la répression en cours. Ce sont ces cadres d'organisation qui vont imposer la voie la plus démocratique du changement radical. Un changement qui peut passer par l'élection d'une assemblée constituante souveraine, alimenté par la force mobilisatrice de ces cadres organisationnels en lutte.

L'organisation est un impératif

Ces cadres d'organisation seront les lieux privilégiés pour les débats démocratiques populaires et dans les lieux de travail et d'études. Ils seront les lieux de production des tactiques et stratégies du peuple algérien en lutte afin de se défendre et « dégager » ce régime. Ces espaces doivent être les lieux d'expression de cette volonté profonde du peuple en lutte à assoir les bases d'une deuxième République démocratique et sociale au sens radical. Une République sans concentration de pouvoir où toute décision doit être prise en toute démocratie, dont le peuple est la source du pouvoir législatif par le biais d'élus révocables. Une République où règne l'égalité entre citoyens et citoyennes. Un pays qui bannit toute forme de ségrégations et formes d'exploitation, et garantit une économie au service des besoins sociaux des masses populaires. Enfin, une République où les mots autoritarisme, archaïsmes, pauvreté, dépendance... seront bannis à jamais. Voici les principes qui doivent guider notre action et notre combat dans les jours à venir. ■

31 décembre 2019

Sur les objectifs du processus révolutionnaire

Par Samir Larabi

Depuis février 2019, l'Algérie connaît un véritable processus révolutionnaire. Des millions de personnes de toutes catégories sociales sont descendues dans la rue pour exiger le changement du régime. Certes nous assistons à un mouvement populaire, c'est-à-dire interclassiste, les masses paupérisées représentent le lot le plus important, les plus mobilisés et le plus radical. Les mots d'ordre et les chants lors des grandes marches du peuple en lutte expriment amplement ce désir profond de mettre un terme au « Bouteflikisme », symbole d'autoritarisme, de mépris, de hogra (2) et de prédation. Il exprime aussi cette volonté d'en finir avec ce long processus de remise en cause de la souveraineté populaire, du système des privilèges et de soumission à l'impérialisme.

Les forces sociales et politiques qui animent le mouvement populaire depuis février

2019 parlent d'objectifs de la révolution en cours, proposent des feuilles de route et des solutions politiques à court terme, sans pour autant répondre favorablement et clairement aux aspirations démocratiques et sociales du peuple d'en bas. Des réponses en mesure de satisfaire concrètement l'ensemble des frustrations sociales de ce peuple paupérisé par les politiques libérales et bureaucratiques de ce régime depuis notre indépendance nationale.

De la question démocratique

La question de la démocratie radicale et de la souveraineté populaire demeure la revendication principale des masses en lutte

2. Hogra (en arabe et en langue berbère) est un mot qui n'a pas d'équivalent en français. Il peut être traduit par mépris, injustice, oppression.

Algérie

qui veulent se réapproprier le destin national. Des hommes et des femmes qui veulent construire une véritable démocratie populaire dans leur pays où ils seront associés réellement à toutes les décisions politiques qui les concernent de près ou de « loin ». Construire une démocratie où la décision n'est pas l'apanage « d'experts », de bureaucrates ou des « professionnels » de la politique. Une démocratie où le peuple a le droit de révoquer ses élus et le droit de contrôle sur toutes les institutions de la République, y compris sécuritaires. La véritable citoyenneté exige que la démocratie ne s'arrête pas devant les portes des usines, des administrations et des universités. Le peuple a le droit de regard et de contrôle sur les entreprises et les institutions de formation, le droit de s'organiser comme ils le souhaitent, y compris dans le secteur privé qui refuse à ce jour que les salariés s'organisent. La démocratie ne doit pas être un droit formel, mais une pratique à tous les niveaux politiques et secteurs d'activité.

De la question sociale

La question sociale, les conditions de subsistance et de vie des citoyens, est aussi au cœur de ce processus révolutionnaire, même si cette question est presque occultée par la majorité des analystes et des médias. Elle a été un signe avant-coureur de ce processus révolutionnaire à travers les différents mouvements sociaux antérieurs au 19 février 2019, notamment les différentes grèves sectorielles, le mouvement du sud du pays (chômeurs et gaz de schiste) et le rejet des lois de finances de 2017 et 2019, pour ne citer que ces cas-là. Certains acteurs du Hirak commettent une erreur monumentale en opposant la question sociale aux questions démocratiques. En occultant la question sociale, ils tournent le dos à ceux qui ont contesté la nouvelle loi de finances, la loi sur les hydrocarbures et les tentatives de remise en cause de nos retraites. Ils tournent le dos à ces millions de travailleurs et chômeurs qui vivent depuis des années dans la précarité la plus totale. Ils tournent le dos à ces millions de sans logis, mal soignés, victimes de la déperdition scolaire, à ces victimes des inégalités spatiales et régionales, à ces millions de personnes victimes du modèle de développement libéral et prédateur. Pourtant, ils

sont le fer de lance de ce Hirak populaire. La révolution c'est le changement des rapports socio-économiques dominants, à savoir le modèle libéral, oligarchique et soumis aux appétits prédateurs du marché mondial. Notre révolution doit œuvrer à déraciner les sources politico-économiques de notre sous-développement.

La révolution par qui et pour qui ?

Notre Hirak populaire comme son nom l'indique doit s'appuyer essentiellement sur ces forces sociales paupérisées au long de ces 40 dernières années de libéralisme pré-

dateur qui a ruiné notre économie et clochardisé des pans entiers de notre société. Elle représente les forces les plus saines de notre société car elles ont tout à gagner du changement. Ce sont les forces les plus radicales, car elles n'ont rien à perdre contrairement aux couches parasites, soi-disant productrices de richesses. Ces forces précarisées sont plus autonomes par rapport aux intérêts étrangers capitalistes, car leurs intérêts immédiats ne sont pas liés à ceux du capital mondial. La révolution doit se faire au profit des hommes et des femmes d'en bas. ■

6 janvier 2020

Appel à l'auto-organisation et à la grève générale

Par Sadek Akrou, maire PST de Barbacha

À nos amis de l'Assemblée populaire nationale, qui parlent de leurs propositions devant le peuple, je dis : foutez-nous la paix ! Démissionnez de l'APN et là vous pourrez parler. Qu'ils démissionnent du Sénat et qu'ils viennent marcher avec le peuple.

La Constitution actuelle est dépassée. Le peuple l'a rejetée ! Il faut bâtir une nouvelle Constitution. Il ne faut pas juste demander le départ du système, il faut s'en débarrasser à la racine !

Le système c'est aussi ceux qui le maintiennent : Gaïd Salah est connu, Bensalah (3) et Karim Younès (4) aussi, mais il y a peut-être des centaines, des milliers de personnes qui sont derrière Karim Younès, qui lui font les yeux doux.

Ceux-là aussi sont « le système ». Face à ça, il faut que le peuple s'organise, qu'il mette en place des comités de quartier, des comités de village.

Ça fait maintenant six mois qu'on lutte. Chanter dans les rues ne suffit pas. Il faut qu'on prenne le temps de se parler, d'échanger, il faut faire le point, discuter de ce que l'on veut.

Si les gens veulent radicaliser le mouvement, il faut ajouter la journée du mardi. Il faut arrêter le travail !

À ceux qui disent « grève générale illimitée », nous répondons qu'il serait déjà bien de gagner la journée de mardi. Si on réussit à faire une grève générale et une marche le mardi, on passera à des grèves de deux, trois jours, et pourquoi pas illimitée. La grève générale se construit avec les travailleurs dans les usines, dans les quartiers, avec les petits commerçants, etc. Ce n'est pas une proclamation mais une construction. À ceux qui appellent à la désobéissance civile, nous demandons de bien comprendre d'abord ce que ça signifie. Et si nous en avons les moyens, alors tant mieux.

Mais on ne va pas envoyer les gens à leur perte, c'est un mouvement pacifique. La désobéissance civile est une confrontation qui nécessite un niveau d'organisation qualitativement supérieur.

Eux nous provoquent, à l'image de Gaïd Salah qui annonce des élections, menace, ordonne des arrestations etc. Mais ils s'organisent, ils savent ce qu'ils font pour assurer la continuité du système libéral et autoritaire.

Tandis que nous, on ne s'organise pas à la hauteur du rapport de force que nécessite la situation ajoutant à cela l'inconséquence des syndicats qui ne mobilise pas les secteurs ouvriers. On marche, c'est bien, il y a plus de monde que les journées précédentes, c'est très bien mais ce n'est pas assez. Il faut nous auto-organiser.

Qu'est-ce que l'auto-organisation ? C'est se rassembler dans les quartiers, les villages, les usines, les universités, les lycées, l'endroit où on vit, où on travaille, où on étudie, pour débattre entre nous et trouver des solutions. J'appelle au débat. À l'exemple de la question immédiate des détenus qui nécessite une solidarité : comment se solidariser avec leur famille ? Si on nous apprend que les membres du gouvernement ont pris l'avion pour s'enfuir, qu'est-ce qu'on fera de ce pays ? A-t-on un gouvernement provisoire pour faire face à une telle vacance de pouvoir ?

Donc il vaut mieux qu'on s'organise dès maintenant, pour imposer l'élection d'une Assemblée constituante souveraine représentative des intérêts démocratiques et sociaux des masses populaires. Il ne faut pas retourner en arrière. Pour y arriver, il faut commencer par notre secteur. Dans notre village, dans notre quartier, nos lieux de travail, nos communes et wilayas et enfin au niveau national. ■

21 octobre 2019

3. Abdelkader Bensalah, né en 1941, était le chef d'État par intérim du 9 avril 2019 au 19 décembre 2019.

4. Karim Younès, né en 1948, a été secrétaire d'État puis ministre de la Formation professionnelle de juin 1997 à mai 2002, puis président de l'Assemblée populaire nationale (APN) de juin 2002 à juin 2004. Depuis le 25 juillet 2019, il dirige l'Instance nationale de dialogue et de médiation.

Construire un parti au service des nouvelles générations militantes

Par
Pierre Rousset*

Comme Farooq Tariq le rappelle (1), les militant·es issus du Parti des travailleurs du Pakistan (Labour Party Pakistan, LPP) ont tenté, sept ans durant, de construire le Parti Awami des Travailleurs (Awami Workers Party, AWP), avec deux autres composantes politiques, et cette expérience s'est soldée par un échec. Malgré cet échec, nos camarades jouent aujourd'hui un rôle très important dans les extraordinaires mobilisations en cours, menées sous le drapeau de la solidarité et du combat contre toutes les discriminations. Raison pour laquelle ils sont la cible de la répression (2).

Les camarades qui seront à l'origine du LPP, en exil aux Pays-Bas, avaient eu pour premier contact avec l'extrême gauche européenne le courant *The Militant*, du Comité pour une internationale ouvrière (CIO-CWI). Ils ont constitué dans les années 1980 l'organisation *The Struggle* (*La Lutte*). De retour au Pakistan en 1986, ce courant a maintenu une politique entriste au sein du Parti du peuple pakistanais (PPP). Le PPP a longtemps bénéficié d'une aura de gauche, ayant été constitué sur un discours socialiste au moment des grandes années de lutte, en 1967-1968. Il était cependant dirigé par le clan Bhutto – une des principales « familles politiques » du pays qui a plus d'une fois dirigé le gouvernement durant les interludes civils entre les régimes militaires. La désillusion populaire à l'égard du PPP a commencé dans les années 1970, mais n'a pas été un processus linéaire.

La question de la poursuite d'une politique entriste s'est posée. Les fondateur·es du LPP (finalement établi en 1997), membres de *The Struggle*, jugeaient que son temps était révolu. Pour construire une organisation indépendante, ils ont cependant dû rompre avec la « maison mère » britannique dont la direction maintenait mondialement la tactique entriste. Ils ont rejoint la IV^e Internationale, jugeant qu'elle fonctionnait comme une « maison commune » et non comme une fraction mondiale sous l'égide



d'un parti national (établi dans l'ancienne puissance coloniale, qui plus est).

D'autres militant·es de *The Struggle* ont choisi de poursuivre la politique entriste au sein du PPP, mais ont abandonné cette tactique voilà deux ans. Tournant la page des polémiques passées, ce courant, qui a gardé le nom *The Struggle*, a renoué des rapports de collaboration avec nos camarades et a intégré le périmètre de la IV^e Internationale lors de son dernier congrès.

La question de l'unité de la gauche marxiste indépendante s'est posée comme une urgence pour faire face à un régime militaire, aux services spéciaux, au fondamentalisme (talibans...), à la brutalité sociale des possédants. En dehors de la tradition trotskiste, cette gauche est essentiellement d'origine pro-Moscou. Le maoïsme existe au Pakistan, mais n'occupe pas la même place historique que dans d'autres pays d'Asie. Pékin a en effet soutenu, contre l'Inde et la Russie, les régimes militaires pakistanais.

Deux des trois partis qui ont constitué le AWP étaient donc d'une tradition pro-Moscou, tenants d'une « révolution par étapes » sous une forme assez spécifique. Comme je m'en suis rendu compte à ma grande surprise à l'occasion d'un voyage, une partie des intellectuels et dirigeants politiques de cette gauche espéraient que les pressions du FMI pousseraient la bourgeoisie pakistanaise à se « moderniser ». Le capitalisme contemporain, cependant, surtout

dans un pays dominé, s'accommode fort bien de formes féodales d'exploitation, comme c'est le cas pour les briqueteries.

Il fallait tenter l'expérience du AWP – mais elle a montré que ces partis n'étaient pas prêts à changer leur vision du monde et leurs modes de fonctionnement. Les organisations fondatrices du AWP devaient en principe se dissoudre au sein de la nouvelle formation ; le LPP fut seul à le faire. Il s'en est suivi une période difficile pour nos camarades, certains quittant le AWP (comme la jeunesse à Lahore en butte au bureaucratisme stalinien) ; d'autres ne voulant pas abandonner la partie ou jugeant que le moment n'était pas venu.

La « tradition LPP » cependant a gagné durant des années en autorité politique. Parce qu'elle a mené un réel combat unitaire, principal. Parce qu'aussi elle s'est toujours mobilisée sur tous les fronts. L'une des « marques de fabrique » de cette tradition est en effet la réactivité : être de tous les combats, sur tous les terrains. Grâce à cela, elle a tissé de nombreux liens sociaux (dans le textile, dans la paysannerie, chez les étudiants...) et solidaires (avec les Pachouns, pour les droits démocratiques...). Au fil des ans, ses militant·es ont accumulé une précieuse expérience.

Ce qui permet à cette tradition d'être revivifiée aujourd'hui et d'être pleinement partie prenante de la fondation d'une nouvelle génération politique militante. ■

* Pierre Rousset, dirigeant de longue date de la IV^e Internationale, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherches et de formation (IIRE-IIRF) d'Amsterdam. Il anime l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) : <http://www.europe-solidaire.org>

1. Voir l'article qui suit, en p. 28.

2. Voir Pierre Rousset, « Les Marches de la Solidarité au Pakistan : vaste mobilisation étudiante et répression politique – Une nouvelle génération militante » (<http://europe-solidaire.org/spip.php?article51438>) et « Pakistan : En lutte sous le drapeau des solidarités, confronté à la répression, dans un pays fracturé » (<http://europe-solidaire.org/spip.php?article51727>).

Pourquoi avons-nous quitté le Awami Workers Party ? Quelques leçons à tirer

Par
Farooq Tariq*

Pourquoi avons-nous quitté l'Awami Workers Party (AWP) ? Nos partisans et nos amis nous posent sans arrêt cette question.

Quand nous avons quitté l'AWP fin août 2019, nous n'avons pas expliqué pourquoi. Nous voulions instaurer une bonne et saine tradition, celle de quitter un parti sans lancer d'accusations, afin d'éviter une ambiance de confrontation qui aurait pu émerger après notre départ. Nous voulions promouvoir un mode de débat sain pour l'avenir.

Néanmoins notre départ n'allait pas sans l'existence de sérieuses différences au sein de la direction centrale en matière de programme et de stratégie ou encore d'actions à mener pour construire la base de masse du parti. L'un des hauts dirigeants de l'AWP me l'a confié à plusieurs reprises : « *L'AWP est devenu le cimetière des partis et groupes de gauche* ». C'est exactement cette atmosphère empoisonnée qui existait au moment de notre départ. La vérité est que nous sommes parties après avoir épuisé toutes les voies possibles pour changer les perspectives des dirigeants.

C'était une décision difficile que celle de quitter un parti à la construction duquel nous avons consacré nos meilleurs efforts pendant 7 ans. Mais la vérité est que plus de 80 % de notre temps était consacré à des conflits internes, avec des disputes, des accusations et des contre-accusations. Ce gaspillage de temps et d'énergie dégonflait l'état d'esprit révolutionnaire nécessaire à la construction d'un authentique parti marxiste au Pakistan. Presque chaque réunion du Comité fédéral ou du Comité exécutif était consacrée non pas à développer des perspectives et des stratégies pour la construc-

tion du parti, mais à essayer de résoudre les divergences à travers des compromis. Plutôt que d'accepter la réalité – à savoir qu'il y avait des tendances et des stratégies différentes sur la construction du parti –, on constituait des commissions pour trier les divergences. En plus, l'idée dominante était que les divergences internes ne devaient pas être rendues publiques.

Le début des problèmes

En novembre 2012, trois organisations de gauche ont fusionné pour fonder l'Awami Workers Party. À la différence des deux autres organisations, le Parti du Travail du Pakistan (LPP) n'a pas insisté pour qu'une partie de son nom soit présente dans la construction du nom du nouveau parti. Comme cet élément était important à la fois pour le Parti Awami et le Workers Party (WPP, Parti des travailleurs), le nouveau nom a été : Awami Workers Party.

Avant la conférence de fondation de l'AWP, en novembre 2012, les 10 et 11 novembre, le LPP a voté sa dissolution afin de fusionner au sein du nouveau parti. À cette époque, plusieurs membres du LPP s'opposaient à la fusion et n'ont pas rejoint l'AWP. Leur argument était que les directions des deux autres partis ne faciliteraient pas ce qui était nécessaire : le développement d'une direction jeune et énergique.

Le processus de fusion n'a pas pris plus de 6 mois. Alors que des commissions de fusion des 3 partis se sont réunies à plusieurs reprises, il n'y eut pas de réunions communes entre les militant·es des différentes organisations avant la fusion. Pourquoi cette hâte ? On connaissait alors une situation politique tendue. Le fondamentalisme était en hausse et la gauche se sentait isolée. C'était un effort défensif pour maintenir la gauche en vie. Cependant, c'était comme un mariage arrangé : les parents se sont rencontrés, mais ceux qui devaient se marier n'ont développé qu'un goût superficiel pour l'autre. Ils n'ont pas testé les problèmes auxquels un couple est confronté. En ce sens, la fusion était un pari politique.

L'une des composantes de l'AWP, le Parti des Travailleurs du Pakistan (WPP), avait déjà mis en œuvre des fusions, à la fois avec succès et sans succès. Bien que ce parti ait eu les dirigeants les plus connus de la gauche pakistanaise, il n'avait aucune base significative dans aucune région du pays. La plupart des militant·es étaient imprégnés d'une perspective prosoviétique. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, ils avaient subi une série de fusions. En 1972, ils constituaient le Parti socialiste pakistanais, puis au cours des années ils sont devenus le Parti des travailleurs, le Parti Awami Jamhori, le Parti national des travailleurs et, finalement, le Parti des travailleurs du Pakistan. En fait, on pourrait dire que leur marque de fabrique était leur capacité à fusionner et à changer de nom.

La troisième composante, l'Awami Party, était un nouveau parti qui résultait de la fusion de deux partis, juste un an auparavant. L'Awami Party incluait aussi d'anciens membres ou sympathisants des partis communiste et maoïste.

La participation aux élections générales

Quelques mois plus tard, il y a eu un premier débat sérieux à propos de la participation aux élections générales de 2013. Depuis qu'il existe, le Parti des Travailleurs (WPP) ne s'était jamais sérieusement présenté à une élection générale. Il a présenté un ou deux candidats aux élections de 1988, 1990, 1993, 1997 et 2002 puis a boycotté l'élection générale de 2008.

En 2013, les dirigeants de l'AWP qui venaient de l'ancien Parti des Travailleurs (WPP) voulaient des critères stricts pour présenter des candidats. Leur argument était que nous n'étions pas prêts pour les élections générales. Néanmoins, ceux qui venaient du LPP ou de l'AP voulaient un plus grand nombre de candidats. Le résultat de cette divergence fait que lorsque les élections sont arrivées, ce sont les militants issus du LPP ou de l'AP qui étaient prêts à être candidats au nom de l'AWP. Les dirigeants issus du WPP étaient hors course. Et si les

* Farooq Tariq, militant de la IV^e Internationale, a été secrétaire général puis porte-parole de l'Awami Workers Party, formé en 2012, après avoir dirigé le Labour Party Pakistan (LPP). Il est le coordinateur de Lahore Left Front (Front de gauche de Lahore). Cet article a été traduit de l'anglais par François Coustal.

candidats de l'AWP n'ont pas gagné, beaucoup ont obtenu des résultats électoraux significatifs dans certaines circonscriptions. C'était un point de départ.

Mais, après les élections et en lien avec ce conflit, des militant-es ont quitté l'AWP, dont le vice-président au niveau fédéral et le président de l'AWP pour la région du Punjab. Beaucoup venaient de l'ex Awami Party ; ils ont rejoint le Parti national.

Après l'annonce de la convocation du premier congrès de l'AWP pour septembre 2014 et alors que se déroulaient les congrès locaux au niveau des districts et des provinces, les militant-es venus du Parti des Travailleurs ont manœuvré pour prendre le contrôle du parti. Le « contrôle du parti » semblait être leur première priorité. Après le congrès, il était évident que les militant-es qui venaient du LPP ont été exclus dans plusieurs districts par un effort conscient de camarades venus du WPP.

Il semble que la stratégie de l'ex WPP était de construire son propre groupe à travers des fusions. Ils n'ont jamais démantelé leur structure interne. Avant les réunions de l'AWP, ils tenaient des réunions secrètes où n'étaient invités que des membres choisis de leur groupe ou des gens qui étaient sur le point de les rejoindre. Le résultat se manifestait souvent lors des réunions de l'AWP où leurs porte-parole développaient la stratégie qui était ensuite illustrée par les autres, intervenant à la façon de perroquets.

Illusions sur le développement du capitalisme

Il n'y avait pas seulement des divergences organisationnelles mais aussi de profondes divergences politiques qui ont émergé lors des confrontations internes sur les sujets du capitalisme et du Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC). La majorité de la direction de l'AWP considérait le CPEC comme une opportunité de développement du capitalisme au Pakistan à travers la « *Chine communiste* ». Comme nous nous sommes opposés à cette illusion, cela s'est traduit par une résolution confuse de compromis sur le CPEC, résolution qui ne manifestait ni soutien ni opposition au CPEC.

L'un des aspects les plus négatifs de l'ancien WPP était la manière dont ils cherchaient à apaiser l'establishment en ne soutenant pas les mouvements et les initiatives qui mettent en lumière la nature du capitalisme, son utilisation des rapports féodaux et la militarisation de la société. En substance, ils sont à la recherche d'un capitalisme régulé, un capitalisme à visage humain. Une forme de capitalisme qui garantirait les



droits des ouvriers et des paysans.

La question nationale est un autre sujet où il y avait de profondes divergences politiques sur la manière de résoudre cette question et d'apporter son soutien au combat national des nationalités opprimées. L'une des principales caractéristiques de l'ancien LPP était son soutien orienté vers l'action politique, depuis le Pendjab, au combat national pour une répartition équitable des ressources de l'État et des droits. C'était un point manquant des années AWP. Quand l'opération militaire Zarb Azab a été lancée en juin 2014, sur les 43 membres du comité fédéral, seuls 3 se sont opposés à l'opération militaire dans les « *zones tribales administrées au niveau fédéral* » (FATA). Tous les autres y étaient favorables ou restaient silencieux. Cette situation révélait la faillite complète d'un parti de gauche incapable de voir qu'une opération militaire ne pouvait pas mettre fin au fondamentalisme religieux et au terrorisme. Mais la majorité acceptait l'opération militaire parce qu'ils et elles ne voyaient pas d'autre alternative pour éliminer le fondamentalisme religieux.

L'opposition à la construction des mouvements

Quand nous avons soulevé la nécessité pour le parti de soutenir la campagne pour la libération du prisonnier Baba Jan, de soutenir le mouvement paysan Okara, la campagne sur les personnes disparues, le mouvement pachoune Tahafaz, le Mouvement syndical Quami à Faisalabad ou les campagnes étudiantes contre les coupes budgétaires de l'État en matière d'éducation, les anciens du WPP ont soulevé des questions. Ils en ont critiqué les dirigeants, ont ciblé l'une des campagnes comme étant sponsorisée par une ONG ou inventé une « *théorie du complot* » afin de maintenir l'AWP à l'écart de ces campagnes.

Le féminisme également était une question controversée au sein du parti. Pour les anciens du WPP, seuls la classe et le parti pouvaient résoudre la question de l'oppression des femmes. Ils considéraient le féminisme comme une idée occidentale. Ce fut un combat long et acharné de quelques camarades femmes avec un soutien à haute voix de notre part pour parvenir à construire une organisation « *indépendante* » de femmes, le Front démocratique des femmes. Un combat qui a duré deux ans ! Il est intéressant de noter que les dirigeants de l'ex WPP préféreraient que les femmes appartenant à leur regroupement organisent leurs propres activités féminines plutôt que de participer à des initiatives plus larges, comme les Marches des Femmes. Plus tard, quand les dirigeantes du Front démocratique des femmes ont écrit un excellent document sur la politique interne de l'AWP en matière de violences sexuelles et de harcèlement, ce document a rencontré l'opposition de presque tous les dirigeants de l'ex WPP. Ainsi a été manquée l'opportunité d'être le premier parti politique de la région à se doter d'un document sur la politique interne de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. En dépit de notre soutien, le document a été retiré au nom de l'unité.

Concernant le développement des organisations de masse, le comité fédéral de l'AWP était surtout intéressé à savoir si elles étaient « *contrôlées* » par les membres du parti. Cela concernait aussi bien le travail en direction des femmes que des jeunes, des paysans ou des ouvriers.

Les anciens dirigeants du WPP faisaient une nette séparation entre ce qu'ils percevaient comme une période contre-révolutionnaire et une période prérévolutionnaire. Ils soutenaient que la stratégie devait alors être très différente. Mais cela ressemblait à une excuse pour ne rien faire. Leur crédo

Pakistan

était : « *il faut être prudent ; il vaut mieux ne pas être en prison ; nous ne sommes pas pressés ; la révolution n'est pas pour demain* ».

Le camarade Farooq Tariq a reçu un avertissement de la part de la direction du parti, lorsqu'il a participé à une petite manifestation à Lahore, en protestation contre l'enlèvement du Professeur Riaz à Karachi. À la suite d'une forte protestation interne, l'avertissement a été retiré. Il s'agissait clairement d'une affaire autour d'un principe consensuel d'opposition aux enlèvements. Néanmoins, toute initiative spécifique pouvait être dénoncée comme relevant d'une décision sans consultation.

« *Chaque aspect de la vie politique du parti doit être contrôlé* » : telle était la philosophie principale de la direction du WPP. Ils se sont même opposés à un article du camarade Farooq Tariq sur l'histoire de la gauche pakistanaise. Pour eux, l'histoire doit être écrite en fonction de leur ligne politique. La pensée critique n'était pas tolérée au plus haut niveau.

Voilà donc une longue liste de ces conflits. Nous étions malades et fatigués de passer notre temps en conflits internes au cours desquels les dirigeants étaient incapables d'apprendre les uns des autres et de construire une équipe.

Dès 2017 la plupart de nos dirigeant-es jeunes avaient quitté le parti. Ils avaient été ciblés parce qu'ils voulaient construire des mouvements et s'étaient engagés à leurs côtés. Après avoir quitté le parti, ils et elles ont fait un excellent travail public, avec notre soutien public. Cela est alors devenu une nouvelle pomme de discorde.

Nous avons donc décidé de dire au revoir à l'AWP et de consacrer notre énergie à la construction de nouvelles initiatives et de nouveaux mouvements. Avec un soutien actif de notre part, nous avons été capables de construire un mouvement de jeunes comme on n'en avait pas vu au Pakistan depuis une dizaine d'années. La marche de solidarité des étudiant-es du 29 novembre à travers tout le Pakistan n'est que l'une des initiatives couronnées de succès que nous avons prises.

Alors, que faire ? Depuis que nous avons quitté l'AWP, nous nous sommes engagé-es dans la construction de mouvements et de groupes de gauche. Quel type de parti ou de groupe devons-nous construire dans les réalités objectives actuelles de cette période contre-révolutionnaire ? La lutte de la droite contre la droite est devenue une réalité dans la vie politique pakistanaise. Nous savons que nous avons besoin d'un parti/mouvement qui soit anticapitaliste, antiféodal,

opposé au fondamentalisme religieux, anti-impérialiste et opposé à l'establishment militaire. Nous savons contre quoi nous sommes, mais la question est de savoir quelle est notre vision alternative.

Nous avons besoin d'un parti qui soit pour le socialisme, le féminisme radical et l'écologie. Un parti qui fait passer les mouvements indépendants et la classe avant notre parti. Un parti qui s'efforce d'accompagner la défense et le renforcement des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière. Un parti qui veut construire des mouvements des travailleurs et de la jeunesse à travers le mouvement syndical et les associations d'étudiants. Nous sommes en faveur d'un parti qui met tout en œuvre pour soutenir les minorités religieuses en faisant campagne contre les lois et pratiques discriminatoires.

Actuellement, une vague d'idées de gauche ont été mises en valeur par nos efforts remarquables au cours des quelques années passées pour construire et renforcer le mouvement de la jeunesse à travers diverses initiatives et activités. Au cours de ces quelques années, nous avons organisé avec succès le festival en hommage à Faiz Ahmed Faiz et le festival pour Habib Jalib où des milliers de participant-es ont payé pour rendre hommage à ces deux poètes révolutionnaires et jurer de lutter contre un système dominé par le capitalisme et pour un Pakistan socialiste. Cela a été réalisé à travers la construction de l'unité des courants de gauche. C'est ce que nous allons poursuivre en continuant à développer nos perspectives.

Nous avons adopté la résolution suivante le 30 septembre 2019, signée par les anciens camarades du LPP, alors que nous quittons le parti.

Nous quittons l'AWP

Au Pakistan, l'exploitation capitaliste prend des proportions alarmantes. Les espaces démocratiques se rétrécissent. L'État devient de plus en plus oppresseur vis-à-vis des mouvements sociaux et des organisations ouvrières.

En même temps des tendances à la résistance révolutionnaire ont émergé. On peut noter, en particulier, un développement de la conscience révolutionnaire parmi les étudiant-es. Les nationalités opprimées se battent pour faire valoir leurs droits à travers de nouvelles formations et de nouveaux mouvements sociaux.

De même, les syndicats, les organisations paysannes et les projets sociaux de classe ont la capacité de lancer des luttes importantes. Comme dans le reste du monde, le mouvement sur le climat a pénétré d'une manière sans précédent toute une nouvelle génération d'étudiant-es.

Au sein de la jeunesse, des travailleur-es, des

femmes et des autres secteurs opprimés de la société, la prise de conscience est telle que l'hégémonie de la classe dominante est défiée quotidiennement.

Pour revenir à l'année 2012, quand le LPP a fusionné avec deux autres organisations de gauche pour lancer l'AWP, ce mouvement était guidé par une stratégie défensive. L'objectif était de survivre à la tempête en tant que « *gauche* ». Nous avons plutôt réussi à atteindre cet objectif.

Les femmes et la jeunesse ont joué un rôle essentiel dans la réussite de cette stratégie. Nous avons mis la priorité – et continuerons à mettre la priorité – sur les actions communes avec les mouvements de jeunesse et les mouvements de femmes. Nous nous efforçons également d'orienter ces mouvements vers des méthodes révolutionnaires.

Afin de catalyser les mouvements populaires, de revitaliser notre combat pour la libération des camarades et des militants emprisonnés, de jouer le rôle d'une avant-garde, d'initier de nouveaux mouvements pour le droit à l'éducation gratuite, le droit à la santé et le droit à un emploi décent et, par-dessus tout, pour construire un parti révolutionnaire, nous quittons l'AWP le cœur lourd.

Nous quittons l'AWP, pourtant nous n'abandonons pas nos idéaux révolutionnaires. Notre itinéraire révolutionnaire s'étend sur plus de 50 ans. Commencé lors de la conférence paysanne de Toba Tek Singh en 1970, ce combat a été façonné sur le plan organisationnel par l'expérience du « *Groupe de combat* » créé en 1980 à Amsterdam par des exilés. Ce combat va continuer bien qu'il prenne un tour nouveau. Nous refusons d'abandonner.

Nous quittons l'AWP avec des souhaits révolutionnaires pour nos camarades. L'AWP nous a donné l'occasion de travailler avec des camarades de gauche aussi grands que feu Fanoos Gujjar et Abid Hassan Manto. Leur camaraderie est un atout révolutionnaire pour nous.

Maintenant nous voulons avancer. Une nouvelle génération de militant-es progressistes et un tout nouveau contexte veulent que nous franchissions de nouvelles étapes. Pour notre futur plan d'action, un comité pour un parti socialiste révolutionnaire a été lancé. Le parti que nous voulons former ferait partie intégrante des efforts pour construire des partis révolutionnaires à l'échelle internationale.

Entre-temps, le *Jeddojehad Online* (Daily Struggle) quotidien et le *Tabqati Jeddojehad* (Class Struggle) bimensuel continuent de refléter notre fier combat contre le capitalisme, le féodalisme et l'exploitation impérialiste. L'avenir appartient au socialisme.

L'espoir réside dans ces jeunes qui se sont organisé-es à Lahore sur la plateforme du People's Rights Movement (HKM) ou dans les étudiant-es mobilisés sur la plateforme du Progressive Students Collective.

En alliance avec de tels mouvements de jeunes et d'étudiants, nous allons organiser un nouveau parti à l'échelle de tout le pays.

Pour lancer un tel parti, nous recherchons votre aide, vos conseils et votre soutien moral. ■

Daniel Bensaïd, du léninisme pressé à la lente impatience

Par
Josep Maria Antentas*

Né à Toulouse en 1946, Daniel Bensaïd a été l'un des fondateurs de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) française en 1966 et de la Ligue communiste (LC) en 1969 – rebaptisée Ligue communiste révolutionnaire (LCR) après sa dissolution en 1973. Animateur de Mai 68 dès le Mouvement du 22 mars, il est resté fidèle à son engagement

« Une organisation révolutionnaire n'est viable que si elle dispose d'une boussole sur les questions fondamentales. Le jour où elle limiterait sa fonction à l'efficacité immédiate, à la tactique des luttes et à la gestion des contradictions au jour le jour, elle serait condamnée à l'émiettement. »

D. Bensaïd (1)

« Peut-être la construction d'une organisation révolutionnaire est-elle aussi nécessaire qu'impossible, comme l'amour absolu chez Marguerite Duras. Cela n'a jamais empêché personne de tomber amoureux. »

D. Bensaïd (2)



révolutionnaire jusqu'à la fin de sa vie, contrairement à tant d'autres figures célèbres de sa génération devenues des rebelles repentis. De ce point de vue nous pouvons le considérer, en reprenant les termes de Gilbert Achcar (3), comme un « *intellectuel symbolique* » qui mieux que quiconque a personnifié de façon exemplaire le Mai 68 français, même s'il a toujours récusé l'étiquette de soixante-huitard qu'ont précisément adoptée ceux qui n'ont pas tardé à réduire cet événement à guère plus qu'un divertissement auto-justificatif de la jeunesse.

Je me propose d'analyser dans ce texte, sous une forme synthétique, l'itinéraire politique de Bensaïd et l'évolution de sa pensée

stratégique, largement inséparables de celles de sa propre tradition politique (4). Concrètement je m'attacherai d'abord à sa singularité en tant que militant révolutionnaire et intellectuel, pour analyser ensuite son évolution politico-stratégique en trois grandes étapes : Mai 68 et ses lendemains, la période de reflux des années 1980 et la recherche d'une nouvelle ouverture après la chute du mur de Berlin. J'examinerai de façon plus détaillée cette dernière étape, dans la mesure où c'est celle qui correspond à la période postérieure à *Stratégie et parti* (5) et qui coïncide avec les années de plus grande production intellectuelle de Bensaïd. Je m'attacherai alors en particulier

à analyser ses écrits sur l'horizon révolutionnaire et le communisme, ses controverses sur les théories qui prônent de changer le monde sans prendre le pouvoir, et ses réflexions sur le type de parti qu'il est nécessaire de construire.

Agir et penser comme collectif

Dirigeant de la LCR jusqu'au début des années 1990, il a joué un rôle clé dans le développement de l'une des formations

* Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'université autonome de Barcelone. Ce texte est la préface à l'édition espagnole du livre de Daniel Bensaïd, *Stratégie et parti*. En français, il a d'abord été publié, traduit de l'espagnol par Robert March, par le site web de la revue de critique communiste *Contretemps* (<http://www.contretemps.eu/bensaïd-leninisme-lente-impatience/>).

1. Bensaïd, D., « Contribution à un débat nécessaire sur la situation politique et notre projet de construction du parti », bulletin intérieur de débat de la LCR (1986), <http://danielbensaïd.org/Contribution-a-un-debat-necessaire>.

2. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, Stock, Paris 2004, p. 453.

3. Achcar, G., « L'intellectuel symbolique », *Lignes* n° 32, mai 2010, p. 11-20.

4. Je ne me livrerai pas dans cet article à une analyse de la pensée politico-philosophique de Bensaïd ni de ses influences et contributions théoriques principales. Je n'y ferai qu'une référence sommaire, limitée à la nécessité d'expliquer sa trajectoire politique. Je renvoie à mon article : Antentas, J. M., « D. Bensaïd, Melancholic Strategist », *Historical Materialism* 24 (4), 2016, p. 51-106.

5. Bensaïd, D., *Stratégie et parti*, Éditions la Brèche, Paris 1985, réédité in Bensaïd, D., Palheta, U. et Salingue, J., *Stratégie et parti*, Les prairies ordinaires, Paris 2016.

Marxisme

emblématiques de la gauche révolutionnaire européenne. Militant internationaliste, il a dirigé la IV^e Internationale pendant une longue période et consacré une grande partie de son activité politique au travail internationaliste, en jouant un rôle clé dans sa construction dans différents pays, à commencer par l'État espagnol, le Mexique ou le Brésil (6). Il n'en écrivait pas moins dans son autobiographie : « *Diriger m'inspire une sainte répulsion : je préfère faire que faire faire. Cela pourrait passer pour une vertu égalitaire. Ce peut être, aussi bien, le signe d'une incapacité désorganisatrice à déléguer et à faire confiance* » (7).

En Daniel Bensaïd convergeaient un homme d'action (il a été pendant des années responsable du service d'ordre de son organisation !), un dirigeant politique international et un intellectuel de premier plan. Une combinaison de qualités qui en font quelqu'un d'exceptionnel dans le panorama de la gauche internationale et une de ses figures hautement singulières. Son engagement durant des décennies dans les rangs de la LCR puis au Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qu'il a contribué à impulser, se distingue comme un fait assez singulier dans le panorama intellectuel de la gauche européenne où engagement politico-organisationnel et travail de réflexion intellectuelle ont tendu à se dissocier.

C'est sans doute pour cela que le travail intellectuel de Bensaïd a revêtu une forte dimension collective, inséparable des débats politiques, des séminaires de formation et des réunions militantes : « *Dans l'action collective, on se rend compte que les idées sont le fruit d'échanges et qu'on ne pense jamais tout seul (comme la médiatisation pousse à le faire croire). Tout le monde pense. Les*

intellectuels sont peut-être privilégiés pour ce qui est de mettre des idées en forme mais, et c'est un autre élément de satisfaction, le militantisme est un garde-fou, un anticorps contre les tentations spéculatives du travail intellectuel. » (8)

Le militantisme collectif représentait ainsi, pour lui, un triple principe simultané de réalité, de modestie et de responsabilité : cela exige de soumettre les idées à l'épreuve de la pratique et de réfléchir à partir de la pratique même, de penser au sein d'une communauté d'égaux et de s'obliger à rendre des comptes sur ses propres prises de position et leurs conséquences (9).

De ce point de vue il incarnait une version de l'intellectuel distincte de celle du « sage » qui intervient sans équivoque dans la vie publique en faveur de la justice et de l'égalité, en qualité d'expert ou d'autorité morale, mais du haut d'une certaine tour d'ivoire intellectuelle et sans engagement organisationnel concret. Un modèle d'intellectuel très spécifique à la tradition française, depuis l'affaire Dreyfus tout au moins, dont les principales figures sont Jean-Paul Sartre (10) dans l'après-guerre ou Pierre Bourdieu dans les années 1990. Même s'il connut une certaine notoriété médiatique à la fin de sa vie, Bensaïd n'a jamais été un intellectuel médiatisé et, sans aucun doute, son lien organique avec la gauche révolutionnaire l'explique en grande partie.

Il ne s'est jamais reconnu dans l'étiquette de philosophe (« *professeur de philosophie* » corrigeait-il) ni dans la notion d'« *intellectuel engagé* ». D'abord parce que ce concept peut conduire à considérer l'engagement militant comme un pur produit de la raison et de sa propre activité intellectuelle, alors qu'en réalité il relève aussi des passions et des émotions. Ensuite parce que cela présuppose un statut particulier pour « *l'intellectuel* » (« *personne ne parlerait d'ouvrier engagé, de paysan engagé, d'infirmière ou d'instituteur engagés* ») tout comme une suspicion envers l'intellectuel qui s'engage justement en dérogeant à « *la sacro-sainte "neutralité axiologique"* » et en se situant « *à cheval entre théorie et pratique, entre vérité et opinion* ». Mieux vaut alors parler d'« *engagé intellectuel* » (11), disait-il, car l'ordre des mots a de l'importance.

Une vision de soi aux antipodes de l'intellectuel auto-complaisant, superficiel et docile avec le pouvoir qu'ont incarné en France durant des décennies les nouveaux philosophes avec à leur tête André Glucksmann, Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy, dont la médiatisation a été directement proportionnelle à l'inconsistance et au caractère inoffensif de leurs idées. C'est à

ce dernier que Bensaïd a d'ailleurs consacré un bref opuscule, *Un nouveau théologien* (12), pour relever les impostures intellectuelles propres à un « *théologien inorganique d'une gauche recentrée* » et ses renoncements politiques au service d'une « *gauche en faillite* » (13).

Théorie et pratique ont chez Bensaïd une interdépendance réciproque et ne sont pas deux chemins qui progressent sur des trajectoires parallèles ou divergentes. Cela ne veut pas dire qu'elles sont en fusion complète ni qu'elles seraient dépourvues d'autonomie relative, mais qu'elles doivent être pensées comme des champs spécifiques interconnectés de façon non mécanique et contradictoire (d'une forme plus ou moins analogue à la façon dont il faut concevoir le rapport entre le social et le politique, un thème, il est vrai, très propre à la réflexion bensaïdienne).

Théorie et pratique ont leurs propres logiques. En usant de la même terminologie que Bensaïd, on pourrait dire qu'elles ont leur propre temporalité. Une temporalité discordante et désynchronisée. Le temps de l'action et celui de la pensée réfléchie ne sont pas analogues. Militant et intellectuel ne sont pas identiques et, quand quelqu'un incarne les deux simultanément, c'est souvent dans un rapport de tension créative entre ces deux pôles. Mais la question de fond est que la théorie et la pratique sont toutes deux riches et fructueuses quand elles se présentent dans une interconnexion mutuelle.

Même si ces deux dimensions de son existence, celle du militant et celle du théoricien, ont été constamment présentes des années 1960 jusqu'à sa mort, cela s'est fait de façon inégale et déséquilibrée. De ce point de vue, l'itinéraire de Bensaïd peut être divisé en deux : une première étape partant du début de son engagement politique jusqu'à la fin des années 1980 où le militant a pris le dessus sur le théoricien, et une seconde, durant les deux dernières décennies de sa vie où ce rapport s'est inversé.

Entre les années 1960 et 1988, Bensaïd a publié cinq livres : *Mai 68, une répétition générale* (avec Henri Weber, 1968), *Portugal, une révolution en marche* (avec Charles-André Udry et Michael Löwy écrivant sous le pseudonyme « Carlos Rossi », 1975), *la Révolution et le Pouvoir* (1976), *l'Anti-Rocard ou les haillons de l'utopie* (1980), et *Mai 68 : rebelles et repentis* (avec Alain Krivine, 1988). Il a également écrit divers longs articles et des notes internes de débat dans la LCR (je me référerai aux plus importants dans le cours de cet article) ainsi qu'un certain nombre de brochures, à mi-

6. Pour un résumé de la trajectoire militante de Bensaïd, voir : Bugden, S., « The red Hussar : D. Bensaïd, 1946-2010 », *International Socialism* 127 ; Michaloux, Ch., Besancenot, O., Sabado, F., « *Combattre et penser* » in Sabado, F., (dir.), *Daniel Bensaïd, l'intempestif*, La Découverte, Paris 2012, pp. 7-19.

7. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit. p. 451.

8. Bensaïd, D., « *Quand l'histoire nous désenchante* » (interview, revue *Mouvements*, 2010) in Sabado, F., (dir.), *Daniel Bensaïd, l'intempestif*, op. cit., p. 174.

9. Bensaïd, D., *Un nouveau théologien : B.-H. Lévy*, Éditions Lignes, Paris 2007.

10. Traverso, E., « *Le passeur* », *Lignes* n° 32, mai 2010, pp. 174-183.

11. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 23.

12. C'est un hommage à Charles Péguy, auteur d'un texte portant ce titre en 1911, dirigé contre l'écrivain Fernand Laudet en réponse à la recension critique qu'il avait faite de son *Jeanne d'Arc*.

13. Bensaïd, D., *Un nouveau théologien : B.-H. Lévy*, op. cit., p. 10 et p. 141.

chemin entre articles et petits livres, dont beaucoup sont le fruit de ses cours de formation dans la LCR ou à l'Institut international de recherche et de formation (IIRF) à Amsterdam : *le Deuxième Souffle – Problèmes du mouvement étudiant* (avec Camille Scalabrino, 1969), *les Années de formation de la IV^e Internationale 1933-1938* (1986) et *Stratégie et parti* (1987).

Il a aussi dirigé la rédaction des manifestes programmatiques de la LCR, *Ce que veut la Ligue communiste* (1972), *Oui, le socialisme !* (1978), et *À la gauche du possible* (1991). Toute sa production écrite de cette période est directement liée aux problèmes de l'action politique, mêlant des questions concrètes de conjoncture avec des réflexions théoriques et stratégiques de fond. En termes de profondeur et d'ambition théorique, *la Révolution et le Pouvoir* (1976) constitue sans aucun doute son œuvre la plus remarquable de cette période.

À la fin des années 1980, il a commencé à consacrer davantage de temps à la production théorique et intellectuelle, en rédigeant une sorte de trilogie sur la mémoire et l'histoire avec *Moi, la Révolution* (1989), un essai sur le bicentenaire de la Révolution française, *Walter Benjamin, sentinelle messianique* (1990), une réflexion sur et à propos du marrane (14), et *Jeanne de guerre lasse* (1991) dédié à la figure de Jeanne d'Arc (15).

Rédigée dans une ambiance crépusculaire (pour reprendre un terme dont il usait fréquemment) et de défaite, cette série de livres coïncidera avec le début, en avril 1990, de sa longue maladie et, avec elle, de son retrait graduel des responsabilités quotidiennes de direction politique qu'il avait assumées jusqu'alors. Sans jamais abandonner le militantisme, et toujours très proche des équipes de direction de la LCR et de la IV^e Internationale, Bensaïd a consacré l'essentiel de son énergie à l'écriture.

À la trilogie mentionnée ci-dessus succédera une œuvre intellectuelle prolifique qui atteindra une quarantaine de livres, dont les derniers furent *Marx, mode d'emploi* (2010), une introduction à la pensée de Marx à l'adresse des nouvelles générations militantes apparues dans le cadre de la crise capitaliste ouverte en 2008, et *le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise* (2011), ouvrage posthume et incomplet consacré à l'analyse d'auteurs comme Marcuse, Debord, Lefebvre ou Baudrillard et aux transformations de la politique contemporaine.

Pour autant, même si sa production écrite systématique n'a écloré qu'à la fin des années 1980, Bensaïd a commencé à consa-



crer dès le début de cette décennie un effort croissant à l'étude et à la réflexion intellectuelle, en jetant les bases de son déploiement ultérieur. Il s'agissait, dans une conjoncture de recul de la gauche, de reprendre l'étude des fondements de l'engagement révolutionnaire, de « fouiller à nouveau les raisons d'une passion, pour en mieux ranimer la flamme » (16). Les grands espoirs nés de 1968 avaient pris fin et les renoncements intellectuels et politiques de nombreux soixante-huitards repentis faisaient l'actualité. La volonté de ne pas se laisser entraîner par ce courant et de rester fidèle à l'engagement révolutionnaire devait aller de pair avec un effort de reconstruction intellectuelle d'une pensée politique et stratégique d'ensemble : « Notre univers de pensée ne s'est pas écroulé. Il fut néanmoins mis à rude épreuve. La crise était triple : crise théorique du marxisme, crise stratégique du projet révolutionnaire, et crise sociale du sujet de l'émancipation universelle. » (17)

Bensaïd engage alors une tâche de reconstruction théorique qui prendra plusieurs chemins dans son œuvre, comme lui-même le souligne, pour finir par s'entrecroiser : « celui d'un inventaire de l'héritage et de sa pluralité ; celui de la piste marrane et de la raison messianique ; celui, enfin, d'un Marx libéré des carcans doctrinaires » (18). S'élabore ainsi une œuvre théorique singulière imprégnée d'influences diverses, pas toujours compatibles en apparence, caractéristique d'un « communisme hérétique », pour reprendre les termes de Michael Löwy (19). S'y combinent, sans vraie contradiction, des classiques du marxisme tels Marx, Engels, Lénine, Trotski ou le Che avec Walter Benjamin, Auguste Blanqui, Charles Péguy, et l'intérêt porté aux hérésies religieuses, le marranisme et des figures comme celle de Jeanne d'Arc.

À l'occasion d'une rétrospective, lors de la soutenance tardive en 2001 de son habili-

tation à diriger des recherches (HDR), il constate que, sans nier les changements ni les discontinuités, les questions qu'il s'était posées dans sa jeunesse sur les rapports entre histoire et structure, historicité et événement, équilibre et crises, classe et parti, le social et le politique ne l'ont jamais quitté. Ainsi, nombre des interrogations récurrentes de sa jeunesse l'ont « ramené, par mille détours, aux mêmes points de bifurcations » (20).

Au final s'est construite une œuvre au style très personnel, riche en métaphores et formulations lyriques, écrite avec un sentiment d'urgence personnelle telle une course contre le temps qu'il savait perdue d'avance. Défaite politique et maladie personnelle, d'un côté, ténacité et volonté de résistance politico-vitale, de l'autre. Tel est le background dans lequel se développe son œuvre. Ses livres traversent en diagonale et à toute vitesse une série de thèmes omniprésents dont le développement parcourt une spirale expansive sans pour autant être jamais explorés en profondeur.

C'est là que réside l'intérêt et le point faible de l'œuvre de Bensaïd, aussi peu sys-

14. Les marranes sont, à partir du XV^e siècle, les Juifs de la péninsule Ibérique (Espagne, Portugal) et de ses colonies (Amérique latine) convertis, souvent de force au catholicisme dans le cadre de l'Inquisition, qui continuaient à pratiquer leur religion en secret. (note de la rédaction d'*Inprecor*)

15. Pour une étude de cet ouvrage et de la place de Jeanne d'Arc dans l'œuvre de Bensaïd, voir Antentas, J.M., « D. Bensaïd's Joan of Arc », *Science & Society* 79 (1), 2015, pp. 63-89.

16. Bensaïd, D., Une lente impatience, op. cit., p. 293.

17. Bensaïd, D., Une lente impatience, op. cit., p. 278.

18. Bensaïd, D., Une lente impatience, op. cit., p. 293.

19. Löwy, M., « Un communisme hérétique », in Sabado, F., (dir.), *Daniel Bensaïd, l'in-tempetif*, op. cit.

20. Bensaïd, D., « Mémoire d'habilitation. Une lente impatience. La politique, les résistances, l'événement. », 2001 : <http://danielbensaïd.org/Memoire-d-habilitation-une-lente?lang=fr>

tématique que stimulante. Bensaïd ouvre des pistes mais ne s'y engage pas vraiment, lançant des idées qui demandent à être étudiées plus posément, concluant parfois le débat de façon précipitée sans s'y être impliqué suffisamment. Dans les pages de ses livres prend vie une galaxie de concepts et d'auteurs qui configurent un paysage riche de moments éblouissants mais que la plume rapide et littéraire de l'auteur renonce à dessiner avec davantage de précision (21).

« L'histoire nous mord la nuque »

Exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1966, les animateurs de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) ont connu leur première grande mise à l'épreuve historique avec les événements de Mai 68 qui ont marqué politiquement et stratégiquement toute son équipe de direction. La lecture faite de Mai 68 mettait en avant l'absence d'une organisation qui aurait pu se saisir de cette opportunité, ce

qui impliquait simultanément de défier la politique de passivité du Parti communiste français (PCF) et de se lancer dans la construction d'un véritable parti révolutionnaire. Mai 68 ? « *Répétition générale* » répondaient sans complexes Bensaïd et ses camarades par analogie avec 1905 (22).

Cette lecture de la situation a rapidement révélé ses limites, dans la mesure où la question du pouvoir ne s'est pas posée à nouveau sous la forme d'une réplique de Mai 68 (23). À la recherche des possibilités ouvertes après Mai, et avec la ferme volonté de ne pas laisser échapper une autre opportunité, l'équipe dirigeante de la JCR, et de la LC – puis de la LCR – à partir de 1969, a été imprégnée d'un « *militantisme porté par l'idée d'urgence et d'imminence révolutionnaire, impatient et pressé* » (24). « *Sous la pression d'une urgence en partie imaginaire* » (25) l'étape post-68 a été celle d'un « *léninisme pressé* », pour reprendre une formule de Régis Debray (26) que Bensaïd fait sienne. Dans un débat interne de la LC, Bensaïd résumait ce sentiment de la période en affirmant « *l'histoire nous mord la nuque* ». Il aurait mieux valu dire « *mordillait* », comme il devait l'écrire avec une certaine ironie dans ses mémoires (27).

Politiquement cela s'est traduit par un volontarisme gauchiste d'inspiration guévariste et un léninisme subjectiviste empruntant à Lukács. Sur le plan théorique, la pensée du jeune Bensaïd s'exprime dans son mémoire de maîtrise de 1968, autour de la notion de crise révolutionnaire chez Lénine, dont plusieurs idées se reflètent dans un article coécrit avec Sami Naïr à l'automne de la même année (28). Cet article était, comme l'a écrit Bensaïd quarante ans plus tard dans une introduction à sa réédition, une sorte d'arrière-plan théorique aux débats fondateurs de la Ligue dont le premier congrès allait se tenir en avril 1969 (29).

Se démarquant aussi bien de la passivité structuraliste que du spontanéisme, Bensaïd optait pour un volontarisme léniniste sous l'influence d'une certaine lecture de Lukács (30). Le schéma théorique bensaïdien se basait sur une dialectique négative du sujet dans laquelle s'opposent un sujet théorique abstrait (le prolétariat virtuel) et un sujet pratique (une avant-garde représentant le prolétariat « *pour soi* »). La notion de crise révolutionnaire, définie selon le schéma léniniste classique, était le moment où le prolétariat pouvait remplir sa mission historique, et « *permettait ainsi de réconcilier, dans une sorte d'épiphanie historique, le sujet pratique avec son fantôme historique* » (31).

Dans cette analyse, le parti se voit conférer un rôle mystique, en tant que variable

décisive pour le passage du prolétariat d'un simple sujet théorique à un acteur révolutionnaire. Il s'agissait alors, face au structuralisme pétrifié, de valoriser le rôle du sujet : « *contre les structures ventriloques, tout sur le sujet !* ». Mais le sujet, sous l'influence du subjectivisme lukácsien et du volontarisme guévariste, plus que la classe, était dans cette formulation le parti lui-même, transformé en cristallisation de la conscience de la classe pour soi.

La conséquence en était une « *substitution du parti à la classe* [qui] a une implication politique que l'on peut qualifier de gauchiste. *L'affrontement entre les classes fondamentales tend en effet à se réduire à un affrontement entre le Parti et l'État.* » (32). Il s'agissait d'une vision qui, par exemple, comme Bensaïd lui-même l'a relevé ultérieurement, contrastait avec les positions d'Ernest Mandel à l'époque, qui mettait davantage l'accent sur le développement inégal de la conscience et sur des revendications transitoires (33).

Bensaïd modifiera nombre de ses points de vue, mais la réflexion sur la notion même de « *crise révolutionnaire* » gardera une place centrale et décisive dans sa pensée et toute son œuvre ultérieure (34). Même conçue sous un prisme différent, l'idée que la crise doit être analysée en termes de stratégie perdurera comme une variable centrale dans sa compréhension de la politique. La pensée politique bensaïdienne et celle de la LCR sont restées marquées par l'expérience de Mai 68 : la puissance disruptive de l'événement, la nécessité de lui rester fidèle, l'occasion perdue par l'absence d'une organisation politique dotée d'une orientation révolutionnaire au cœur de la crise, et la nécessité de s'organiser pour être prêt quand se présenterait une nouvelle opportunité.

Cela a configuré chez Bensaïd une pensée éminemment stratégique, centrée sur l'idée de « *penser la crise* » (35) à la lumière de l'expérience fondatrice de Mai 68, même si le caractère internationaliste de son engagement politique lui a permis de développer une pensée stratégique à un niveau plus global, à partir de la connaissance réelle de l'histoire internationale du mouvement ouvrier et des autres réalités politiques contemporaines, notamment l'Amérique latine (Chili et Argentine en particulier) et d'autres pays européens (le Portugal et l'État espagnol, Bensaïd ayant une relation étroite avec la LCR espagnole).

La conséquence positive de l'impact de Mai 68 sur la politique de la LCR et de Bensaïd est que cela a situé au cœur de leur réflexion l'idée même de révolution et celle de rupture. Il n'y renoncera jamais. La consé-

21. Pour une analyse générale de la pensée politico-philosophique de Bensaïd, je renvoie à mon article : Antentas, J. M., « Daniel Bensaïd, Melancholic Strategist », art. cit.

22. Bensaïd, D. et Weber, H., *Mai 68 : une répétition générale*, Maspero, Paris 1968.

23. Palheta, U. et Salingue, J., « Daniel Bensaïd, trajectoire d'une pensée stratégique », in Bensaïd, D., Palheta, U. et Salingue, J., *Stratégie et parti*, op. cit.

24. Bensaïd, D., *Éloge de la résistance à l'air du temps*, Textuel, Paris 1999, p. 96.

25. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 249.

26. Debray, R., *La Critique des armes*, Le Seuil, Paris 1974.

27. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 126.

28. Bensaïd, D., « La notion de crise révolutionnaire chez Lénine » (mémoire de maîtrise, 1968) : *Inprecor* n° 642/643 d'août-septembre 2017 ; Bensaïd, D., et Naïr, S., « À propos de la question de l'organisation : Rosa Luxemburg et Lénine », *Partisans* 45, déc. 68-janv. 69.

29. Bensaïd, D., « Une introduction revisitée », juin 2008 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article10230>

30. Une lecture unilatérale à propos de laquelle Bensaïd lui-même a indiqué qu'elle devait être corrigée à la lumière de la publication de l'ouvrage longtemps inédit de Lukács : *A Defence of History and Class Consciousness : Tailism and the Dialectic*, Verso, Londres 2000.

31. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 117.

32. Bensaïd, D., « Une introduction revisitée », juin 2008 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article10230>

33. Bensaïd, D., « Contribution à un débat nécessaire... », art. cit.

34. Roso, D. et Mascaro, F., « Daniel Bensaïd, une politique de l'opprimé. De l'actualité de la révolution au pari mélancolique », *Revue Période*, avril 2015 : <http://revueperiode.net/daniel-bensaïd-une-politique-de-l'opprime-de-l'actualité-de-la-revolution-au-pari-mélancolique/>



quence négative en est que la discussion stratégique sur le moment décisif ne s'est pas accompagnée, dans la même mesure, d'une réflexion équivalente sur les processus de formation de la conscience de classe, la légitimité du pouvoir, et les tâches politiques pertinentes à long terme. Le tournant qui fera suite à l'ultra-gauchisme de cette période corrigera en partie cette question, une correction amplifiée encore dans son étape de maturité intellectuelle, sans qu'il en tire toutefois, comme je l'analyserai plus loin, toutes les conséquences stratégiques possibles.

Un aspect qu'il est important de souligner rétrospectivement, pour évaluer avec justesse sa politique dans cette période gauchiste, est que la réification relative du parti et la centralité absolue de sa construction, comme clé de voûte de la stratégie révolutionnaire, se sont toujours accompagnées d'une authentique culture démocratique, sans aucun doute un signe distinctif de la tradition politique de Bensaïd. Les dirigeant-es de la Ligue, rappelle-t-il, ont toujours été caractérisé-es par une « *culture égalitaire et une défiance tenace envers les effets de hiérarchie et de commandement* », dans une sorte de « *léninisme libertaire* » (36).

C'est ce qui a sans doute évité une vision erronée de beaucoup des polémiques fébriles et hâtives de l'époque et a, surtout, empêché toute dégénérescence interne, en termes de conception organisationnelle, de discipline, et de relations personnelles, dans le cadre du léninisme pressé et volontariste de la période. Une question décisive à l'heure de faire le bilan.

La dissolution de la LC par le gouvernement français en 1973, suite à l'action visant le meeting du groupe fasciste Ordre nouveau, a marqué un point d'inflexion et a été l'occasion de réfléchir à un début de réorien-

tation. Victime d'un excès de passion volontariste et subjectiviste, nécessaire peut-être dans une certaine mesure pour susciter l'hyper-militantisme de la période, la LC n'a cependant jamais franchi de seuil fatidique, contrairement à d'autres organisations et courants de l'époque qui se sont engagés dans la voie de la lutte armée ou celle d'un isolement irréversible. Les raisons en résident dans son ancrage dans la tradition historique du mouvement ouvrier, son ouverture et sa connaissance directe de la réalité latino-américaine, acquises du fait de son appartenance à la IV^e Internationale.

À partir de 1974, la fondation de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a été l'occasion d'une réorientation stratégique qui a rompu avec le volontarisme de la période précédente au bénéfice d'une politique centrée sur le « *front unique* », l'implantation dans la société, et l'objectif d'attirer celles et ceux qui étaient caractérisés comme une « *avant-garde large* », c'est-à-dire les couches de travailleur-es et d'étudiant-es politisés et radicalisés qu'il fallait disputer aux organisations politiques réformistes traditionnelles (37).

Cette réorientation s'est développée dans le cadre de l'opposition au « *programme commun* » qu'ont adopté le PS et le PCF en 1972 pour offrir une perspective politico-électorale alternative à la droite gaulliste. À l'occasion du congrès de l'organisation italienne Lotta Continua en 1975, Bensaïd, analysant la politique menée par cette organisation, relevait ses efforts pour développer une « *ligne de masse* » tout en soulignant ses limites stratégiques marquées par l'absence de toute réflexion sur la tactique unitaire vis-à-vis du reste de la gauche révolutionnaire et en direction des organisations réformistes, oscillant souvent entre des positions spontanéistes et des conceptions gradualistes (38).

La publication de *la Révolution et le Pouvoir* (1976) lui a donné l'occasion d'un bilan plus systématique de la politique suivie jusqu'alors et de la recherche d'une approche plus complexe de la stratégie révolutionnaire. La réflexion sur « *le pouvoir* » est le fil conducteur de l'ouvrage : « *La première révolution prolétarienne a donné sa réponse au problème de l'État. Sa dégénérescence nous lègue celui du pouvoir. L'État est à détruire, sa machinerie à briser. Le pouvoir à défaire, dans ses institutions, ses ancrages souterrains (la division du travail notamment). Comment la lutte par laquelle le prolétariat se constitue en classe dominante peut-elle, malgré la contradiction apparente, y contribuer ? Il faut reprendre l'analyse des cristallisations du pouvoir dans la société capitaliste* » (39).

Dans ce livre, Bensaïd se proposait de mener à bien une triple réflexion sur les rapports de pouvoir, le bilan du stalinisme et une synthèse des débats stratégiques du XX^e siècle, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (IC) jusqu'aux récentes expériences du Chili et du Portugal, en passant par la Guerre civile espagnole. Le livre polémiquait à la fois contre l'immobilisme structuraliste d'inspiration althussérienne, les courants eurocommunistes et néoréformistes qui réinterprétaient Gramsci dans un sens parlementariste et gradualiste, et les philosophies émergentes du désir. Il leur opposait une stratégie révolutionnaire qui

35. Bensaïd, D., Une lente impatience, op. cit., p. 108-124.

36. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 451 ; Bensaïd utilise cette expression dans ses mémoires ainsi que dans une discussion sur la bureaucratie, l'auto-organisation et le pouvoir dans une entrevue réalisée en 2006 par Jorge Sanmartino : « L'hypothèse d'un "léninisme libertaire" reste un défi de notre temps » : <http://www.democraciasocialista.org/?p=2562>. Il y a diverses références à l'anarchisme dans les écrits de Bensaïd mais pas d'exploration systématique de la pensée libertaire ni d'exploration de ses relations réelles et potentielles avec le marxisme.

37. Roso, D. et Mascaró, F., « Daniel Bensaïd, une politique de l'opprimé... », art. cit.

38. Bensaïd, D., « Italie. Les avatars d'un certain réalisme. Le congrès de Lotta Continua », *Quatrième Internationale* n° 20-21, nouvelle série, printemps 1975 : <http://danielbensaid.org/Italie-Les-avatars-d-un-certain?lang=fr>

39. Bensaïd, D., *la Révolution et le Pouvoir*, Stock, Paris 1976 ; la même année, dans un article co-écrit avec Antoine Artous pour *Critique Communiste*, la revue théorique de la LCR, il insistait également sur cette réévaluation de la politique suivie après 1968 à la lumière des débats stratégiques de la IV^e Internationale : Artous, A. et Bensaïd, D., « Que faire ? (1903) et la création de la Ligue Communiste (1969) », *Critique Communiste* (mars 1976) : <http://danielbensaid.org/Que-faire-1903-et-la-creation-de?lang=fr>

Marxisme

mettait l'accent sur la perspective du double pouvoir, la grève générale révolutionnaire et la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier sur la base de cette orientation.

Même si, au cours des années, Bensaïd devait reformuler certains de ses postulats et complexifier encore davantage son analyse aussi bien des modalités de domination que de la stratégie révolutionnaire, les idées-forces en matière de stratégie ébauchées dans *la Révolution et le Pouvoir* sont restées en grande partie les piliers de sa pensée stratégique.

Sa réflexion stratégique dans cette période est complétée par trois articles de fond : *Hégémonie, autogestion et dictature du prolétariat* (mai 1977), *Eurocommunisme, austromarxisme et bolchevisme* (octobre 1977) et *Grève générale, front unique, dualité du pouvoir* (janvier 1979) auxquels s'ajoute le court livre *l'Anti-Rocard* (1980) (40). Dans ces écrits il poursuit une ligne d'argumentation similaire, préconisant la recherche d'une voie révolutionnaire distincte des versions gradualistes et parlementaristes représentées par l'eurocommunisme ou de nouveaux courants réformistes et « *autogestionnaires* » proches du Parti socialiste, qu'il rapproche des conceptions austromarxistes des années 1920 pour ce qui est de la conception de l'État, de la politique et des élections.

Il faut encore rappeler que pendant toute cette période, la politique de construction de la Ligue a également pris la forme d'une participation propagandiste aux élections, en utilisant les campagnes électorales pour essayer de toucher un public plus large, pour faire connaître le parti, et pour opposer son projet à celui de la gauche majoritaire. Le résultat de la première campagne présidentielle de Krivine en 1969 (1,06 %), qui n'était plus que de 0,36 % en 1974, reflétait

un isolement social au sens large de la gauche révolutionnaire et, également, la logique particulière de l'affrontement électoral, où des facteurs comme l'utilité du vote sont décisifs et où la fidélité n'est enfreinte que dans des circonstances très exceptionnelles.

Cela « *nous a édifés sur la lenteur glaciaire des phénomènes électoraux* » (41), même s'il n'y a pas eu de vraie réflexion dans les rangs de la LCR sur le rôle spécifique des élections dans sa politique de construction, ni sur les caractéristiques des campagnes électorales et les aptitudes nécessaires pour les mener avec succès (en particulier la communication ou le rapport avec les moyens de communication), ce qui a conduit à des erreurs de ciblage et de communication importantes dans ces deux campagnes présidentielles (42).

À contre-courant en plein crépuscule

Le changement de décennie annonçait aussi un changement de période. La fin de l'aventure, en janvier 1979, du quotidien *Rouge* que la LCR publiait depuis mars 1976, était déjà le signal symbolique d'une époque. Les aspirations générationnelles de promotion sociale allaient de pair avec l'ascension du mitterrandisme qui parviendra au pouvoir en mai 1981.

Contrairement aux attentes de la Ligue, aucune vague de mobilisation n'a fait suite à la victoire socialiste et elle n'a pas été le prélude à une déstabilisation des institutions de la Ve République. Lors de son 6^e congrès en janvier 1984, elle corrigera cette analyse, ce qui, au fond, revenait à prendre acte des transformations intervenues dans le mouvement ouvrier et la classe ouvrière. En 1986, dans une contribution aux débats internes de la Ligue, Bensaïd écrivait : « *La toile de fond, c'est une crise historique du mouvement ouvrier. Tout un cycle de son histoire est en train de s'achever sous nos yeux, alors que la recomposition dont nous parlons tant, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, revêt des formes embryonnaires éclatées et reflète de profondes différenciations sociales et géographiques* » (43).

Au début des années 1970, la LCR se concevait elle-même comme une organisation qui luttait pour accomplir un changement révolutionnaire à la tête du mouvement ouvrier, en évinçant les organisations réformistes traditionnelles. Sa vision a évolué ensuite vers l'hypothèse d'une recomposition plus complexe sur le plan politique et syndical. Finalement, la crise du mouvement ouvrier et les changements matériels – de composition, de conscience et de cultures

dans la classe ouvrière – ont montré que « *cette recomposition ira de pair avec un bouleversement et un renouvellement social de la classe ouvrière elle-même, de son expérience, de sa culture, de ses organisations* » (44).

Tout au long des années 1980, le projet de parti de la Ligue s'est affaibli. Une bonne partie de ses membres se sont repliés sur l'intervention dans les mouvements sociaux et les syndicats, une façon de poursuivre leur engagement militant et de maintenir une certaine insertion dans la société. La Ligue a perdu en punch et en capacité de centralisation, ne survivant que par l'activisme social inné d'une partie importante de ses cadres. Absente déjà de l'élection présidentielle en 1981 (faute d'avoir recueilli les parrainages nécessaires pour pouvoir se présenter), son intervention propagandiste dans les élections a connu une évanescence au cours de la décennie, reflétant un déclin organisationnel. La LCR participera cependant à l'expérience manquée de la candidature à la présidentielle de Pierre Juquin, dissident du Parti communiste soutenu par divers collectifs et comités de base, dont la dynamique s'est essoufflée après ses résultats décevants (2,1 %) et du fait des limitations stratégiques et politiques du candidat lui-même (45).

Pour la première fois, la génération de Bensaïd a eu le sentiment clair d'aller à contre-courant de l'histoire, voire même d'être écrasée par elle. S'ouvrait alors une période d'incertitude. Les perspectives de la révolution se sont éloignées avec la même force qu'elles étaient apparues. Résister à contre-courant est progressivement devenu la principale tâche des organisations révolutionnaires. Refuser de se conformer au cours du monde, non pas pour l'ignorer ou s'enfermer dans des fantasmagories sectaires, mais pour ne pas se réconcilier avec lui.

Dans cette ambiance de recul, il y avait incontestablement des contre-tendances concrètes à l'échelle mondiale, mais sans qu'elles fussent à provoquer un changement de dynamique global. Certaines d'entre elles ont occupé une place importante dans l'activité militante de Bensaïd, comme la solidarité avec la révolution sandiniste ou l'expérience du mouvement de masse contre la dictature au Brésil qui a nourri la construction du Parti des travailleurs (PT) où la section brésilienne de la IV^e Internationale, Démocratie socialiste (DS), a joué un rôle notable en se transformant en un courant important au sein du PT et en un pilier essentiel de son aile gauche. Voici comment il synthétise l'expérience de la DS dans ses mémoires : « *Nos camarades s'accordèrent*

40. Artous, A., et Bensaïd, D., « Hégémonie, autogestion et dictature du prolétariat » (mai 1977) : <http://danielbensaid.org/Hegemonie-autogestion-et-dictature> ; « Eurocommunisme, austromarxisme et bolchevisme » (octobre 1977) : <http://danielbensaid.org/Eurocommunisme-austromarxisme-et> ; « Grève générale, front unique, dualité du pouvoir » (janvier 1979) : <http://danielbensaid.org/Greve-generale-front-unique> ; et Bensaïd, D., *Anti-Rocard ou les haillons de l'utopie*, La Brèche, Paris 1980.

41. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 134.

42. Krivine lui-même fait un bref bilan de ses deux candidatures dans Krivine, A., *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, Paris 2006, pp. 179-186.

43. Bensaïd, D., « Contribution à un débat nécessaire... », art. cit.

44. Bensaïd, D., « Contribution à un débat nécessaire... », art. cit.

45. Krivine, Alain, *Ça te passera avec l'âge*, op. cit., pp. 192-193.

que la construction de leur propre courant était organiquement liée à celle du Parti des travailleurs, conçue non comme une simple opportunité tactique mais bien comme une orientation stratégique. [...] Les définitions programmatiques et idéologiques viendraient au fur et à mesure des expériences collectives. » (46)

C'était une expérience de construction d'un parti assez différente de celle de la LCR et de ses organisations sœurs en Europe, qui étaient nées avec l'objectif d'une accumulation rapide de forces en tant que partis indépendants, en dehors des forces traditionnelles, dans la perspective d'une crise révolutionnaire continentale qui permettrait la « fusion directe du noyau programmatique et du mouvement de masse » (47).

Durant toute la décennie, Bensaïd a participé aux discussions de la DS, en l'accompagnant dans ses débats et en cherchant à les insérer dans une perspective internationale. C'est une décennie où la DS est passée d'un petit collectif à une force représentant 10 % des délégués au congrès du PT, avec une implantation politique et sociale significative, en particulier dans l'État de Rio Grande do Sul. Parallèlement le PT a connu une croissance spectaculaire sous l'impulsion d'un nouveau mouvement ouvrier et s'est converti en une référence internationale, dans un contexte de reflux où le Brésil représentait une exception à contre-courant. Son évolution a connu des dynamiques contradictoires et à partir de 1989 ont prédominé incontestablement les tendances vers son institutionnalisation et la modération de sa politique. Dans cette conjoncture, la double identité « révolutionnaire » et « pétiste » de la DS a fait naître des contradictions, sans que la DS elle-même en tire les conclusions pertinentes (48).

Au-delà du Brésil, Bensaïd a aussi joué un rôle important dans l'accompagnement de l'organisation mexicaine de la IV^e Internationale, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), qui a acquis une force notable à la fin des années 1980, dans un contexte de crise du modèle d'État et de régime politique issu de la révolution mexicaine, sous l'impact de la crise de la dette, du tournant néolibéral et de la corruption généralisée. À la différence de la DS, le cas du PRT était une expérience de construction plus classique dans l'histoire de la IV^e Internationale et plus proche de l'expérience française (dans une situation politique néanmoins radicalement différente dans les années 1980). En 1986 le PRT a compté six députés, parmi lesquels la figure connue de Rosario Ibarra, et a gagné la direction d'une petite municipalité rurale dans l'État de

Morelos. Ibarra sera la candidate du PRT à l'élection présidentielle de 1988, où elle jouera un rôle important dans la mobilisation contre la fraude électorale qui a empêché la victoire de Cuauhtémoc Cárdenas, lui-même restant passif et conciliateur face à la manipulation des résultats.

Bensaïd a toujours gardé un bon souvenir de ses équipées mexicaines, comme en témoigne le chapitre qu'il leur consacre dans sa biographie, où il mêle le Mexique qu'il a connu à l'histoire du Mexique révolutionnaire et du Mexique de Trotski, de Frida Kalho et des légendes et des hérésies qui montraient que « de Canudos à la Cristiade, le contretemps de l'histoire est scandé de révoltes populaires ambivalentes ». Le Mexique de Bensaïd était également celui d'un de ses romans préférés, *Sous le volcan*, de Malcolm Lowry, que son auteur présentait comme « une prophétie, un avertissement politique » (49). La prophétie en tant qu'avertissement politique conditionnel sera précisément un des thèmes centraux de l'œuvre bensaïdienne écrite à partir de la fin des années 1980.

Comme nous l'avons vu, face à une réalité internationale et européenne qui soumettait à rude épreuve les hypothèses révolutionnaires des décennies précédentes, Bensaïd a commencé à consacrer davantage de temps au travail théorique, même s'il ne devait éclore sous forme d'écrits qu'à partir de la fin de la décennie, avec la volonté de conforter plus encore un engagement pour la révolution qu'il n'a jamais voulu renier ni abandonner.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la rédaction de *Stratégie et parti* (1987), fruit d'un stage de formation de cadres de la Ligue. Sous la forme synthétique d'une brochure, Bensaïd s'efforçait de tirer un bilan des principales expériences révolutionnaires et des débats du mouvement ouvrier. Dans un certain sens, on peut considérer ce texte comme la meilleure synthèse du travail d'élaboration stratégique développé par la Ligue depuis sa création (50). Peu avant *Stratégie et parti*, Bensaïd a également publié une courte brochure, transcription d'un cours de formation à l'IIRF d'Amsterdam, *les Années de formation de la IV^e Internationale 1933-38* (51), une réflexion circonscrite aux origines historiques du courant auquel il appartient, avec pour objectif de comprendre une partie des problèmes postérieurs, et qui peut être lue comme un complément de *Stratégie et parti*.

On peut ajouter à ces deux textes l'article déjà mentionné, « Contribution à un débat nécessaire sur la situation politique et

notre projet de construction du parti » (52), un texte de 1986 préparatoire aux débats d'avant-congrès de la LCR dans lequel il se livre à un examen de la politique de l'organisation et de l'évolution du mouvement ouvrier. Ensemble, ces trois textes, dont incontestablement *Stratégie et parti* est le plus substantiel, synthétisent bien les préoccupations stratégiques de Bensaïd dans une conjoncture politique difficile : affaiblis, à contre-courant, hésitant sur la voie à suivre, mais avec des convictions à l'épreuve des bombes. C'est ainsi que Bensaïd résume la situation.

Sa réflexion stratégique a pour prémisse le maintien des objectifs fondateurs de son engagement militant : l'horizon révolutionnaire, quelque éloigné qu'il soit de la réalité, quelque ténues qu'en soient les attentes. La méthode choisie consistait dans l'étude des expériences du passé avec l'objectif d'en extraire des leçons pertinentes. Une méthode nécessaire et indispensable pour la compréhension du présent et pour ne pas répéter par ignorance des erreurs avérées mais qui, simultanément, entraîne des risques et a été utilisée de façon caricaturale dans les rangs de la gauche révolutionnaire, avec des analogies superficielles entre situations non comparables qui apportaient des réponses mécaniques incapables, en réalité, de permettre une réflexion nuancée.

Au contraire, pour Bensaïd, « les analogies historiques peuvent aider à réfléchir, mais elles ne proposent en aucun cas des "modèles" ou des modes d'emploi. Elles encouragent seulement à faire preuve d'imagination et à vérifier que l'intransigeance sur les principes, loin d'exclure la souplesse tactique, peut la favoriser » (53). Autrement dit, connaître le passé ne doit pas servir à lire le présent de façon rigide, mais au contraire à ouvrir de nouvelles fenêtres pour s'en appro-

46. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 311.

47. Bensaïd, D., « Contribution à un débat nécessaire... », art. cit.

48. Machado, J., (2012), « Brésil », in Sabado, F., (éd.), *Daniel Bensaïd, l'intempestif*, op. cit. pp. 119-132 ; je reviendrai plus loin dans cet article sur la question du PT et de la DS.

49. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 359 ; cette citation de Malcolm Lowry, reprise de Bensaïd, est extraite de la préface de 1948 de *Sous le volcan*.

50. Palheta, U. et Salingue, J., « Daniel Bensaïd, trajectoire d'une pensée stratégique », in Bensaïd, D., Palheta, U. et Salingue, J., *Stratégie et parti*, op. cit.

51. Bensaïd, D., *Les Années de formation de la IV^e Internationale, Cahiers d'étude et de recherche n° 9*, IIRF, Amsterdam 1988.

52. Bensaïd, D., « Contribution à un débat nécessaire... », art. cit.

53. Bensaïd, D., *Les Années de formation de la IV^e Internationale*, op. cit. p. 21.

Marxisme

cher avec plus de précision.

Le bilan stratégique des expériences et des principales controverses de l'histoire du mouvement ouvrier reprend les grandes lignes de discussion et d'argumentation développées dès *La Révolution et le Pouvoir*, mais sont maintenant synthétisées dans un contexte plus défensif et où le doute, au moins partiel, quant aux objectifs fondateurs affecte les cadres du parti, en ce qui concerne non pas leur justesse, mais leur faisabilité. De ce fait, l'exposé de Bensaïd commence par réaffirmer la nécessité de créer la possibilité d'une révolution, chose qu'il aurait considérée comme acquise dans ses écrits de la décennie précédente : « *Il est difficilement pensable de construire une organisation révolutionnaire sans la conviction partagée qu'une révolution est possible dans un pays capitaliste développé. Pas seulement des explosions sociales qui, sous les coups de marteau de la crise, sont probables ou certaines, mais une situation révolutionnaire débouchant sur une possibilité de victoire. Si on ne pense pas, en effet, que la conquête du pouvoir par la classe travailleuse est possible, si on ne travaille pas patiemment dans cette perspective, alors il est inévitable de glisser en pratique vers la construction d'autre chose. Une organisation de résistance, utile au jour le jour, dans le meilleur des cas... Mais le renoncement au but final ne tardera pas à dicter des accommodements pseudo-réalistes dans la lutte quotidienne même...* » (54).

La discussion sur le parti, dans la deuxième partie de la brochure, prend en compte le contexte politique de l'époque, celle d'un questionnement de l'engagement partisan et de repli sur les mouvements sociaux d'une grande partie des militants des années 1960-1970. Alors qu'il est mis en doute quant à son sens et à son utilité, Bensaïd analyse le parti en remontant aux origines des débats fondateurs du mouvement ouvrier et aux conceptions de Marx, pour qui le parti a toujours recouvert deux significations : l'une, concrète, incarnée dans une organisation à la vie souvent éphémère, et

l'autre, générale, qui se réfère au mouvement historique de la classe ouvrière.

Bensaïd ébauche une série d'analyses sur le parti dont il conservera le noyau fondamental dans ses écrits postérieurs et dans sa période la plus prolifique en tant qu'auteur : la distinction entre parti et classe en s'inspirant de Lénine, la définition du parti comme une organisation qui prend des initiatives et cherche activement à modifier la conjoncture en agissant sur tous les terrains comme un tribun populaire, et la défense de la pluralité et du pluralisme politique telle qu'on la trouve dans les écrits de Trotski dans les années 1930. Je reviendrai plus loin sur ces questions, de façon plus détaillée, en analysant ses écrits des années 1990 et 2000, où la pensée de Bensaïd évolue avec quelques ruptures.

Dans une conjoncture de reculs, de décomposition des références, il insiste sur l'importance de garder comme boussole l'objectif révolutionnaire et, simultanément, de laisser ouvert le chemin à parcourir pour l'atteindre, autrement dit, la politique concrète à mettre en œuvre. Son point de départ est de maintenir bec et ongles le parti pris de la révolution et, par voie de conséquence, de la construction d'un parti révolutionnaire.

Tâche impossible au vu du signe des temps ? Nous n'avons pas encore dit notre dernier mot et il ne faut pas défaillir au moment de s'y engager car, comme il l'écrit vers la fin de *Stratégie et parti*, « *la vie a l'imagination plus fertile que nous, et nous n'avons certainement pas tout vu. Mais notre problème, celui sur lequel nous essayons d'agir, c'est qu'il existe au moins un parti révolutionnaire, et le plus fort possible.* » La question est de bien comprendre que le « *vrai problème stratégique est de construire et renforcer un parti révolutionnaire. Nous déterminons le but. Le chemin ne dépend pas que de nous et il peut être sinueux. Mais le but doit rester clair.* » C'est en ces termes qu'il conclut sa réflexion à contre-courant.

Les années postérieures à *Stratégie et parti* approfondiront encore ce climat crépusculaire et défensif. La perspective de la révolution ne cessait de s'éloigner alors que, avec la même intensité, le capitalisme apparaissait toujours davantage comme le seul modèle envisageable. Résister à contre-courant sans jamais défaillir sera l'activité à laquelle se consacrera Bensaïd, en cherchant toujours à ne pas tomber dans une éthique de résistance confortable ni une esthétique de la défaite. Penser stratégiquement, et dans le cadre d'un engagement militant et partisan, sera toujours son principal objectif.

Pourtant, dans un retour sur cette période, il affirmera plus tard : « *Tout combat minoritaire de longue haleine peut se complaire dans une esthétique de la défaite : vaincus, mais dans la dignité... Il faut un effort permanent de lucidité sur soi-même. Il y a un peu de cette tonalité dans ce que j'ai écrit à la fin des années 1980 : avec la contre-réforme libérale, on avait l'impression que le sol se dérobaît sous nos pieds. Quitte à être les derniers des Mohicans, au moins tomber la tête haute.* » (55)

Une politique profane à contre-temps

La fin des années 1980 et le début des années 1990 ont été marqués par une ambiance de défaite du mouvement ouvrier (et des mouvements populaires plus généralement) devant les avancées du néolibéralisme. La chute du Mur de Berlin en 1989, la première Guerre du Golfe en 1990 et la désintégration de l'URSS en 1991 ont ouvert la voie à une nouvelle étape historique, un « *nouvel ordre mondial* », pour reprendre une expression marquée du sceau du président nord-américain George Bush en 1991.

Codifié dans le Consensus de Washington en 1989, le néolibéralisme est devenu la seule politique économique et la seule cosmogonie possibles. Fukuyama proclamait la fin de l'histoire (56). Il n'y avait pas d'autre horizon que le capitalisme et la démocratie libérale. Fin de parcours, donc. Il fallait soit capituler définitivement soit reprendre le chemin à son point de départ sans jamais se réconcilier avec le monde tel qu'il était.

Le choix de Bensaïd est d'entretenir, contre toute évidence, la flamme de l'engagement révolutionnaire, avec autant de force dans la conviction que de fragilité dans l'espérance, convaincu que « *l'histoire n'est pas finie et l'éternité n'est pas de ce monde* » (57). Il s'agissait alors de se maintenir tant bien que mal à flot en plein naufrage. Avec pour seule certitude la voie choisie au milieu des années 1960, malgré les erreurs commises sur le parcours. Avec pour seule certitude le combat engagé, malgré les maigres résultats obtenus. « *Nous nous sommes parfois trompés, souvent peut-être, et sur bien des choses. Du moins ne nous sommes-nous trompés ni de combat ni d'ennemis* » écrivait-il rétrospectivement (58).

La trajectoire de Bensaïd est celle du passage du sentiment d'imminence de la révolution exprimée dans la formule que nous avons commentée « *l'histoire nous mord la nuque* » à la lente impatience, formule qu'il reprend à George Steiner et qu'il a choisie

54. Bensaïd, D., *Stratégie et parti*, op. cit., p. 55.

55. Bensaïd, D., (2012), « Quand l'histoire nous désenchante », entrevue in Sabado, F., (éd), *Daniel Bensaïd l'intempestif*, op. cit., p. 172.

56. Fukuyama, F., *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Flammarion, coll. Histoire, Paris 1992, rééd., coll. « Champs », 2009 ; Fukuyama, F., « The End of History ? », *The National Interest*, 1989 : https://www.embl.de/aboutus/science_society/discussion/discussion_2006/ref1-22june06.pdf.

57. Bensaïd, D., *Le Sourire du spectre*, Éditions Michalon, Paris 2000, p. 230.

58. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 18.

pour titre de son autobiographie *Une lente impatience*, publiée en 2004. Il y écrit, tirant le bilan du parcours suivi depuis les années 1960 : « nous avons dû nous initier à cette patience biblique, à cette vieille patience juive, plus de cinq fois millénaire, transformée aujourd'hui en patience et en endurance palestiniennes. »

À la « rude école de la patience » il a fallu « apprendre "l'art de l'attente" ». Une attente qui en aucun cas ne doit être confondue avec la passivité ou la résignation. C'est l'art « d'une attente active, d'une patience pressée, d'une résistance et d'une persévérance, qui sont le contraire de l'attente passive d'un miracle » (59). Tirant sur ce fil, Bensaïd en vient à concevoir l'engagement politique en termes de « pari », reprenant l'interprétation marxiste que donne Lucien Goldmann (60) du pari pascalien sur l'existence de Dieu, à laquelle il ajoute la notion de sa dimension mélancolique. Changer le monde est alors un pari. « Il devient mélancolique, ce pari, lorsque le nécessaire et le possible divergent » (61), ainsi qu'il le développe dans le *Pari mélancolique* (62). La politique du pari (mélancolique) est alors l'apogée de son caractère profane.

La « résistance », ce n'est pas un hasard, sera un des leitmotifs de l'œuvre qu'il développera dans cette phase de sa vie. « Je résiste, donc je suis. Jusqu'à l'agonie. » (63) déclare Bensaïd en reformulant la maxime de Descartes, dans une double analogie politico-vitale. Résister de toutes ses forces à un ordre insupportable. Résister de toutes ses forces jusqu'au dernier souffle, contre la tempête néolibérale et contre le mal incurable. La résistance est liée, de ce fait, à la persévérance, à la constance et à la fidélité à ses propres convictions et au refus de céder devant l'adversaire. « Résistance rime donc avec endurance » (64).

Mais à la différence de nombreux intellectuels contemporains, Bensaïd refuse de tomber dans un résistentisme éthique et esthétique, aussi digne que politiquement stérile, quand bien même il pourrait s'y laisser aller quelque peu à l'occasion, comme l'indique sa réflexion citée ci-avant. Il ne s'accommode pas plus de l'activisme social mouvementiste qui, face au poids écrasant de rapports de forces matérielles et intellectuelles très défavorables, renonce à se poser la question d'un changement global de système et considère perdue la sphère politique.

La résistance bensaïdienne comporte en soi la volonté de passer à la contre-attaque et a pour fondement de vouloir reconstruire une pensée stratégique. Il ne faut pas s'enfermer dans les « résistances sans projet » (65). Résister est le point de départ, le commencement de tout, mais cela implique un acte d'affirmation qui permet d'aller au-delà de ce à quoi on résiste et du seul horizon de la résistance en tant que telle. C'est en « résistant à l'irrésistible qu'on devient révolutionnaire sans le savoir » (66) écrit Bensaïd à la fin des années 1990. Mais cela



implique, pour vaincre, de commencer à penser stratégiquement, car il n'y a « pas de victoire sans stratégie » (67).

La stratégie est, sans doute, la clé de voûte de toute la réflexion bensaïdienne et de toute sa conception de la politique. Keucheyan a donc raison de le considérer comme « le plus stratège de tous les penseurs critiques contemporains » (68). La réflexion stratégique, et c'est là une particularité notable de Bensaïd, se développe à partir de l'engagement dans les rangs d'un parti, et pas en s'y refusant (69). On s'y livre avec la volonté de réactualiser les chemins vers un horizon de révolution et de socialisme, et pas pour y renoncer. Mieux penser pour mieux agir et arriver ainsi à destination. Ne pas renoncer à cet horizon en s'abusant soi-même, en affirmant qu'il n'est pas valide et qu'il ne l'a jamais été, et que d'autres étapes plus proches sont, elles, opératoires.

D'une certaine façon, à partir de la fin des années 1980, Bensaïd radicalise ce qu'il a ébauché dans *Stratégie et parti* et que nous avons déjà relevé : maintenir de toutes ses forces les objectifs qui ont fondé l'engagement révolutionnaire acquis au milieu des

années 1970 et, simultanément, laisser largement ouvertes les formes qui doivent y conduire, mais avec une réflexion théorique plus riche et plus ouverte, sous l'influence décisive de Walter Benjamin.

Comment recommencer stratégiquement après la défaite ? Bensaïd répond synthétiquement par une formule empruntée à Deleuze, « on recommence toujours par le milieu » (70). Ni *tabula rasa* ni répétition béate d'une tradition pétrifiée. La question de la transmission et de l'héritage est devenue à cette étape une question cruciale pour Bensaïd, qui se demande que transmettre et comment. Lui-même a joué finalement une fonction de lien, de « passeur » qui, comme le rappelle Traverso (71), a trois significations : entre générations, entre traditions théoriques et entre organisations de pays et de continents différents. D'une certaine façon, ces trois niveaux se superposent en s'enchevêtrant.

Bensaïd fait sienne l'assertion de Derrida pour qui « l'héritage n'est pas une propriété, une richesse acquise, que l'on met en banque pour faire des intérêts et des dividendes, mais "une affirmation active, sélective, qui peut parfois être réanimée et réaffirmée plus par des héritiers illégitimes que par des héritiers légitimes" » (72). Cela implique que

59. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., pp. 30-31.

60. Goldmann, L., *Recherches dialectiques*, Gallimard, Paris 1967.

61. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 454.

62. Bensaïd, D., *Le Pari mélancolique. Métamorphoses de la politique, politique des métamorphoses*, Fayard, Paris 1997. J'analyse en détail la question du pari mélancolique dans Antentas, J. M., « D. Bensaïd, Melancholic Strategist », art. cit.

63. Bensaïd, D., *Résistances. Essai de taupologie générale*, Fayard, Paris 2001, p. 32.

64. Bensaïd, D., *Résistances*, op. cit., p. 36.

65. Bensaïd, D., *Résistances*, op. cit., p. 247.

66. Bensaïd, D., *Éloge de la résistance à l'air du temps*, op. cit., p. 77.

67. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 463.

68. Keucheyan, R., *Hémisphère Gauche*, La Découverte, Paris 2013.

69. Palheta, U. et Salingue, J., « Daniel Bensaïd, trajectoire d'une pensée stratégique », in Bensaïd, D., Palheta, U. et Salingue, J., *Stratégie et parti*, op. cit.

70. Deleuze, G., *Dialogues*, Flammarion, Paris 1996 [1977], p. 50.

71. Traverso, E., « Le passeur », *Lignes* n° 32, mai 2010, pp. 174-183.

72. Bensaïd, D., *Résistances. Essai de taupologie générale*, op. cit., p. 186. La citation de Derrida est extraite de Derrida, J., *Marx en jeu*, Descartes & Cie, Paris 1998.

73. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 10.

Marxisme

« les héritiers décident de l'héritage » et « lui sont plus fidèles dans l'infidélité que dans la bigoterie mémorielle » (73). Au-delà du jeu de mots il y a l'invitation, loin d'oublier les expériences passées, à les lire les yeux ouverts, prêts à réinterpréter en permanence ce que l'on croit déjà connaître et retenir ce qui est encore utile pour le combat présent, dont l'incertitude est proportionnelle à la hauteur des défis qui se présentent.

Le maintien de sa fidélité et de la continuité de son positionnement politique et organisationnel fait que l'œuvre de Bensaïd implique de facto le recours à l'opération hégélienne de l'*Aufhebung* (74) sur sa propre tradition politique (75). Autrement dit, dépassement et préservation simultanément, dépassement sans reniement. Dans l'un de ses textes de bilan politico-historique il se réclame d'un « certain trotskisme » dont l'héritage « est sans doute insuffisant, mais non moins nécessaire pour défaire l'amalgame entre stalinisme et communisme, libérer les vivants du poids des morts, et tourner la page des désillusions » (76).

Ce regard particulier sur sa propre tradition est bien reflété dans ce qu'il écrivait vers la fin de sa vie, en 2008, à la veille de la dissolution de la LCR préparatoire à la création

du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : « Au fur et à mesure qu'approche le moment du passage de témoin entre la Ligue et le nouveau Parti, certains demandent avec de plus en plus d'insistance aux quelques dizaines de "vétérans" que nous sommes, fondateurs de la Ligue en 1969 ou de l'organisation de jeunesse exclue des étudiants communistes (JCR) qui l'a précédée en 1966, si nous n'éprouvons pas un pincement nostalgique au cœur au moment de la voir disparaître pour transcroître dans une force nouvelle. Nous avons plutôt le sentiment (et un peu de fierté, avouons-le) du travail accompli et du chemin parcouru. Il fut bien plus long que nous ne l'imaginions dans l'enthousiasme juvénile des années 60, et il n'est pas facile de rester aussi longtemps des "révolutionnaires sans révolution" » (77).

La flamme de la révolution, aussi nécessaire qu'évanouie de l'horizon, se maintient chez Bensaïd moyennant une conception de l'histoire comme un processus ouvert, sans destin préfiguré, qui s'interprète à partir d'une raison messianique inspirée de Walter Benjamin et ses *Thèses sur le concept d'histoire*. Le tournant bensaïdien vers Benjamin se situe dans le cadre d'une revalorisation de l'héritage de ce dernier de la part de nombreux intellectuels de gauche dans une situation de défaite comme celle des années 1980.

La particularité du tournant benjaminien de Bensaïd n'est pas seulement l'intérêt qu'il porte à un Benjamin politique, dans le sillage d'autres auteurs comme Löwy ou Eagleton, mais surtout de son usage stratégique de l'auteur des *Thèses* (78). Les influences du messianisme de Benjamin se combinent chez Bensaïd avec celles d'Auguste Blanqui et de Charles Péguy. Au premier il emprunte la notion de « bifurcation » qui a une incidence dans une conception non linéaire du temps historique et au second sa critique de la raison historique et du positivisme dominant dans le socialisme français de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e.

Un fragment du dialogue entre l'Histoire et la Mémoire par lequel Bensaïd conclut son ouvrage sur Benjamin nous donne à voir la revendication conjointe d'une conception ouverte et non linéaire de l'histoire et d'une mémoire non pétrifiée par la commémoration rituelle, au service d'une politique du présent où « l'éclosion des "peut-être" brise le cercle de l'éternel retour » (79) :

« La Mémoire : Tu n'as pas de présent.

« L'Histoire : Tu n'as plus d'avenir.

« La Mémoire : À nous deux, peut-être ?

« L'Histoire : À nous deux ? Peut-être en effet n'aurions-nous jamais dû nous séparer.

« La Mémoire : Tu serais une autre histoire.

« L'Histoire : Et tu ne serais plus la Mémoire. Ensemble, nous ne serions ni toi ni moi, mais autre chose.

« La Mémoire : À nous deux nous aurions fait de la politique.

« L'Histoire : Et notre politique ne serait plus la Politique. »

Le tournant messianique benjaminien de Bensaïd implique encore, à partir du *Moi, la Révolution* (1989), le début d'une réflexion jusqu'ici formulée de manière implicite, sur la temporalité historique, politique et sociale qui constitue l'essence véritable de la conception stratégique et de la réflexion théorique bensaïdienne, et la spécificité de son œuvre prolifique dans les deux dernières décennies de sa vie (80). Bensaïd s'engagera ainsi dans la recherche d'une « politique profane » pensée stratégiquement, où le terme « profane » comme le souligne Artous (81) sert autant de rejet de la montée des communautarismes et du retour de la religion dans la sphère politique, que le refus des visions téléologiques de l'histoire comme une fin prédestinée, en refusant toute notion de « jugement dernier » (82) qui donnerait à celle-ci un sens rétrospectif.

La politique profane de Bensaïd prétend réaffirmer l'engagement révolutionnaire dans un contexte où la révolution a disparu de l'imaginaire, sauver le communisme du stalinisme, et ne pas abandonner la lutte politique au bénéfice de l'activisme exclusivement social en faisant de nécessité vertu, en prenant en compte, toutefois, les mutations contemporaines de la politique sous l'impact du processus de globalisation.

À la recherche de la stratégie perdue

Préserver l'horizon de la révolution et du communisme a été une des tâches centrales de la politique de Bensaïd. Conçue sous la forme d'une interruption messianique du continuum de l'histoire, la révolution, pour Bensaïd, « sans image ni majuscule reste donc nécessaire en tant qu'idée indéterminée de ce changement et boussole d'une volonté. Non comme modèle, schéma préfabriqué, mais comme hypothèse stratégique et horizon régulateur » (83) d'une perspective de changement social et de rupture avec un présent insupportable. Même quand toutes les évidences semblent indiquer le contraire, Bensaïd maintient la porte ouverte à son irruption à contretemps : « Toujours anachronique, inactuelle, intempesive, elle survient entre déjà plus et pas encore. La ponctualité n'est pas son fort. Elle a le goût de l'impromptu et des surprises. Elle ne saurait, ce n'est pas son moindre paradoxe,

74. Dans un article consacré aux difficultés de la traduction philosophique, François Férier expose ainsi celles de la traduction de ce concept chez Hegel : « Le verbe, cardinal chez Hegel, aufheben, (...) recueille la triple signification de : a) relever, au sens de "mettre en haut", "faire gagner le haut" ; b) lever, au sens où l'on dit chez nous "lever la séance" ; c) élever, au sens d'"élever le débat". Ces trois significations, aucun terme, en notre langue, ne les présente à la fois, si bien que nous sommes dans l'impossibilité de rendre par un seul mot français l'un des termes majeurs de la pensée spéculative. » (note de la rédaction d'*Inprecor*)

75. Arruzza, C., « La femme est l'avenir du spectre ? », in Sabado, F., (éd.), *Daniel Bensaïd, l'intempestif*, op. cit., p. 79.

76. Bensaïd, D., *Les Trotskismes*, PUF, Paris 2002, p. 124.

77. Bensaïd, D., *Penser Agir*, Lignes, Paris 2008, pp. 22-23.

78. Pour une discussion plus détaillée du Benjamin de Bensaïd et ses accords et désaccords avec Löwy ou Eagleton, voir Traverso, E., Préface à la réédition de *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, Les prairies ordinaires, Paris 2010 [première édition 1990] ; je développe également cette question dans Antentas, J.M., « D. Bensaïd, Melancholic Strategist », art. cit.

79. Bensaïd, D., *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, op. cit., p. 275.

80. Roso, D. et Mascaro, F., « Daniel Bensaïd, une politique de l'opprimé... », art. cit.

81. Artous, A. « Daniel Bensaïd ou la politique comme art stratégique », avant-propos in Bensaïd D., *La politique comme art stratégique*, Syllepse, Paris 2011.

82. Bensaïd, D., *Qui est le juge ? Pour en finir avec le tribunal de l'Histoire*, Fayard, Paris 1999.

83. Bensaïd, D., *Le Pari mélancolique*, op. cit., p. 290.

advenir que si on ne l'attend pas – ou plus. » (84)

La politique bensaïdienne est celle d'une « immanence radicale » (85), où la crise est le moment où s'ouvrent les possibilités et les potentialités disruptives propres à la situation. Un potentiel qu'il lira sous le prisme d'un prophétisme politique messianique qui comprend la prophétie comme une anticipation conditionnelle du futur et une injonction pour passer à l'action, vu que le prophète n'est qu'un « sonneur de réveil, un fauteur de tapage, un empêqueur de somnoler en paix » (86).

La flamme révolutionnaire va de pair avec l'effort pour sauver le communisme, soumis à des jugements des plus sombres sans la moindre garantie procédurale dans les années 1990 par des auteurs conservateurs comme François Furet ou Stéphane Courtois et leurs pareils (87). Cela implique de sauver le communisme du stalinisme et des expériences bureaucratiques qui ont été sa sinistre caricature : « Céder à l'identification du communisme avec la dictature totalitaire stalinienne, ce serait capituler devant les vainqueurs provisoires, confondre la révolution et la contre-révolution bureaucratique, et forclure ainsi le chapitre des bifurcations seul ouvert à l'espérance. Et ce serait commettre une irréparable injustice envers les vaincus » (88).

Bensaïd applique indistinctement à la révolution et au communisme le qualificatif d'« horizon régulateur » ou d'« horizon stratégique régulateur » (89). Il ne développe guère ce concept, ni la façon dont révolution et communisme interagissent. Mais je crois que son point de vue découle de l'idée que tout horizon régulateur peut être conçu comme un mécanisme à deux jambes : la notion de révolution ou de rupture, et l'idée-force d'un autre modèle de société. Autrement dit, le comment et le quoi, respectivement. Un horizon régulateur qui ne marche que sur une des deux jambes, soit qu'il n'en ait qu'une, soit que l'autre soit mal définie, boite politiquement. Se tromper de chemin et/ou d'objectif revient à s'égarer quelque part sur le trajet. Toute stratégie politique doit donc savoir manier le rapport entre ces deux questions (90).

De pair avec la défense de la révolution et du communisme, la réflexion stratégique bensaïdienne à partir des années 1990 se centre sur la nécessité de ne pas abandonner la perspective politique, en se réfugiant dans l'activisme social mouvementiste. Dans cette entreprise, son travail connaîtra différentes étapes intermédiaires :

- une première étape, à partir de la fin des années 1980 jusqu'à la moitié des années

1990, est marquée par l'apogée du néolibéralisme et la faiblesse des résistances sociales, où la résistance à contre-courant est la tâche principale ;

- une deuxième étape, à partir des grèves de novembre et décembre 1995 contre la réforme de la Sécurité sociale entreprise par le gouvernement Juppé, qui ont constitué l'explosion sociale la plus importante depuis 1968 et ont marqué un point d'inflexion dans la situation politique, sociale et culturelle française (91) ;

- une troisième étape, marquée par la montée du mouvement altermondialiste pendant la deuxième moitié des années 1990 avec son éclosion en novembre 1999 lors du sommet de l'OMC à Seattle suivie des processus latino-américains ;

- et une quatrième étape, dans les années 2005-2010, où la question politique reprend sa prééminence et qui se chevauche avec l'éclatement de la crise dans l'étape finale de la vie de l'auteur.

L'essentiel de ses apports et de ses interventions se situera dans cette dernière étape, en discussion ouverte avec les idées à la mode dans le mouvement altermondialiste, auquel il a participé activement et dont il a été un soutien convaincu, et dans ses alentours. En termes généraux, cet essor des luttes contre la marchandisation généralisée de la planète à la veille du nouveau millénaire vient confirmer que l'histoire n'est effectivement pas finie, aussi difficile à croire que cela ait pu être dix ans auparavant. Elles représentaient ainsi une nouvelle opportunité d'un nouveau départ. Rétrospectivement il écrit dans ses mémoires : « Nous avons eu davantage de soirées défaites que de matins triomphants. Mais nous en avons fini avec le Jugement dernier de sinistre mémoire. Et à force de patience, nous avons gagné le droit précieux de recommencer. » (92)

Bensaïd débattait en particulier avec Negri et Hardt de leurs livres *Empire* (2000) et *Multitude* (2004) et avec John Holloway de *Changer le monde sans prendre le pouvoir* (2002) (93). En affirmant ses désaccords, il leur reconnaissait néanmoins le mérite d'avoir relancé le débat stratégique après une longue période d'« éclipse » de ce dernier « depuis le début des années 1980, en comparaison avec les discussions alimentées dans les années 1970 par les expériences du Chili et du Portugal (voire, malgré les caractéristiques très différentes, celles du Nicaragua et de l'Amérique centrale) » (94).

Pour Bensaïd, des ouvrages comme ceux d'Holloway, tout comme nombre d'idées propres au mouvement altermondialiste, représentaient ce qu'il appelait schématiquement une « illusion sociale », fondée sur

la croyance en l'autosuffisance des mouvements sociaux, la dissolution du politique dans le social, et le désintérêt pour la question du pouvoir. Il utilise le terme « illusion sociale » dans une évocation inversée à l'« illusion politique » que Marx critiquait chez les jeunes hégéliens qui réduisaient l'émancipation humaine à l'émancipation civique (95). En d'autres occasions il l'oppose à l'« illusion étatique » (96) propre aux courants qui ont cherché à s'appuyer sur l'État comme levier pour le changement social et qui « réduisent la politique à l'orbite de l'État », de Lassalle au populisme en passant par la social-démocratie.

Bensaïd cherche à éviter aussi bien le « fétichisme de l'État », qui fait tourner toute politique autour de celui-ci, que le « fétichisme social » ou « la passion unilatérale pour le social » dépolitisée. Son souci est de bien définir la nature du social et du politique ainsi que leur interaction. Une position étatiste subordonne le social au parlementarisme dans le cas réformiste, ou peut conduire à « l'étatisation bureaucratique du

84. Bensaïd, D., *La Discordance des temps – Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, p. 238-239.

85. Roso, D. et Mascaro, F., « Daniel Bensaïd, une politique de l'opprimé... », art. cit.

86. Bensaïd, D., *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, op. cit. ; Je développe cette question dans Antentas, J. M., « Daniel Bensaïd, Melancholic Strategist », art. cit.

87. Furet, F., *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Calmann Lévy et Robert Laffont, Paris 1995 ; Courtois, S. (dir.), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreurs, répression*, Robert Laffont, Paris 1997.

88. Bensaïd, D., « Puissances du communisme », *ContreTemps* n° 4, 2009 : <https://www.contretemps.eu/puissances-communisme/> ; je développe un peu plus la question de la révolution et du communisme chez Bensaïd dans Antentas, J. M., « Daniel Bensaïd, estrategia intempestivo », in Bensaïd, D., *La política como arte estratégico*, La Oveja Roja-Viento Sur, Madrid 2013, pp. 133-144.

89. Bensaïd, D., *Le Pari mélancolique*, op. cit., p. 291.

90. Antentas, J. M., « Imaginación estratégica y partido », *Viento Sur* n° 150 (2017), pp. 141-150.

91. Pour une analyse détaillée de cette lutte, voir : Antentas, J.M., « El movimiento social de 1995 en Francia contra el neoliberalismo », *Cuadernos de Relaciones Laborales* 34(1), 2016, pp. 173-196 ; Bensaïd a écrit sur le même sujet dans Aguiton, Ch., Bensaïd, D., *Le Retour de la question sociale*, Éditions Page Deux, Lausanne 1997.

92. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 30

93. Hardt, M., Negri, T., *Empire*, Éd. Exils, Paris 2000, et *Multitude*, Penguin/La Découverte, Londres/Paris 2004 ; Holloway, J., *Changer le monde sans prendre le pouvoir : Le sens de la révolution aujourd'hui*, Syllepse/Lux, Paris/Québec 2008 (première édition en anglais en 2002).

94. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., p. 163.

95. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., pp. 163-164.

96. Bensaïd, D., *Éloge de la politique profane*, Albin Michel, Paris 2008, p. 227.

Marxisme

social » (97) dans une transition post-révolutionnaire. L'exaltation du social suppose dans la pratique de laisser la politique comme « *monopole aux mains de ceux qui en font profession* » (98) et ouvre la porte, en renonçant à toute politique révolutionnaire, à la possibilité de finir par déboucher sur un « *réformisme social* » à la Proudhon, comme cela s'est également produit chez certains courants « *autonomes* » contemporains des écrits de Bensaïd.

Autrement dit il est possible de constater qu'il y a toujours eu « *un crétinisme anti-électoral symétrique du crétinisme parlementaire* » (99). Entre ces deux pôles, nous rappelle-t-il, « *que la politique de l'opprimé doive, avec vigilance, se tenir à distance de l'État, certes. Mais cette distance est encore un rapport, et non une extériorité ou une indifférence absolues* » (100).

Dans cette quête stratégique, Bensaïd revient sur le débat avec Foucault dont l'œuvre, si elle permet de penser la pluralité des dominations et des contradictions, a pour limite de dissoudre la question de l'État « *considéré non plus comme le point où se nouent et se suturent, dans une configuration historique donnée, ces relations de pouvoir et ces rapports de force, mais comme*

un rapport de pouvoir parmi d'autres » (101). La divergence de Bensaïd avec Foucault réside dans le fait que, pour le premier, « *tous les pouvoirs ne jouent pas un rôle équivalent dans la reproduction sociale des rapports capitalistes de production* », ce qui fait que la question de l'État reste centrale dans toute stratégie révolutionnaire étant donné que « *si le tissu des rapports de pouvoir est à défaire, et s'il s'agit là d'un processus de longue haleine, la machinerie du pouvoir d'État est à briser* » (102).

Malheureusement, dans sa discussion sur l'État et les rapports que toute politique révolutionnaire doit établir avec lui, dans un contexte de focalisation des débats avec les courants libertaires et « *anti-politiques* », il ne se décide pas à revisiter et rediscuter à fond les positions et les expériences qui ont misé sur une voie opposée. D'une part, il n'explore pas en profondeur les hypothèses stratégiques des processus « *bolivariens* » en Amérique latine, qu'il a suivis de près, comme il avait pu analyser de façon plus systématique les expériences chilienne et portugaise dans les années 1970.

Il n'a pas non plus publié de bilan systématique du dénouement final de l'expérience du PT et de la DS, qui a culminé dans l'adaptation de cette dernière au gouvernement Lula et sa rupture avec la IV^e Internationale. Celle-ci établira des relations politiques avec une minorité d'anciens membres de la DS qui quitteront le PT pour former le Parti socialisme et liberté (PSOL) (103). Par ailleurs il manque une rediscussion plus posée que celle des années 1970 de l'œuvre et de l'héritage de Nicos Poulantzas et de ses disciples. Ce sont deux lacunes surprenantes chez le Bensaïd tardif.

La politique bensaïdienne implique d'intervenir et dans le social et dans le politique, deux sphères qui fonctionnent selon des logiques spécifiques et reliées de façon complexe. Pour autant il ne développe pas une pensée systématique quant à l'intervention dans les deux domaines, au-delà d'une défense de l'auto-organisation et de la mobilisation dans le domaine social, et de la construction d'un parti-stratège (je reviendrai plus loin sur ce concept) dans le domaine politique. Il manque, de ce point de vue, un développement des contours de ce que j'ai appelé une « *stratégie intégrale* » par analogie avec le concept gramscien de l'« *État intégral* », synthétisé dans les formules « *État au sens intégral : dictature + hégémonie* » et « *État = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition* » (104).

Par ces formules, Gramsci, comme le souligne Thomas, cherchait à analyser « *l'in-*

terpénétration et le renforcement mutuel de la "société politique" et de la "société civile" au sein d'une forme d'État unifié (et indivisible) » et à désigner « *une unité dialectique des moments de la société civile et de la société politique* » (105). Cette dialectique dans l'intervention au sein de la société civile et de la société politique se trouve peu développée chez Bensaïd qui, toutefois, insiste toujours sur elle de facto, en rappelant l'actualité de l'injonction de Lénine à intervenir sur les deux terrains.

Une telle stratégie implique « *une politisation du social et une socialisation du politique* » (106), dans un sens émancipateur et antagoniste. Bensaïd paraît pourtant porter davantage d'attention au premier qu'au second, en insistant sur les limites du mouvementisme et des contre-pouvoirs sociaux sans perspective politique. Mais il ne réfléchit pas autant sur la façon de socialiser la politique ou de « *socialiser la révolution* », pour utiliser une formule de Miguel Romero (107), c'est-à-dire la façon de penser la construction d'un puissant réseau de pouvoirs alternatifs, sous la forme d'un système de fortifications spécifiques qui attestent de la conquête provisoire de positions en territoire adverse et préparent la conquête révolutionnaire du pouvoir.

La question n'est pas tant que cette réflexion est absente, mais qu'elle n'est pas systématisée et n'occupe pas une centralité suffisante dans son œuvre, ce qui reflète d'une certaine façon la pratique de sa propre tradition politique, davantage centrée dans la mobilisation sociale et l'auto-organisation que dans la logique des (contre) pouvoirs sociaux et culturels. De ce point de vue, on peut affirmer que la perspective stratégique bensaïdienne, pour être parachevée, devrait se gramsciser davantage sur ce point, en termes d'analyses et de priorités politiques.

Gramsci figure, incontestablement, parmi les auteurs importants de la galaxie de Bensaïd et il s'y réfère dans de très nombreux passages de ses ouvrages. Dans son dernier livre majeur, *Éloge de la politique profane* (2008), il analyse en particulier le concept éculé d'hégémonie, en polémiquant contre deux de ses sombres dérives. D'un côté, sa version réformiste eurocommuniste, qui réduit la « *lutte pour l'hégémonie* » à la conquête de positions institutionnelles au sein de l'État par les élections et la construction d'une contre-société domestiquée et au service d'une politique passive.

De l'autre, il débat avec Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, les auteurs d'*Hégémonie et stratégie socialiste* (publié en 1985), qui développent une version post-classiste et

97. Bensaïd, D. *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Textuel, Paris 2003, p. 160.

98. Bensaïd, D., *Éloge de la politique profane*, op. cit., p. 227.

99. Bensaïd, D., *Éloge de la résistance à l'air du temps*, op. cit., p. 111.

100. Bensaïd, D., *Éloge de la politique profane*, op. cit., p. 349.

101. Bensaïd, D., *Éloge de la politique profane*, op. cit., p. 167.

102. Bensaïd, D., *Inventer l'inconnu*, La Fabrique, Paris 2008, p. 81-82.

103. Bensaïd a eu un rôle important dans ce dénouement et entre 2002 et 2005 il a suivi les débats au sein de la DS en manifestant son désaccord, d'abord, avec la décision d'entrer dans le gouvernement Lula et, ensuite, en défendant la nécessité d'en sortir. Pour une explication plus détaillée, voir Machado, J., « *Brésil* », in Sabado, F., (ed.), *D. Bensaïd, l'intempestif*, op. cit. L'article le plus complet de Bensaïd sur le sujet est Bensaïd, D., « *Brésil : la peur triomphe de l'espérance* », *Rouge* n° 2033, 2003 : <http://danielbensaid.org/Bresil-la-peur-triomphe-de-l>

104. Antentas, J.M., « *Imaginación estratégica y partido* », *Viento Sur* n° 150, 2017, p. 141-150 ; Gramsci, A., *La política y el Estado Moderno*, Público, Madrid 2009, pp. 325-214 ; Antonio Gramsci, *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne* (1931-1933), <https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1933/machiavel.htm>

105. Thomas, P., *The Gramscian Moment*, Haymarket, Chicago 2010, p. 137.

106. J'emprunte cette formule à une intervention orale de Miguel Romero lors de journées de débat à Barcelone en 2002.

107. Romero, M., (2009[1992]), « *¿Adiós a la revolución?* », *Viento Sur* n° 100, pp. 195-202.



mouvementiste du concept gramscien. À l'opposé, Bensaid rappelle que le concept d'hégémonie est « irréductible à un inventaire ou une somme d'antagonismes sociaux équivalents. Il implique un rassemblement de forces autour des rapports de classe. » Pourtant cela ne suppose pas d'adhérer au schéma éculé qui fait la différence entre « contradictions principales » et « secondaires », ni de subordonner les « mouvements sociaux autonomes (féministes, écologistes, culturels) à la centralité de la lutte des classes » (108).

Au contraire, le concept d'hégémonie sert à « concevoir l'unité dans la pluralité des mouvements sociaux ». Il s'agit donc de penser stratégiquement la « pluralité du social », ce qui est distinct de l'apologie post-moderne de « la société éclatée » comme du réductionnisme de classe, ou encore de concevoir la complexité et la « multiplicité du moi », ce qui ne revient pas à postuler un « moi dispersé qui "s'éclate" » (109). Cette unité dans la pluralité, articulée en termes stratégiques, implique de se distancier aussi bien de l'universalisme abstrait que du repli communautariste et/ou du relativisme culturel (110).

Sous l'influence des résistances altermondialistes à la marchandisation généralisée du monde, à la fois plurielles et avec une capacité d'action en commun, le fil conducteur qui bâtit cette articulation plurielle d'un bloc historique est la lutte contre le capital lui-même qui croise en diagonale toutes les dominations et les oppressions : « Il apparaît que le Capital et la marchandisation du monde sont les grands agents de convergence des conflits sociaux et de leurs enjeux ». Une convergence fondée sur la pluralité elle-même des acteurs. C'est le

refus aussi bien du « culte nostalgique d'une unité sociale imaginaire » que de l'apologie de son démembrement, ou sa juxtaposition sans critère stratégique (111).

Dans cet équilibre entre donner une centralité analytique et stratégique à la « la grande logique du capital » (112) et postuler l'articulation plurielle stratégique des mouvements sociaux, Bensaid abandonne toute mystification quant au sujet révolutionnaire. Il affirme qu'il « convient de laïciser la condition des classes » et se demande : « Sujet, la classe ? Si l'on veut, mais alors sujet turbulent, contradictoire, schizoïde. » (113) En réalité, « il suffit de penser le devenir réel d'une pluralité de formes émergentes, d'acteurs et d'agencements sans grand sujet » (114). En arrière-fond se trouve le volontarisme subjectiviste de réminiscence lukácsienne du jeune Bensaid, le caractère profane de la politique bensaïdienne d'inspiration benjaminienne émergeant avec toute sa force.

L'objectif de la discussion bensaïdienne est, en s'appuyant sur Gramsci, de formuler « un projet politique répondant à une crise historique de la nation et de l'ensemble des rapports sociaux » (115). Pourtant, il ne développe pas en termes stratégiques la relation entre la lutte pour l'hégémonie et la socialisation de la révolution. Le corollaire en est également une exploration trop rare entre la notion de crise révolutionnaire d'inspiration léniniste, comprise comme moment de décision et de vérité et qui parcourt toute son œuvre dès son mémoire de maîtrise de 1968 et jusqu'à ses derniers écrits, et la notion gramscienne de crise de l'hégémonie.

D'un certain point de vue, le faire implique de manier une dialectique du double

pouvoir et de contre-pouvoir (ou des pouvoirs sociaux alternatifs). Bensaid articule bien le rapport entre les deux quand il polémique contre les théories à la Holloway prétendant changer le monde sans prendre le pouvoir, autrement dit de l'anti-pouvoir, l'anti-politique, et le contre-pouvoir permanent. Devant la fantaisie de vouloir ignorer un pouvoir qui n'ignore pas, mais écrase ses adversaires, il rappelle : « une stratégie de contre-pouvoir n'a de sens que dans la perspective d'un double pouvoir et de son dénouement : qui l'emportera ? » (116).

Les limites qu'implique le fait de penser le contre-pouvoir sans le double pouvoir sont claires. Mais il développe beaucoup moins les limites du fait de penser le double pouvoir sans le contre-pouvoir. Comment fonctionne une logique de double pouvoir ? Comment faut-il agir ? Bensaid apporte des réponses claires à ces questions et sa pensée les circonscrit. Mais comment se construit un contre-pouvoir ? Quelles institutions sociales alternatives faut-il mettre sur pied ? Il s'appesantit moins sur cette question, n'allant pas au-delà de la défense de l'auto-organisation sociale comme critère et de l'idée générique de l'intervention sur tous les terrains. Dans sa pensée stratégique il analyse davantage le moment du double pouvoir que le processus du contre-pouvoir (ou du pouvoir social alternatif).

Cela dit, sous l'influence des discussions avec Holloway, Foucault, Marcuse ou Debord, ses dernières interrogations intellectuelles ont porté sur la façon de rompre avec les formes de domination et de fétichisation du monde (117). Comment trouver la sortie du labyrinthe ? La proposition bensaïdienne est claire : « travailler la contradiction ».

108. Bensaid, D., *Éloge de la politique profane*, op. cit., p. 341.

109. Bensaid, D., *Les Irréductibles. Théorèmes de la résistance à l'air du temps*, Textuel, Paris 2001, p. 53.

110. Bensaid, D., *Fragments mécréants*, Lignes, Paris 2005.

111. Bensaid, D., *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Textuel, Paris 2003, p. 102 et p. 106

112. Bensaid, D., *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, op. cit., p.102

113. Bensaid, D., *La Discordance des temps – Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, op. cit., p. 263 ; Bensaid, D., *Marx l'Intempestif. Grandeurs et misères d'une aventure critique (XIX-XX^e siècles)*, Fayard, Paris 1995, p. 303.

114. Bensaid, D., *Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, Lignes, Paris 2011, p. 40.

115. Bensaid, D., *Éloge de la politique profane*, op. cit., p. 342.

116. Bensaid, D., *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Textuel, Paris 2003, p. 165

117. Bensaid, D., *Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, op. cit.

Marxisme

Chercher les failles même si elles paraissent parfois inexistantes pour y ficher un pic émancipateur. La politique dans un sens stratégique suppose une rupture de l'asymétrie propre à toute lutte et toute résistance contre tous les pouvoirs oppresseurs, dominateurs ou hégémoniques : « *Il faut accepter pour cela de travailler dans les contradictions et les rapports de forces réels, plutôt que de croire, illusoirement, pouvoir les nier ou s'y soustraire. Car les subalternes (ou les dominés) ne sont pas extérieurs au domaine politique de la lutte, et la domination n'est jamais entière et absolue. Le dehors est toujours dedans* », écrivait-il dans son dernier texte inachevé (118).

Il a manqué néanmoins à ce raisonnement de faire le lien avec le débat gramscien sur la (contre) hégémonie et sa traduction stratégique en termes de tâches et de priorités d'intervention. Autrement dit, une fois rompu le « *cercle vicieux de la domination* » (119), il faut compléter le cercle vertueux toujours imparfait de la stratégie. Bensaïd permet de commencer à avancer sur cette voie.

Politique des partis, partis de la politique

Penser la politique en termes stratégiques, tel est l'objectif bensaïdien. Plutôt que de lui chercher une substance ou une essence, il conçoit la politique comme un rapport relatif à l'économie, l'organisation sociale et les institutions de l'État (120). Il la définit comme un « *art stratégique de la conjoncture*

re et du moment propice », une formule inspirée par François Proust pour qui la politique est « *cet art du présent et du contre-temps* » (121). Le rôle de la politique, d'une politique qui exige « *le primat non négociable des principes sur la tactique* » (122), c'est de conjurer la catastrophe et obtenir que le nécessaire devienne le possible. La stratégie est alors indispensable pour la victoire politique, pour tirer parti de ces instants critiques, en prenant les décisions opportunes au moment adéquat !

« *La connaissance stratégique a pour but la décision et la réduction des indéterminations qui l'entourent.* » (123)

Bensaïd s'interroge sur les conditions de l'exercice de l'activité politique dans le monde de l'après-guerre froide et dans le cadre du processus de globalisation capitaliste, qui modifie les coordonnées spatio-temporelles de la politique dans une situation où l'espace public se réduit, la connaissance experte se pose en substitut de la politique et la démocratie se voit soumise au despotisme du marché et des enquêtes d'opinion (124). Penser la représentation politique démocratique devient alors une question complexe où Bensaïd cherche aussi bien à éviter la confusion entre démocratie et démocratie parlementaire propre au réformisme, qu'à l'étatisation bureaucratique de la société propre au stalinisme, ou l'illusion libertaire de la disparition des institutions et de la politique elle-même dans le cadre d'une vision homogénéisatrice du social.

Bensaïd s'appuie ici sur la pensée politique de Marx, Lénine, les critiques de Rosa Luxemburg vis-à-vis des bolcheviques et l'évolution de Trotski jusqu'à sa défense du pluralisme politique dans la *Révolution trahie* fondée sur l'hétérogénéité et la différenciation interne des classes sociales elles-mêmes. La compréhension de la pluralité sociale devient alors la base pour penser la représentation démocratique. La démocratie implique de combiner, affirme Bensaïd, diverses formes de représentation et d'institutionnalité, démocratie directe et délégation de pouvoir, et assumer la pluralité des contradictions qui parcourent la société.

Politique et partis vont de pair dans la réflexion bensaïdienne. « *Il n'existe pas de politique sans parti* ». Ces derniers sont porteurs d'une mémoire collective et d'une expérience soutenue dans le temps (125). C'est une conséquence de sa conception de la politique comme quelque chose d'intrinsèquement collectif. Il se sépare ici d'auteurs comme Badiou, dont la conception de l'Événement était, pour Bensaïd, déhistorisée et décontextualisée, une sorte de révélation miraculeuse (126).

Bensaïd a toujours conçu la politique comme liée à la pertinence organisationnelle : « *Daniel a toujours été, de façon profonde et essentielle, un homme d'organisation* » et il a fait montre d'une grande « *fidélité à l'idée d'organisation telle qu'il la concevait* », a écrit Badiou lui-même (127). Il a insisté sur le nécessaire esprit collectif du militantisme et, par là même, sur la nécessité de l'organisation collective. C'est elle qui garantit la démocratie et la reddition de comptes de l'activité militante.

Poser la question des formes d'organisation politique impliquait pour Bensaïd le refus d'entrer dans des débats stériles sur le « *centralisme démocratique* » qui se caractérisent généralement soit par un refus rituel de celui-ci, assimilé au centralisme bureaucratique, soit par une défense sectaire de ce concept utilisé à des fins intéressées pour justifier une politique d'appareil. Il s'agissait plutôt de se confronter aux défis concrets pour une politique démocratique face à la dégénérescence de la politique partidairienne dominante : « *Comment éviter qu'une collectivité volontairement réunie autour d'un projet politique ne voie sa souveraineté vidée de contenu par la logique marchande, le plébiscite médiatique permanent, ou un centralisme démocratique présidentieliste inavoué ?* » (128) s'interroge-t-il.

À l'opposé des discours en vogue, il voit dans l'organisation politique partidairienne un garant de la démocratie et « *un moyen de résister dans une certaine mesure aux effets dissolvants de l'idéologie dominante* » (129), rappelant que la politique est, précisément « *un art des médiations* ». Sans organisation, la politique se réduit à la « *démocratie d'opinion* » (130) qu'affectionnent la démagogie et la logique plébiscitaire. La défense résolue de l'organisation va de pair avec celle de la démocratie interne et de la prévention de tout processus de bureaucratization et, en particulier, avec une critique radicale de la « *professionnalisation de la politique* » (131). Il ne s'agit pas de nier la nécessité de disposer d'un appareil et de permanents, de « *révolutionnaires professionnels* », pour utiliser les termes consacrés, mais d'éviter leur développement hypertrophié et leur éternisation.

La défense de l'organisation collective et partisane n'implique pas de tomber dans un fétichisme organisationnel et le léninisme de Bensaïd place par-dessus tout le caractère politique de la centralisation. « *Autant de décentralisation que possible, autant de centralisation que nécessaire : telle devrait être la règle de l'action collective efficace comme de la discussion démocratique la plus ouverte* » (132) : cette définition lui a servi à l'oc-

118. Bensaïd, D., *Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, op. cit.

119. Bensaïd, D., *Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, op. cit.

120. Bensaïd, D., *Éloge de la résistance à l'air du temps*, op. cit.

121. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., p. 271 ; Proust, F., *De la résistance*, Les éditions du Cerf, Paris 1997.

122. Bensaïd, D., *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, op. cit., p. 241.

123. Bensaïd, D., *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, op. cit., p. 196.

124. Bensaïd, D., *Le Pari mélancolique*, op. cit. ; Bensaïd, D., *Éloge de la politique profane*, op. cit.

125. Bensaïd, D., *Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, op. cit.

126. Bensaïd, D., *Résistances*, op. cit.

127. Badiou, A., « Le compagnon lointain », *Lignes* n° 32, mai 2010, p. 23.

128. Bensaïd, D., *Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire ? Leur gauche et la nôtre*, Albin Michel, Paris 1998, p. 280.

129. Bensaïd, D., *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Textuel, Paris 2003, p. 166

130. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., p. 305-306.

131. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., p. 325.

132. Bensaïd, D., *Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire ?* op. cit., p. 280.

casion de synthèse de ses conceptions organisationnelles.

Décentralisation et centralisation organisationnelles sont deux éléments d'un continuum dont le point d'équilibre est toujours difficile à trouver. Sans faire siennes les conceptions ultracentralisatrices sur le terrain organisationnel, Bensaïd n'adhérait pas non plus à des conceptions excessivement fédéralistes. Il insistait sur le fait que la capacité d'action en commun implique une certaine forme de centralisation à même de convertir les débats et les délibérations en contraintes et de garantir qu'il en résulte des accords applicables en termes de tâches et d'orientation politique qui, une fois mis en œuvre, peuvent faire l'objet d'un bilan (133).

Le parti est, pour Bensaïd, un parti de militants, et pas d'adhérents passifs, que ce soit dans un schéma traditionnel ou sous les nouvelles formes plébiscitaires on-line. Bensaïd n'a certes pas pu connaître l'expérience de Podemos, mais il est tout à fait possible de s'appuyer sur ses idées pour faire une évaluation critique de la « *machine de guerre électorale* » bureaucratique-communicativo-plébiscitaire qui, poussée à l'extrême, incarne l'utopie bureaucratique du « *parti sans militants* » (134).

La notion même de militantisme est néanmoins sujette à débat. Au-delà de sa dimension collective et organisationnelle, que signifie militer et être militant ? Comment penser le militantisme et être militant ? Comment penser le militantisme à long terme quand l'imminence de la révolution n'est pas au rendez-vous ? De quelle manière interagissent militantisme et vie quotidienne ? Bensaïd s'interroge sur tous ces thèmes, sans toujours approfondir le débat. Ses points de départ intangibles sont la dimension collective, organisationnelle et démocratique du militantisme. Ses fondements, une fois écartée toute illusion dans l'inévitabilité de la victoire et toute fausse auto-conviction volontariste subjectiviste, sont les convictions « *en l'absence de certitudes* ». La politique profane de Bensaïd est également porteuse d'un « *militantisme profane* », dont « *l'impératif catégorique consiste à mobiliser une énergie absolue au service de certitudes relatives* » (135).

Si *la Révolution et le Pouvoir* de 1976, comme il le relève lui-même dans son autobiographie trente ans plus tard, attestait d'une certaine romantisation d'un modèle héroïque du militantisme à la « *lonesome cowboy* » (136), sa conception militante évoluera avec le temps vers un modèle plus souple, tout autant engagé et activiste, mais moins absorbant, où le militantisme s'insère

dans une vision plus complexe de l'existence : « *Dans la pluralité du temps et des espaces, l'espace-temps de la politique est décifif, mais les sentiments, la beauté, la pensée ont aussi leurs rythmes propres qui ne sauraient s'y réduire. L'intéressant, c'est de circuler entre ces espaces, de chercher les portes de communication, les passages secrets, sans abattre les cloisons.* » (137)

Pourtant, une fois assumé un militantisme post-héroïque, Bensaïd reste vigilant face à toute routinisation et banalisation de l'activité militante qui, à la longue, pourrait conduire à réintroduire la culture passive, linéaire, résignée et déterministe des partis réformistes traditionnels : « *Nous avons mûri et notre militantisme a été "normalisé" dans ses rythmes et ses exigences. Le risque pourrait maintenant être à l'opposé : s'installer dans la routine.* » (138) La raison messianique est toujours à l'affût, rappelant qu'il faut rester prêt à toute heure pour répondre à l'imprévisible, face à toute nouvelle opportunité intempestive.

Nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti

Mais quel type de parti est-il nécessaire ? La réponse de Bensaïd, inspirée par Lénine, est un « *parti stratège* » qui agit comme une « *pièce maîtresse du puzzle stratégique* » (139) comme « *opérateur stratégique* » et « *boîte de vitesses* ». S'inspirant de la rupture léniniste avec le modèle parti-classe et pédagogue kaustkien, Bensaïd insiste sur deux questions imbriquées :

- d'abord la politique a sa propre autonomie et logique spécifique ; un parti n'est pas l'émanation sociologique linéaire d'une classe sociale et ne peut pas être confondu avec elle ; la politique ne peut pas se dissoudre dans un pari sociologisant ni dans une mentalité économiciste ;
- ensuite, sa fonction n'est pas simplement d'accompagner les événements et espérer qu'ils se produisent, mais elle doit aspirer à intervenir dans les événements pour les modifier.

Si le parti est un regroupement stratégiquement délimité, Bensaïd, comme le remarquent à juste titre Palheta et Salingue (140), laisse ouvert le degré de délimitation stratégique et politique que doit avoir le parti. À propos de l'expérience du Nouveau parti anticapitaliste (que j'analyserai dans la prochaine section), il écrivait en 2008 : « *le parti que nous voulons serait en pratique anticapitaliste, c'est-à-dire à mes yeux communiste et révolutionnaire, sans que pour autant il ait résolu l'énigme stratégique des révolutions du XX^e siècle. Les défi-*

nitions stratégiques se feront chemin faisant, au feu de l'expérience, à la manière dont les controverses stratégiques du mouvement ouvrier ont pris forme au fil des XIX^e et XX^e siècles. » (141)

L'objectif pour Bensaïd est de construire une alternative à une « *gauche résignée* » et « *subalterne* ». Une autre gauche donc, « *une gauche de combat, à la mesure d'une droite de combat* » (142). Il a fait sienne la consigne benjaminienne « *à gauche du possible* » à laquelle il a eu recours pour le titre du manifeste de la Ligue en 1991, et le mot d'ordre « *nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti* » (143) au début des années 1990, qui a constitué un guide pour la recherche aléatoire de construction d'un nouveau projet politique non seulement dans un contexte de défaite, mais aussi dans une situation de relance de la mobilisation sociale.

L'idée de fond derrière cette perspective était que la création d'une force politique avec une audience de masse devait nécessairement être le fruit de la convergence d'expériences et de traditions diverses, de la confluence entre différents courants politiques organisés et, surtout, de l'intégration à l'activité politique de l'ample couche d'activistes sociaux et syndicaux qui ne se limitent à l'activisme social que par manque de perspectives réelles de construction d'outils politiques.

Discutant sur le type de parti nécessaire, Bensaïd était assez sceptique sur les controverses à propos de la « *crise de la forme-parti* » en vogue à partir des années 1980, considérant que cela occultait le débat sur la crise des contenus, autrement dit la crise programmatique et stratégique de la gauche

133. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit.

134. Je développe davantage cette question dans : Antentas, J.M., « *Podemos ante sí mismo* », *Viento Sur*, 30 janvier 2017 : <http://vientosur.info/spip.php?article12160>. Voir également Antentas, J.M., « *Podemos après le congrès Vistalegre II* », *Inprecor* n° 637/638 de mars-avril 2017.

135. Bensaïd, D., *Éloge de la résistance à l'air du temps*, op. cit., pp. 99-100.

136. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 252.

137. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., pp. 77-78.

138. Bensaïd, D., « *Leninism Today* » (interview by Phil Hearse), 2001 : <http://www.danielbensaïd.org/Leninism-Today?lang=fr>

139. Bensaïd, D., *Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, op. cit., p. 86.

140. Palheta, U, et Salingue, J., « *Daniel Bensaïd, trajectoire d'une pensée stratégique* », in *Stratégie et parti*, op. cit.

141. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., p. 294.

142. Bensaïd, D., *Une lente impatience*, op. cit., p. 468.

143. Michaloux, Ch., Besancenot, O., Sabado, F., « *Combattre et penser* » in Sabado, F., (dir.), *Daniel Bensaïd, l'intempestif*, op. cit.

Marxisme

et son incapacité à se confronter au néolibéralisme : « *Mais la question de "la forme-parti", m'apparaît un peu un attrape-nigaud. C'est trop souvent le prétexte pour ne pas discuter du contenu. Or la forme, c'est la forme du contenu.* » (144) Et, plus généralement, cela occultait le débat sur la crise de la politique, de la représentation démocratique et des transformations dans les pratiques militantes (145).

Il était également assez réfractaire aux propositions « *renovatrices* » de la politique qui incorporaient des aspects de « *nord-américanisation* ». Il regardait avec scepticisme la médiatisation de la politique de la gauche et relevait le risque de voir émerger, parfois au nom de la démocratisation et de l'ouverture des organisations politiques à la société et aux électeurs, un « *centralisme médiatique* » (146) où la politique se ferait au niveau des médias et de la télévision sans contrôle ni délibération collective démocratique. Ici encore, confronter ses idées à l'expérience de Podemos s'avère extrêmement stimulant.

On voit la pertinence de la préoccupation bensaïdienne de ne pas dissoudre la crise programmatique et stratégique de la gauche dans des débats sur la forme-parti et de ne pas occulter les renoncements, les capitulations et les adaptations de la social-démocratie et des partis communistes. Est également pertinent son rappel que les maux généralement imputés aux partis politiques, comme la bureaucratisation et l'institutionnalisation, ne sont pas l'apanage des partis mais bien l'expression de tendances

144. Bensaïd, D., « L'appropriation sociale reste à l'ordre du jour » (interview), *Mouvements* n° 9/10, 2000, « Penser à gauche », p.150.

145. Bensaïd, D., « Quelle articulation entre partis, syndicats et mouvements ? » (interview), *Actuel Marx* n° 46, 2009/2.

146. Bensaïd, D., *Lionel, qu'as tu fait de notre victoire ?*, op. cit.

147. Bensaïd, D., *Éloge de la politique profane*, op. cit.

148. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit. ; Besancenot, O., Bensaïd, D., *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, Mille et une nuits, Paris 2009.

149. Je développe de façon plus détaillée la question du parti mouvement dans Antentas, J. M., « Imaginación estratégica y partido », *Viento Sur* n° 150, 2017, pp. 141-150.

150. Rousset, P., « France : Qu'y a-t-il de neuf dans la fondation du Nouveau Parti Anticapitaliste ? » : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article12105>

151. Pour une chronique de la naissance du parti, voir Coustal, F., *L'incroyable histoire du Nouveau Parti Anticapitaliste*, Éditions Demopolis, Paris 2009 ; pour une explication plus détaillée que celle que j'offre ici de la création du NPA, voir Antentas, J. M., « El NPA en la encrucijada », *Viento Sur* n° 115, 2011, p. 31-40 ; pour les réflexions de Bensaïd, voir Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., pp. 279-330.



plus générales du monde moderne et de risques consubstantiels à l'action collective quelle qu'en soit la forme (147).

Il convient cependant d'aborder avec plus de profondeur qu'il ne le fait dans ses œuvres le débat sur le modèle de parti et le type d'organisation nécessaires dans le monde actuel, traversé par l'individualisation croissante des rapports sociaux, la fragmentation de la structure sociale, la précarité de l'emploi et la dissolution des identités des classes laborieuses et de la culture ouvrière classique, et l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Sur cette question Bensaïd adopte une position surtout défensive face aux critiques mouvementistes de la « *forme-parti* » et les propositions de rénovation de type « *nord-américain* », et semble prêter moins d'attention qu'il ne le faudrait à l'étude de nouvelles expériences organisationnelles dans le champ social et politique. Au cours des débats accompagnant la création du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en France dans les années 2008 et 2009, il y eut quelques ébauches de réflexion importantes sur ces questions, en particulier autour de la notion même de militantisme et des conceptions organisationnelles du parti déjà analysées, mais elles ne forment pas un tout systématisé sur le modèle de parti (148).

D'une certaine façon Bensaïd égrène dans son œuvre les sujets essentiels qu'il faut aborder dans la discussion sur le type de parti, mais il ne développe pas sa réflexion au point d'être capable de dessiner un nou-

vel imaginaire en matière de parti et de cerner une hypothèse de parti actualisée. Au « *parti stratégique* » bensaïdien d'origine léniniste, il conviendrait donc d'ajouter les débats sur le « *parti mouvement* » qui se sont développés dans l'État espagnol à l'initiative des courants anticapitalistes et critiques du modèle de « *machine de guerre électorale* » bureaucratique défendu par la direction de Podemos.

Encore imprécise, cette notion prétend se situer au-delà de la politique partidaira conventionnelle et essayer de transposer sur le terrain organisationnel partidaira la puissance du mouvement du 15M tout en générant les conditions pour dépasser ses limites stratégiques (149). Parti stratégique et parti mouvement, donc.

L'échec de l'aventure du Nouveau parti anticapitaliste

La recherche incertaine d'un nouvel instrument politique a culminé, pour la LCR et Bensaïd, dans la création du NPA en 2009. Il s'agissait de la concrétisation en France de l'hypothèse d'une nouvelle époque, d'un nouveau programme, d'un nouveau parti. Face au blocage d'autres voies envisagées traditionnellement (comme la radicalisation de courants de la gauche traditionnelle, l'impulsion d'un référent politique par des courants de la gauche syndicale) (150), la formule adoptée par la LCR était audacieuse et risquée : appeler à la création par en bas d'un nouveau parti en mettant à profit le capital électoral et politique accumulé par Olivier Besancenot. Le candidat de la Ligue qui, à l'élection présidentielle d'avril 2007, s'était affirmé comme l'option la plus solide à la gauche du Parti socialiste (PS), avec 4,1 % des voix, loin devant les 1,9 % du Parti communiste (PCF), les 1,5 % des Verts et les 1,3 % du candidat altermondialiste José Bové.

Il s'agissait d'essayer de transformer en force militante organisée le soutien social et électoral de Besancenot, devenu l'une des figures les plus populaires de la gauche française, incarnant publiquement l'opposition à Sarkozy, dans un contexte où le PS ne représentait pas une alternative réelle à la politique du gouvernement. Complexe, cette initiative partait de la ferme conviction que ne pas s'y engager serait se condamner par avance à l'échec (151). Perdre une opportunité dans un monde où elles n'abondent pas.

Les conditions d'émergence du projet s'inscrivaient dans la « *longue décennie* » qui va de l'éclatement du mouvement contre la réforme de la Sécurité sociale engagée par le

gouvernement Juppé en novembre-décembre 1995 jusqu'à l'impressionnante mobilisation contre le Contrat première embauche (CPE) au printemps 2006. Le retour de la question sociale a été dominé, en France comme dans le reste de l'Europe, par une forte défiance des activistes sociaux et des cadres syndicaux à l'égard des partis politiques et de « la politique » en général. S'est ainsi ouverte une « séquence anti-politique » (152) où le mouvementisme social se trouvait au centre de gravité. L'essor du mouvement « anti-globalisation » dont le discours fondateur était basé sur l'idée de l'auto-suffisance des mouvements sociaux est le meilleur reflet de cette séquence.

Progressivement, pourtant, se sont produits un certain « retour à la question politique » et une érosion de « l'illusion sociale » (153), que j'ai analysés précédemment. Deux facteurs l'expliquent :

- d'une part, les difficultés des luttes sociales, l'accumulation de défaites et l'essoufflement du mouvement anti-globalisation, ce qui témoignait des limites d'une stratégie basée exclusivement sur le mouvementisme social ;
- d'autre part, le traumatisme de l'arrivée de Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle d'avril 2002, qui poussait directement à se poser une question politique et électorale difficile à esquiver. La campagne pour le « non » à la Constitution européenne en 2005 qui l'a emporté dans les urnes, ce qui était d'une certaine façon une revanche après les défaites sociales, n'a fait que ren-

forcer davantage encore le retour de la question politique.

La création du NPA était également le résultat d'une décennie et demie d'efforts de la part de la LCR, après le mouvement de novembre-décembre 1995, pour relancer son projet de construction d'un parti, dans une opération simultanée de renforcement de l'organisation elle-même et de recherche d'une voie pour construire un outil plus large. Cela signifiait l'affirmation d'une activité électorale propre visant à cristalliser un pôle radical qui dispute l'hégémonie sur la gauche située à la gauche de la social-démocratie, aux organisations réformistes traditionnelles comme le PCF, ou aux plus récentes comme les Verts, ainsi qu'aux courants altermondialistes anti-néolibéraux les plus modérés.

D'abord aux élections européennes de 1999, où la liste commune de la LCR et de Lutte ouvrière a obtenu 5,2 % des voix et 5 députés, puis avec les deux candidatures à l'élection présidentielle d'Olivier Besancenot en 2002 (4,08 %) et 2007 (4,10 %), la LCR a été capable de s'affirmer comme une force en développement et bénéficiant d'une crédibilité électorale, tout en jouant un rôle actif dans les luttes sociales. Le lancement du NPA a ainsi été le moment culminant d'une orientation qui refusait autant l'auto-affirmation que la subordination à la gauche plus institutionnaliste.

La meilleure conceptualisation du parti en gestation a été proposée par Bensaïd lui-même : il s'agissait de donner jour à un pro-

jet « le plus ouvert et le plus large possible, sans sacrifier à l'ouverture la clarté sur les questions stratégiques essentielles et sans émousser la radicalité qui fera sa force » et aussi « fidèle aux dominés et aux dépossédés que l'est la droite aux possédants et aux dominants, qui ne s'excuse plus d'être anti-capitaliste et de vouloir changer le monde » (154).

Ainsi, le nouveau parti à construire situait le combat contre le néolibéralisme dans une perspective de rupture avec le capitalisme, et faisait de l'écologisme, du féminisme et de l'internationalisme des éléments constitutifs de son programme. Dans la continuité avec l'orientation stratégique de la LCR, l'objectif était, comme l'indiquait Besancenot, de « faire émerger, à partir de ce qui existe au niveau social, un correspondant politique qui ne sera pas pris dans l'engrenage du pouvoir et qui ne sera pas satellisé par le PS » (155). Il s'agissait d'une délimitation stratégique décisive vis-à-vis de la gauche réformiste traditionnelle, largement engagée dans une politique de subordination au Parti socialiste et déboussolée politiquement après sa participation au gouvernement de la gauche plurielle de Jospin (1997-2002).

L'histoire du NPA est celle d'une ascension et d'une chute vertigineuse et fulgurante. L'écho médiatique de l'initiative a été considérable et l'intérêt suscité dans les secteurs militants notoire. Au cours de l'année 2008 le processus a décollé, avec la création de 300 comités de base et l'adhésion de quelque 9 000 militants de tout type (syndicalistes combatifs, étudiants, activistes des quartiers populaires, ex-militants déçus d'autres formations de gauche, etc.) à la veille de la création du parti. Besancenot apparaissait alors, sans aucun rival, comme la principale figure à la gauche du Parti socialiste et sa principale alternative.

Mais, nouvel exemple de ce que la politique est faite de contretemps et de tournants imprévus, la marche triomphale du NPA a été brisée par l'émergence soudaine d'un concurrent inattendu, le Front de gauche (FdG) de Jean-Luc Mélenchon qui, tirant bénéfice de sa dynamique unitaire, est arrivé



152. Kouvelakis, S., *La France en révolte. Luttes sociales et cycles politiques*, Textuel, Paris 2007.

153. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit.

154. Bensaïd, D., *Penser Agir*, op. cit., p. 21 et p. 7.

155. Cosse, E., « Naissance du NPA. Entretien avec Olivier Besancenot : "Notre stratégie peut paraître frustrante mais il n'y a pas pire qu'un espoir déçu" », *Regards*, 1^{er} janvier 2009 : www.regards.fr/acces-payant/archives-web/naissance-du-npa-entretien-avec,3682

devant le NPA dans les élections européennes de 2009 (6,46 % contre 4,88 %).

D'un coup, la prétention à devenir le seul opposant du PS s'est complètement dissipée et le NPA s'est trouvé immergé dans un débat sur les rapports avec le FdG qu'il n'avait pas prévu, et dans une crise d'identité, aggravée par la détérioration de la situation politique en France. Il est entré dans une période de turbulences où le peu d'expérience de nombre de ses militants a pesé de façon décisive. Elle a culminé, après le choix de Besancenot de ne plus être candidat aux élections présidentielles, avec l'éclatement de son équipe de direction, et le départ du parti d'un nombre important de cadres, accompagné du développement de courants sectaires dans ses rangs.

Avec son effondrement disparaissait le projet le plus ambitieux engagé par la gauche révolutionnaire et anticapitaliste en Europe au cours des dernières décennies, visant à la construction d'un instrument politique avec une influence de masse. S'il n'avait pas échoué dans cette tentative, le NPA aurait été, sans aucun doute, un contre-exemple à prendre en compte face aux dérives de Syriza après son arrivée au pouvoir et face à la politique de la direction de Podemos.

Disparu en janvier 2010, Bensaïd n'a pas assisté à la crise du NPA, même s'il en a connu les premières difficultés. Cette disparition a signifié un coup symbolique et intellectuel important pour toute une tradition politique dans une conjoncture marquée par le défaut de cohésion de ses cadres qui, après des années de militantisme dans la Ligue, se trouvaient engagés dans une réalité organisationnelle nouvelle et en grande partie inconnue. Son rôle de lien et de passeur s'est éteint au moment où, dans le fond, il était le plus nécessaire.

Il n'a pas connu non plus l'irruption du printemps arabe, le mouvement du 15M, Occupy Wall Street, l'approfondissement des crises politiques dans l'Europe du Sud, pas plus que l'ascension de Marine Le Pen en France et de l'extrême droite dans d'autres pays européens, ou encore celle de Donald Trump aux États-Unis. Il aurait certainement vu dans les événements de cette deuxième décennie du millénaire la plus radicale confirmation de la pertinence et de la justesse de l'engagement militant de sa jeunesse. Et il y aurait trouvé de nouvelles raisons pour réaffirmer son pari, aussi mélancolique que passionné, « *sur l'improbable nécessité de révolutionner le monde* » (156). ■

156. Bensaïd, D., *Le Pari mélancolique*, op. cit., p. 297.

Daniel Bensaïd Un marxisme de la bifurcation

Par
Michael Löwy*

Dix années après sa disparition, la pensée de Daniel Bensaïd reste plus que jamais vivante : on le lit et on le discute non seulement en France, mais au Brésil, en Espagne, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Rarement l'imagination révolutionnaire a trouvé une expression aussi percutante à notre époque.

Quelques remarques personnelles tout d'abord. Daniel Bensaïd et moi avons milité ensemble dans la Ligue communiste révolutionnaire ; nous avons aussi participé à la fondation du Nouveau parti anticapitaliste. Nous n'étions pas toujours dans la même tendance de la LCR, mais nous partagions le désir d'associer Léon Trotski à Ernesto Che Guevara, ainsi que la passion pour les luttes révolutionnaires en Amérique latine. À plusieurs occasions nous sommes intervenus ensemble dans les débats entre marxistes brésiliens. Nous avons aussi quelques désaccords, puisque Daniel était un authentique léniniste – mais capable d'une lecture subtile et novatrice de Vladimir Ilitch – et moi un adepte, mieux, un amoureux, de Rosa Luxemburg. La découverte de Walter Benjamin, vers la fin des années 1980, nous a beaucoup rapprochés. Mon livre *Rédemption et Utopie*, de 1988, où il est longuement question de Benjamin, l'a intéressé, malgré son peu d'appétence pour la religion. Je lui ai proposé à cette époque d'écrire un article ensemble sur l'auteur des *Thèses sur le concept d'histoire* et il m'a répondu : « *pourquoi pas un livre ensemble ?* ». Mais finalement il l'a écrit lui-même, et ce fut un de ses travaux les plus importants. Par ailleurs, nous avons quelques divergences : Daniel était loin de partager mon enthousiasme pour le romantisme anticapitaliste, l'utopie communiste et la théologie de la libération. Il observait avec une distance teintée d'ironie mes promenades sur ces sables mouvants ; mais nous avons en commun l'attrance pour Charles Péguy – un auteur que j'ai découvert grâce à Daniel ; simplement je le voyais comme un romanti-

que et un socialiste chrétien et Daniel comme un classique et un socialiste amoureux de Jeanne d'Arc...

En 2005, nous avons écrit un article à quatre mains, sur « *Auguste Blanqui, communiste hérétique* », une définition qui s'applique très bien à Daniel lui-même. Il parut dans un livre collectif édité par nos amis Philippe Corcuff et Alain Maillard, *Les socialismes français à l'épreuve du pouvoir – Pour une critique mélancolique de la gauche* (Paris, Textuel, 2006). Nous admirions beaucoup Blanqui, cet adversaire implacable de la bourgeoisie, de l'idéologie positiviste et des doctrines du progrès, et nous nous sommes mis d'accord sur l'interprétation de ses écrits, lors d'amicales discussions au Café « *Le Charbon* ». Notre principale divergence ne concernait pas Blanqui, mais Marx : Daniel critiquait ce qu'il considérait comme une « *démarche sociologique* » du père fondateur : la croyance que la concentration des ouvriers dans les usines conduit nécessairement à la prise de conscience et à l'organisation ; j'insistais que, pour la philosophie de la praxis marxienne, c'est l'expérience de la lutte qui produit la conscience de classe. Nous avons trouvé un compromis...

Comme beaucoup de gens, j'ai senti sa disparition comme une perte irréparable pour notre cause. Mais il nous a laissé son œuvre, dont le potentiel critique et émancipateur est inépuisable.

Daniel avait écrit quelques livres importants sur la stratégie révolutionnaire avant 1989, mais à partir de cette année, avec la publication de *Moi la Révolution, Remembrances d'un bicentenaire indigne* (Gallimard, 1989) commence une nouvelle période, qui se caractérise non seulement par une énorme productivité – des dizaines d'ouvrages, dont plusieurs consacrés à Marx – mais aussi par une nouvelle qualité littéraire d'écriture, un fantastique bouillonnement d'idées, une étonnante inventivité. Les raisons de ce tournant, à la fois personnelles, politiques et historiques sont complexes, et gardent une part de mystère. Malgré leur très grande diversité, ces écrits ne sont pas moins tissés de quelques fils rou-

ges communs : la mémoire des luttes – et des défaites – du passé, l'intérêt pour les nouvelles formes d'anticapitalisme et la préoccupation pour les nouveaux problèmes qui se posent à la stratégie révolutionnaire. Sa réflexion théorique était inséparable de son engagement militant, qu'il écrive sur Jeanne d'Arc – *Jeanne de guerre lasse* (Gallimard, 1991) – ou sur la fondation du NPA (*Prendre Parti*, avec Olivier Besancenot, 2009). Ses écrits ont par conséquent une forte charge personnelle, émotionnelle, éthique et politique, qui leur donne une qualité humaine peu ordinaire. La multiplicité de ses références peut dérouter : Marx, Lénine et Trotski, certes, mais aussi Auguste Blanqui, Charles Péguy, Hannah Arendt, Walter Benjamin, sans oublier Blaise Pascal,

Chateaubriand, Kant, Nietzsche et beaucoup d'autres. Malgré cette étonnante variété, apparemment éclectique, son discours n'en est pas moins d'une remarquable cohérence.

Le Pari mélancolique (1997)

Tous les livres de Daniel enrichissent la culture révolutionnaire, mais celui que je préfère c'est *le Pari mélancolique* (Fayard, 1997). C'est un choix personnel et donc arbitraire. Mais il me semble que c'est dans cet ouvrage qu'il va le plus loin dans le renouveau de la pensée marxiste. Il a été rédigé dans un moment critique des années 1990, à la fois plombé par la charge négative de la restauration capitaliste, sans vérita-

ble résistance, en Russie et dans les autres pays de l'Est, mais aussi éclairé par l'étoile de l'espérance, grâce au soulèvement zapatiste de 1994 et, surtout, au formidable mouvement de révolte ouvrière et populaire de 1995 en France.

Dans mon exemplaire du livre, Daniel a inscrit une dédicace, qui fait référence à nos intérêts communs, mais ne renonce pas à marquer, dans une petite parenthèse, sa différence : « À Michael, *le Pari mélancolique*, sur l'actualité (profane) de la raison messianique, amicalement, Daniel ».

La première partie du livre est un diagnostic lucide du « désajustement du monde » qui résulte de la globalisation capitaliste. Il ne se limite pas, comme tant d'autres marxistes, à parler de la crise économique, mais se situe d'emblée dans une **perspective écologique**, en constatant la discordance explosive entre le temps marchand et le temps biologique. Il est un des premiers, dans la mouvance marxiste révolutionnaire, à se rendre compte de l'importance capitale de la crise écologique. Daniel constate que la régulation marchande est à courte vue : sa logique déprécie le futur et ignore les effets d'irréversibilité propres à la biosphère. Elle présuppose une nature exploitable et corvéable à merci. Comme l'écrivait ce grand précurseur du libéralisme contemporain, Jean-Baptiste Say, « *les richesses naturelles sont inépuisables car sans cela nous ne les obtiendrions pas gra-*

TRIBUTO A UM IRREDUTÍVEL

daniel bensaïd

um revolucionário de todo nosso tempo

28 de janeiro
quinta-feira
às 19h

LOCAL: Armazém 6 do Cais do Porto

Christophe Aguiton (França)
Éric Toussaint (França)
João Machado (Brasil)
Pedro Fuentes (Argentina)
Raul Pont (Brasil)

“Daniel Bensaïd nos ha dejado. Es una pérdida irreparable, no solamente para nosotros, sus amigos, sus camaradas de lucha, sino para la cultura revolucionaria. Con su irreverencia, su humor, su generosidad, su imaginación, había sido un raro ejemplo de intelectual militante, en el sentido fuerte de la expresión. Recuerdo nuestras largas conversaciones, a veces discusiones, alrededor de una mesa, sobre todo a la hora entre el postre y el café, en “Le Charbon”, su restaurante preferido. No estábamos siempre de acuerdo, lejos de ello, pero ¿cómo no amar y no admirar su extraordinaria creatividad y, sobre todo, su espíritu, anti y contra todo, de resistencia a la infamia del orden establecido?”

Michael Löwy

* Michael Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écosocialiste. Né en 1938 à São Paulo (Brésil), il vit à Paris depuis 1969. Directeur de recherche (émérite) au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues dont : *la Pensée de « Che » Guevara*, Paris 1970, Maspero et Paris 1997, Syllepse ; *la Théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris 1970, Maspero ; *Paysages de la vérité – Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris 1975, Anthropos ; *The politics of uneven and combined development, The theory of permanent revolution* (les Politiques du développement inégal et combiné, la théorie de la révolution permanente), Londres 1981, Verso ; *Patries ou Planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Lausanne 1997, Éditions Page 2 ; *Walter Benjamin – Avertissement d'incendie, Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris 2001, Presses universitaires de France ; *Franz Kafka, rêveur insoumis*, Paris 2004, Stock ; *Écosocialisme*, Paris 2011, Mille et une nuits ; *la Cage d'acier : Max Weber et le marxisme webérien*, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017, Éditions de l'éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *La lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur.

Marxisme

tuitement ». Alors que les rythmes naturels s'harmonisent sur des siècles ou des millénaires, la raison économique capitaliste cherche des gains rapides et des profits immédiats.

La biosphère, souligne Daniel Bensaïd en s'appuyant sur les travaux de René Passet, possède sa propre rationalité immanente, irréductible à la raison mécanique du marché. Les valeurs écologiques ne sont pas convertibles en valeurs marchandes, et réciproquement. Comme l'illustre la controverse sur les écotaxes, les effets et les coûts écologiques ne sont pas traduisibles dans la langue misérable de la mesure marchande. Il nous faut une alternative anticapitaliste : l'éco-communisme.

La globalisation est aussi traversée d'une autre contradiction, non moins dangereuse : la rationalité formelle de la mondialisation capitaliste favorise partout l'irrationalité des paniques identitaires ; l'universalité abstraite du cosmopolitisme marchand déchaîne les particularismes et durcit les nationalismes. Dans cet univers régi par la loi du profit, soumis à la tyrannie sans visage du capital, les murs ne sont pas abolis, ils se déplacent : ainsi l'Europe de Schengen, ceinturée de miradors. On pourrait ajouter en 2020 : et noyant dans les eaux de la Méditerranée des dizaines de milliers de migrants.

L'internationalisme de classe reste la meilleure réponse face aux nationalismes tribaux et aux impérialismes. Il est l'héritier de l'universalité de la raison proclamée par la philosophie des Lumières et de la conception révolutionnaire de la citoyenneté – ouverte aux étrangers – de la Constitution républicaine du 24 juin 1793, adoptée par une Convention où siégeaient – mais pas pour longtemps ! – Anacharsis Cloots et Thomas Paine. Enfin, la solidarité avec l'« autre » s'appuie sur une vieille tradition qui remonte à l'*Ancien Testament* : vous n'opprimerez pas l'étranger parce que vous avez été étrangers – et sans-papiers – en pays d'Égypte...

La dernière partie du livre, « *La révolution en ses labyrinthes* », est à mes yeux la plus novatrice et la plus « inspirée » de l'ouvrage. On y trouve de nombreuses références vétérotestamentaires (liées à l'*Ancien Testament*). Juif non-juif (au sens donné à ce terme par Isaac Deutscher) athée et antisioniste, Daniel ne s'en intéressait pas moins à la tradition juive, au messianisme, au marranisme, aux prophètes. Le prophète biblique, comme l'avait déjà suggéré Max Weber



dans son travail sur le judaïsme antique, ne procède pas à des rites magiques, mais **invite à agir**. Contrairement à l'attentisme apocalyptique et aux oracles d'un destin inexorable, la prophétie est une anticipation conditionnelle, qui cherche à conjurer le pire, à tenir ouvert le faisceau des possibles.

À l'origine de la prophétie, dans l'exil babylonien, se trouve une exigence éthique qui se forge dans la résistance à toute raison d'État. Cette haute exigence traverse les siècles : Bernard Lazare, dreyfusard et socialiste libertaire, était selon Péguy un exemple de prophète moderne, animé par une « *force d'amertume et de désillusion* », un souffle d'indomptable résistance à l'autorité.

Ceux qui ont résisté aux pouvoirs et aux fatalités, tous ces « *princes du possible* » qui sont prophètes, hérétiques, dissidents et autres insoumis, se sont sans doute souvent trompés. Ils n'en ont pas moins tracé une piste, à peine lisible, et sauvé le passé opprimé du grossier pillage des vainqueurs.

Selon Daniel Bensaïd, il y a de la prophétie dans toute grande aventure humaine, amoureuse, esthétique ou révolutionnaire. La prophétie révolutionnaire n'est pas une prévision, mais un projet, sans aucune assurance de victoire. La révolution, non comme modèle préfabriqué, mais comme hypothèse stratégique, reste l'horizon éthique sans lequel la volonté renonce, l'esprit de résistance capitule, la fidélité défaille, la tradition (des opprimés) s'oublie. Sans la conviction que le cercle vicieux du fétichisme et la ronde infernale de la marchandise peuvent être brisés, la fin se perd dans les moyens, le but dans le mouvement, les principes dans la tactique.

La bifurcation et le pari

Daniel a le mérite d'avoir introduit dans le lexique marxiste un concept nouveau : **la bifurcation**. Il a, pour ainsi dire, esquissé les grands traits de ce qu'on pourrait nommer un **marxisme de la bifurcation**. Certes, Blanqui utilisait ce terme, mais dans un contexte astronomique ; Rosa Luxemburg ne fait pas usage du mot, mais **l'idée** est au cœur de la Brochure Junius de 1915 : **socialisme ou barbarie**. Daniel cite peu Rosa

Luxemburg : il me semble que c'est une limitation... Mais sa démarche va plus loin. Sa relecture de Marx, à la lumière de Blanqui, de Walter Benjamin et de Charles Péguy, le conduit à concevoir l'histoire comme une suite d'embranchements et de **bifurcations**, un champ de possibles où la lutte des classes occupe une place décisive, mais dont l'issue est **imprévisible**. L'idée de révolution s'oppose à l'enchaînement mécanique d'une temporalité implacable. Réfractaire au déroulement causal des faits ordinaires, elle est, pour Walter Benjamin comme pour Bensaïd, **interruption**.

Il s'ensuit que l'engagement politique révolutionnaire n'est pas fondé sur une quelconque « *certitude scientifique* » progressiste mais sur un **pari raisonné sur l'avenir**. Daniel s'inspire ici des remarquables travaux – trop oubliés aujourd'hui – de Lucien Goldmann sur Pascal : pour le penseur janséniste du XVII^e, l'existence de Dieu ne peut pas être démontrée par des faits ; elle ne peut être, pour le croyant, qu'un **pari** sur lequel il engage sa vie. Selon Goldmann, un raisonnement analogue – mais profane – s'applique à l'avenir socialiste de l'humanité : il s'agit d'une espérance que l'on ne peut démontrer « *scientifiquement* » mais sur laquelle il faut parier et ainsi engager son existence tout entière. Le pari est inéluctable, dans un sens ou dans l'autre : comme l'écrivait Pascal, il faut parier, nous sommes embarqués ; toute action, tout engagement, est nécessairement fondée sur un pari, elle est donc un « *travail pour l'incertain* ». Dans la religion du dieu caché (Pascal) comme dans la politique révolutionnaire (Marx), conclut Daniel, l'obligation du pari définit la condition tragique de l'homme moderne.

Comme l'observe avec pertinence Enzo Traverso, dans son beau livre *Mélancolie de gauche* (2016), la pensée de Daniel Bensaïd était en rupture avec l'historicisme stalinien du PCF, qui reproduisait certains des traits de la social-démocratie allemande critiquée par Walter Benjamin : vision linéaire de l'histoire comme croissance des forces productives, confiance dans le « *progrès* » et certitude de la victoire finale (1).

Rien n'est plus étranger au révolutionnaire, insistait Daniel, que la foi paralysante en un progrès nécessaire, en un avenir garanti. Pessimiste, il n'en refuse pas moins de capituler. Son utopie est celle du principe de résistance à la catastrophe probable. Le pari n'est pas un vœu pieux, une simple option morale : comme le soulignait déjà Lucien Goldmann, il se traduit dans **l'action**, c'est-à-dire, pour Daniel, **l'action stratégique**, l'intervention militante au cœur des contradictions de la réalité. ■

1. E. Traverso, *Mélancolie de gauche*, La Découverte, Paris 2016. Traverso dédie tout un chapitre de son livre à Bensaïd, qui était sans doute un des inspirateurs de sa recherche.

XIII thèses

sur la catastrophe (écologique) imminente et les moyens (révolutionnaires) de l'éviter

Par
Michael Löwy*

I. La crise écologique est déjà, et le deviendra encore plus dans les mois et les années à venir, la question sociale et politique la plus importante du XXI^e siècle. L'avenir de la planète et donc de l'humanité va se décider dans les prochaines décennies. Les calculs de certains scientifiques dressant des scénarios pour l'année 2100 ne sont pas très utiles, pour deux raisons :

① une raison scientifique : considérant tous les effets rétroactifs impossibles à calculer, il est très hasardeux de faire des projections d'un siècle ;

② une raison politique : à la fin du siècle, nous tous, nos enfants et nos petits-enfants, nous serons partis, alors quel intérêt ?

II. La crise écologique comporte plusieurs aspects, aux conséquences dangereuses, mais la question climatique est sans doute la menace la plus dramatique. Comme l'explique le GIEC, si la température moyenne dépasse les 1,5 °C de plus par rapport à la période pré-industrielle, un processus irréversible de changement climatique risque de s'enclencher. Quelles en seraient

les conséquences ? Juste quelques exemples :

- La multiplication des mégafeux comme celui de l'Australie ;
- La disparition des rivières et la désertification des terres ;
- La fonte et la dislocation des glaces polaires et l'élévation du niveau de la mer, pouvant aller jusqu'à des dizaines de mètres. Or, à deux mètres, de vastes régions du Bangladesh, de l'Inde et de la Thaïlande, ainsi que les principales villes de la civilisation humaine – Hong-Kong, Calcutta, Venise, Amsterdam, Shanghai, Londres, New York, Rio – disparaîtront sous la mer.

Jusqu'où la température pourra-t-elle monter ? À partir de quelle température la vie humaine sur cette planète sera menacée ? Personne n'a de réponse à ces questions...

III. Ce sont des risques de catastrophe sans précédent dans l'histoire humaine. Il faudrait revenir au Pliocène, il y a quelques millions d'années, pour trouver une condition climatique analogue à celle qui pourra s'instaurer dans l'avenir, du fait du changement climatique. La plupart des géologues estiment que nous sommes entrés

dans une nouvelle ère géologique, l'Anthropocène, où les conditions de la planète ont été modifiées par l'action humaine. Quelle action ? Le changement climatique a commencé avec la révolution industrielle du XVIII^e siècle, mais c'est après 1945, avec la globalisation néolibérale, qu'il a effectué un saut qualitatif. En d'autres termes, c'est la civilisation industrielle capitaliste moderne qui est responsable de l'accumulation de CO₂ dans l'atmosphère et donc du réchauffement global.

IV. La responsabilité du système capitaliste dans la catastrophe imminente est largement reconnue. Le pape François, dans l'encyclique *Laudato Si*, sans prononcer le mot « *capitalisme* », dénonçait « *un système de relations commerciales et de propriété structurellement pervers* », exclusivement fondé sur « *le principe de maximisation du profit* », comme responsable à la fois de l'injustice sociale et de la destruction de notre maison commune, la Nature. Un mot d'ordre universellement scandé dans les manifestations écologiques partout dans le monde est : « *Changeons le système, pas le climat !* » L'attitude des principaux représentants de ce système, partisans du business as usual – milliardaires, banquiers, « *experts* », oligarques, politiciens – peut être résumée par la phrase attribuée à Louis XV : « *Après moi, le déluge* ».

V. Le caractère systémique du problème est cruellement illustré par les comportements des gouvernements, tous (avec de rares exceptions) au service de l'accumulation du capital, des multinationales, de l'oligarchie fossile, de la marchandisation générale et du libre-échange. Certains – le président des États-Unis, Donald Trump, le président du Brésil, Jair Bolsonaro, le Premier ministre australien, Scott Morrison – sont ouvertement écicides et climato-négationnistes. Les autres, les « *raisonnables* », don-



* Michael Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écosocialiste (voir la présentation de l'auteur en p. 49).

Écosocialisme

nent le ton dans les réunions annuelles de la COP (Conférences des parties ou Cirques organisés périodiquement ?) qui se caractérisent par une vague rhétorique « verte » et une totale inertie. La plus réussie a été la COP21, à Paris, qui s'est soldée par de solennelles promesses de réductions d'émissions par tous les gouvernements participants – non tenues, sauf par quelques îles du Pacifique ; si elles avaient été tenues, calculent les scientifiques, la température pourrait néanmoins monter jusqu'à 3,3° supplémentaires...

VI. Le « *capitalisme vert* », les « *marchés de droits d'émissions* », les « *mécanismes de compensation* » et autres manipulations de la prétendue « économie de marché soutenable » se sont révélées parfaitement inefficaces. Pendant qu'on « *verdit* » à tour de bras, les émissions montent en flèche et la catastrophe se rapproche à grand pas. Il n'y a pas de solution à la crise écologique dans le cadre du capitalisme, un système entièrement dévoué au productivisme, au consumérisme, à la lutte féroce pour les « *parts de marché* », à l'accumulation du capital et à la maximisation des profits. Sa logique intrinsèquement perverse conduit inévitablement à la rupture des équilibres écologiques et à la destruction des écosystèmes.

VII. Les seules alternatives effectives, capables d'éviter la catastrophe, sont des alternatives radicales. « *Radical* » signifie s'attaquant aux racines du mal. Si la racine c'est le système capitaliste, il nous faut des alternatives anti-systémiques, c'est-à-dire anticapitalistes – comme l'écosocialisme, un socialisme écologique à la hauteur des défis du XXI^e siècle. D'autres alternatives radicales comme l'écoféminisme, l'écologie sociale (Murray Bookchin), l'écologie politique d'André Gorz, ou la décroissance anticapitaliste, ont beaucoup en commun avec l'écosocialisme : des rapports d'influence réciproque se sont développés ces dernières années.

VIII. Qu'est-ce que le socialisme ? Pour beaucoup de marxistes, c'est la transformation des rapports de production – par l'appropriation collective des moyens de production – pour permettre le libre développement des forces productives. L'écosocialisme se réclame de Marx, mais rompt de façon explicite avec ce modèle productiviste. Certes, l'appropriation collective est indispensable, mais il faudrait aussi transformer radicalement les forces productives elles-mêmes :

① en changeant leurs sources d'énergie (renouvelables, à la place des énergies fossiles) ;

② en réduisant la consommation globale d'énergie ;

③ en réduisant (« *décroissance* ») la production des biens, et en supprimant les activités inutiles (publicité) et les nuisibles (pesticides, armes de guerre) ;

④ en mettant un terme à l'obsolescence programmée. L'écosocialisme implique aussi la transformation des modèles de consommation, des moyens de transport, de l'urbanisme, du « *mode de vie* ». Bref, c'est beaucoup plus qu'une modification des formes de propriété : il s'agit d'un **changement de civilisation**, fondé sur des valeurs de solidarité, égalité, liberté et respect pour la nature. La civilisation écosocialiste rompt avec le productivisme et le consumérisme, pour privilégier la réduction du temps de travail et donc l'extension du temps libre dédié à des activités sociales, politiques, ludiques, artistiques, érotiques, etc. Marx désignait cet objectif par l'expression « *règne de la liberté* ».

IX. Pour accomplir la transition vers l'écosocialisme, il faut une planification démocratique, orientée par deux critères : la satisfaction des véritables besoins et le respect des équilibres écologiques de la planète. C'est la population elle-même – une fois débarrassée du matraquage publicitaire et de l'obsession consummatrice fabriquée par le marché capitaliste – qui décidera, démocratiquement, quels sont les véritables besoins. L'écosocialisme est un pari sur la rationalité démocratique des classes populaires.

X. Pour accomplir le projet écosocialiste, des réformes partielles ne suffisent pas. Une véritable révolution sociale est nécessaire. Comment définir cette révolution ? On pourrait se référer à une note de Walter Benjamin, en marge de ses thèses Sur le concept d'histoire (1940) : « *Marx a dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Peut-être que les choses se présentent autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte par lequel l'humanité qui voyage dans le train tire les freins d'urgence* ». Traduction en termes du XXI^e siècle : nous sommes tous des passagers d'un train suicide, qui s'appelle civilisation capitaliste industrielle moderne. Ce train se rapproche, à une vitesse croissante, d'un abîme catastrophique : le changement climatique. L'action révolutionnaire vise à l'arrêter – avant que ce ne soit trop tard.

XI. L'écosocialisme est à la fois un projet d'avenir et une stratégie pour le combat ici et maintenant. Il n'est pas question d'attendre que « *les conditions soient mûres* » : il faut susciter la convergence entre luttes sociales et luttes écologiques et se battre contre les initiatives les plus destructives des pouvoirs au service du capital. C'est ce que Naomi Klein appelle *blockadia*. C'est avec des mobilisations de ce type que pourra émerger, dans les luttes, la conscience anticapitaliste et l'intérêt pour l'écosocialisme. Des propositions comme le Green New Deal font partie de ce combat, dans leurs formes radicales, qui exigent l'abandon effectif des énergies fossiles – au contraire de celles qui se limitent à recycler le « *capitalisme vert* ».

XII. Quel est le sujet de ce combat ? Le dogmatisme ouvrier/industrialiste du siècle passé n'est plus actuel. Les forces qui aujourd'hui se trouvent en première ligne de l'affrontement sont les jeunes, les femmes, les indigènes, les paysans. Les femmes sont très présentes dans le formidable soulèvement de la jeunesse lancé par l'appel de Greta Thunberg – une des grandes sources d'espoir pour l'avenir. Comme nous expliquent les écoféministes, cette participation massive des femmes aux mobilisations résulte du fait qu'elles sont les premières victimes des dégâts écologiques du système. Les syndicats commencent, ici ou là, à s'engager aussi. C'est important, car, en dernière analyse, on ne pourra pas battre le système sans la participation active des travailleurs des villes et des campagnes, qui constituent la majorité de la population. La première condition c'est, dans chaque mouvement, d'associer les objectifs écologiques (fermeture de mines de charbon, de puits de pétrole ou de centrales thermiques, etc.) avec la garantie de l'emploi des travailleurs concernés.

XIII. Avons-nous des chances de gagner cette bataille, avant qu'il ne soit trop tard ? Contrairement aux prétendus « *collapsologues* », qui proclament, à cor et à cri, que la catastrophe est inévitable et que toute résistance est inutile, nous croyons que l'avenir reste ouvert. Il n'y a aucune garantie que cet avenir sera écosocialiste : c'est l'objet d'un pari au sens pascalien, dans lequel on engage toutes ses forces, dans un « *travail pour l'incertain* ». Mais, comme le disait, avec une grande et simple sagesse, Bertolt Brecht : « *Celui qui lutte peut perdre. Celui qui ne lutte pas a déjà perdu.* » ■

Crise climatique : les constructeurs automobiles veulent sauver la voiture individuelle

Par
Jean-Claude Vessillier*

Un milliard deux cent mille automobiles sont aujourd'hui en circulation dans le monde. La nouvelle crise qui vient, se marquant par une baisse de la production mondiale de voitures observée dès la fin de l'année 2018, est une combinaison de crise de surproduction classique avec, pour la première fois, l'irruption des conséquences de l'usage de l'automobile sur la crise climatique et l'environnement. Ce qui était autrefois toléré devient insupportable. Les limitations de l'usage des véhicules automobiles dans un nombre croissant de métropoles européennes indiquent qu'une véritable crise de la valeur d'usage de l'automobile est en cours de formation. La fin possible du moteur thermique à l'horizon d'une génération en est une conséquence dérivée.

La production de voitures a toujours été rythmée par des crises de surproduction caractéristiques de cette industrie capitaliste devenue mondialisée. Par crise de surproduction, il faut comprendre l'incapacité des firmes capitalistes à vendre leurs produits/marchandises à un prix qui leur garantisse le profit escompté. Et chaque crise de surproduction a été jusqu'à présent surmontée par la destruction de capacités de production inemployées : usines fermées, suppressions d'emplois et licenciements. Lors de la crise de 2008-2009, des baisses de production ont atteint jusqu'à 50 % aux États-Unis et près de 30 % en France et en Italie, des dizaines d'usines ont été fermées et des dizaines de milliers d'emplois supprimés.

Depuis un siècle, ces baisses de la production et des ventes d'automobiles n'ont jamais empêché – sauf pendant les années de guerre – l'augmentation du nombre des automobiles en circulation. Les dégâts qu'entraîne son usage sont pourtant dénoncés et documentés depuis au moins un demi-siècle, avant même que la question de la crise climatique ne devienne centrale. Voir ce qu'écrivait André Gorz au tournant des années 1960-1970 : « *Le vice profond des*



bagnoles, c'est qu'elles sont comme les châteaux ou les villas sur la côte : des biens de luxe inventés pour le plaisir exclusif d'une minorité de très riches et que rien, dans leur conception et leur nature, ne destinait au peuple. Et le luxe, par essence, cela ne se démocratise pas : si tout le monde accède au luxe, plus personne n'en tire d'avantages ; au contraire : tout le monde roule, frustre et dépossède les autres et est roulé, frustré et dépossédé par eux.

« *La vérité, c'est que personne n'a vraiment le choix : on n'est pas libre d'avoir une bagnole ou non parce que l'univers suburbain est agencé en fonction d'elle – et même, de plus en plus, l'univers urbain. C'est pourquoi la solution révolutionnaire idéale, qui consiste à supprimer la bagnole au profit de la bicyclette, du tramway, du bus et du taxi sans chauffeur, n'est même plus applicable dans les cités autoroutières comme Los Angeles, Detroit, Houston, Trappes ou même Bruxelles, modelées pour et par l'automobile.* » (1)

Ce qui est nouveau par rapport à ces écrits d'André Gorz, c'est que l'usage de l'automobile rencontre aujourd'hui des résistances bousculant l'application des lois du marché capitaliste et la toute-puissance des firmes automobiles à imposer leurs solutions.

En France, les transports sont la première source de gaz à effet de serre avec près de

30 % des émissions en équivalent CO₂ en 2017. Ils sont devant l'industrie et le secteur tertiaire (26 %) ou l'agriculture (19 %). Les voitures sont responsables de près d'un sixième de la contribution française au changement climatique. À elles seules, elles polluent plus que l'ensemble des poids lourds (6 %) et des véhicules utilitaires (6 % aussi).

Pour l'ensemble du monde, l'empreinte carbone de l'industrie automobile, dans son ensemble, représente un volume d'émissions équivalent à 9 % des émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre, et est supérieure aux émissions annuelles de gaz à effet de serre de l'ensemble de l'Union européenne. Ces données sont globalement reconnues, à l'exception de points de vue négationnistes, au sens strict, de faits avérés. Et contrairement aux affirmations des responsables de l'industrie automobile, la

* Jean-Claude Vessillier, statisticien retraité et ancien syndicaliste de Renault, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IV^e Internationale. Il participe au site web du NPA consacré à l'automobile (www.npa-auto-critique.org). Cet article est issu d'une contribution de l'auteur au séminaire écologique de l'Institut international pour la recherche et la formation (IIRF-IIRE) d'Amsterdam qui aura lieu en février 2020. Les données fournies sont consultables avec leurs sources sur www.npa-auto-critique.org

1. André Gorz, publié en 1973 dans *la Gueule ouverte*, accessible sur : <http://carfree.fr/index.php/2008/02/02/lideologie-sociale-de-la-bagnole-1973/>

situation continue de s'aggraver.

1. Dans les pays capitalistes les plus anciens, une croissance ininterrompue de l'usage de l'automobile malgré la stabilisation des ventes depuis trente ans

Après la crise de 2008-2009, la production d'automobiles dans le monde n'a cessé d'augmenter jusqu'en 2017, avec une baisse probablement conjoncturelle observée ces deux dernières années. Mais la production et les ventes n'ont jamais retrouvé en Europe occidentale, aux États-Unis et au Japon leurs niveaux d'avant crise. La reprise de la croissance de la production mondiale d'automobiles dans le monde après 2009 est principalement due à la Chine. Sur les 34 millions de véhicules produits en plus dans le monde entre 2009 et 2018, 14 millions ont été produits en Chine où la production d'automobiles a doublé passant d'environ 14 millions à 28 millions de véhicules.

re des voitures en circulation ne cesse d'augmenter comme dans le reste du monde.

Par exemple, en France, le nombre des voitures en circulation est passé de 24 millions à 30 millions de véhicules en 30 ans. En effet les ventes de voitures neuves ne cessent de contribuer à augmenter le parc des véhicules en circulation même si ces ventes restent stables. Si les voitures les plus anciennes sont éliminées des pays d'Europe occidentale soit par une mise à la casse, soit par une revente d'occasion dans d'autres pays où elles continuent de circuler et de polluer, cela ne suffit pas à bloquer la croissance du nombre de véhicules en circulation dont l'âge moyen ne cesse d'augmenter en Europe occidentale.

Après avoir oscillé autour d'un tiers entre 2000 et 2009, la part des voitures âgées de plus de 10 ans en Europe occidentale a constamment augmenté pour atteindre 43 % en 2016. En France, pour un véhicule acheté neuf, presque trois sont acquis

plus de carburant. En cause aussi des voitures plus chères et plus puissantes, vendues pour une moitié aux entreprises et aux compagnies de location, le reste à la fraction de la population la plus riche et la plus âgée.

2. Un usage contraint de l'automobile

Les spécialisations de territoire, l'augmentation des distances domicile travail, la suppression des services publics de proximité et la dégradation des services de transport collectif rendent de plus en plus contraint l'usage de la voiture individuelle, principalement dans les zones rurales et périurbaines.

Pour se rendre à leur travail, les salariés utilisent principalement leur voiture, conséquence de la division sociale et géographique du travail.

En France, parmi les différentes catégories professionnelles, ce sont les ouvriers qui utilisent le plus leur voiture : 78 % d'entre eux. En revanche, les cadres (63 %) utilisent le moins leur voiture, disposant des zones d'emploi et d'habitation les mieux desservies par les transports en commun. Preuve que l'utilisation de la voiture est bien une obligation pour les ouvriers qui n'ont pas les possibilités de choisir leur mode de transport.

L'éloignement en augmentation des lieux d'habitation et de travail crée des situations de plus en plus difficiles : 14 % des salariés, soit 3,3 millions de personnes, prennent chaque jour leur voiture pour se rendre sur leur lieu de travail situé à plus de 25 kilomètres de leur domicile.

Dans les territoires faiblement urbanisés, prendre sa voiture pour aller travailler est le quotidien de plus de huit salariés sur dix. Et ce n'est qu'une moyenne. Dans plusieurs départements à très faible densité, moins de 2 % des salariés ont recours aux transports en commun.

Ce phénomène n'est pas en régression ! Les zones aujourd'hui faiblement urbanisées sont de moins en moins habitées par les paysans et de plus en plus par des salariés à la recherche de loyers moins chers. Les nouvelles implantations industrielles sont aussi de plus en plus dispersées et non accessibles par des transports collectifs. Il peut exister des usines de quelques milliers de salariés où le seul moyen d'accès possible est un moyen de transport individuel motorisé.

On n'utilise pas la voiture pour aller travailler par préférence individuelle. On y est obligé par un mode de production qui inflige à la majorité une double peine : des distances toujours plus longues à parcourir et une dégradation continue des transports collectifs. C'est pourquoi la question des transports collectifs – qui pourraient être

Production d'automobiles véhicules particuliers et utilitaires

	2000	2009	2018	Écart 2018/2010
Europe *	20 621 000	17 879 000	23 790 000	15,37 %
Europe occidentale	17 105 000	12 241 000	14 231 000	- 16,80 %
Aléna (USA Canada Mexique)	17 990 000	8 761 000	17 436 000	- 3,08 %
Japon	10 141 000	7 935 000	9 729 000	- 4,06 %
Chine	2 069 000	13 791 000	27 809 000	1 244,08 %
Monde	58 374 000	61 715 000	96 099 000	64,63 %
France	3 348 000	2 048 000	2 270 000	- 32,20 %
Allemagne	5 527 000	5 210 000	5 120 000	- 7,36 %
Italie	1 738 000	843 000	1 060 000	- 39,01 %

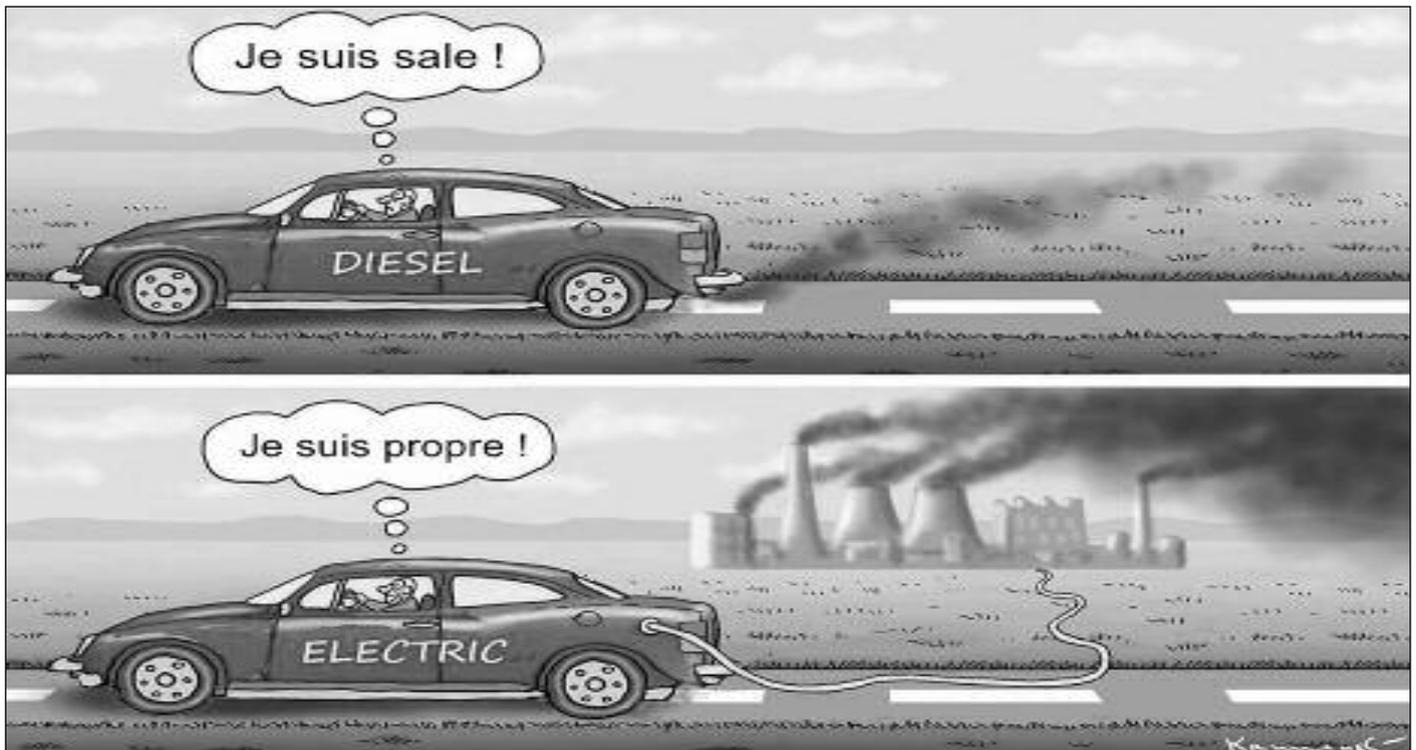
* Europe élargie au Maroc et à la Turquie car faisant partie du même bassin industriel pour l'automobile

Les facteurs qui avaient été l'origine de la crise systémique de 2008-2009 ont été traités par la ruée de la plupart des firmes automobiles vers la Chine et par la destruction massive des capacités de production – non compensées depuis – surtout en Amérique du Nord et en Europe, en France et en Italie notamment. Les appareils de production se réorganisent au sein de bassins industriels chevauchant les frontières nationales : l'Aléna (États-Unis, Mexique, Canada) et une Europe sans la Russie mais élargie à la Turquie et au Maroc après avoir intégré les pays d'Europe centrale et orientale.

De même, les ventes de voitures neuves n'augmentent plus et cela depuis 30 ans. Il s'est vendu en France moins de voitures neuves en 2019 qu'en 1990 : 2 100 000 contre 2 300 000. Même constat dans la plupart des autres pays de l'Europe occidentale, aux États-Unis et au Japon où pourtant le nomb-

d'occasion, contre deux seulement en 1990. L'âge moyen des véhicules y est passé d'environ 6 ans en 1990 à environ 9 ans aujourd'hui. C'est le même chiffre en Allemagne. Et il est de 17 ans en Pologne. Cette réalité sociale de l'usage de l'automobile ne se lit pas dans les catalogues qui ne vantent que les modèles plus récents.

Alors que la crise climatique est démontrée et dénoncée depuis des années, les pollutions créées par la circulation automobile sont toujours en augmentation. En plus du vieillissement du parc automobile en circulation, c'est la conséquence du fait que les nouveaux modèles mis en vente contribuent encore largement à l'émission de gaz à effet de serre. En cause, l'augmentation du poids de chaque voiture qui nécessite de plus en plus d'énergie pour les faire « rouler », des voitures de plus en plus hautes comme les SUV à inspiration sportive qui consomment



gratuits et réorganisés en fréquence et deserte – est la condition d'une limitation de l'usage des voitures individuelles.

3. La fin des motorisations diesel d'aujourd'hui est programmée en Europe

Le scandale du dieselgate de Volkswagen en 2015 est à l'origine de la crise qui aboutit à la fin prévisible de ce type de motorisation, en tout cas telle qu'elle est aujourd'hui développée. Ce n'en est pas bien sûr la cause mais seulement le révélateur des pratiques de toute une industrie et la mise au clair des vrais dégâts causés depuis toujours par ce type de motorisation. Sans que cela ne doive faire oublier les émissions des moteurs à essence encore plus nocives en gaz à effet de serre. L'accusation nord-américaine visant Volkswagen avait concerné en 2015 l'utilisation d'un logiciel truqueur limitant les émissions de gaz polluants pendant les tests officiels. Les émissions réelles pouvaient être jusqu'à 40 fois supérieures. Au total 11 millions de véhicules ont été truqués : 8,5 millions en Europe et 600 000 aux États-Unis. Le scandale a coûté jusqu'à présent à Volkswagen 30 milliards d'euros en rappels de véhicules et procédures judiciaires, la plus grande part versée aux États-Unis. Un chiffre à se souvenir lorsque les mêmes patrons osent expliquer qu'ils ne peuvent pas satisfaire la moindre revendication de hausse des salaires !

Toute l'industrie automobile est impliquée. On sait maintenant que tous les constructeurs automobiles utilisent des disposi-

tifs « *autolimitant* » les émissions pendant les tests. Le débat ne porte pas sur ces faits mais sur leur légalité au regard des législations différentes en Europe et aux États-Unis. C'est en tout cas ce que plaident PSA et Renault en France. Et par là même ils reconnaissent que leurs voitures en circulation réelle émettent beaucoup plus que les normes légales. Dès la révélation du scandale, les firmes automobiles ont mis en place de nouveaux filtres, augmentant les coûts de fabrication et rendant impossible la rentabilité des voitures les plus petites si elles en étaient équipées.

Les nouvelles réglementations appliquées en Europe depuis le 1^{er} janvier 2020 devaient apurer la situation. Il n'en est rien comme le montre Transport et Environnement (appelée aussi Fédération européenne pour le transport et l'environnement) dans des travaux parus le 13 janvier 2020. Les nouveaux modèles diesel émettent jusqu'à plus de 1 000 fois plus de particules lors du nettoyage de leur filtre, opérations qui ont lieu régulièrement en ville sur une quinzaine de kilomètres en pleine circulation.

Toutes ces révélations de truquages ont fait largement connaître la nocivité des émissions des moteurs diesel s'attaquant à la santé de tous. Depuis, la chute des ventes de voitures diesel a été générale partout en Europe.

Déclin des ventes de voitures diesel en Europe, limitation de la circulation de ce type de motorisation dès maintenant dans de nombreuses villes, et mesure d'interdic-

tion à horizon de quelques années : tous ces facteurs se conjuguent pour aboutir à des capacités de production inemployées pour ce type d'équipement.

Ainsi en France plusieurs dizaines d'usines sont sous le coup de menaces imminentes. Au total, 5 500 emplois sont en situation critique. Les changements concernent en particulier les domaines de la fonte d'acier et d'aluminium, l'usinage et l'assemblage de pièces mécaniques spécifiques aux moteurs diesel, comme les buses d'injection ou les carters. De 10 000 à 15 000 postes industriels sont menacés à l'horizon 2030, sur les 35 000 que compte la filière automobile dans ce domaine.

Une usine de 2 000 ouvriers spécialisée dans la fabrication pour les moteurs diesel et située dans un département du centre de la France, en Aveyron, est en cours d'asphyxie. Son propriétaire, le groupe Bosch, un des principaux équipementiers automobiles mondiaux, est présent dans de nombreux autres secteurs d'activité. Si l'on pouvait envisager une reconversion d'une usine spécialisée dans une technique condamnée, ce serait bien à l'intérieur d'un groupe multi-activité de la taille de Bosch. Au contraire Bosch condamne de fait l'usine en laissant aux autorités françaises, nationales et locales, le soin de trouver d'éventuels repreneurs. En cinq ans, rien n'a été proposé ni par les uns ni par les autres. C'est un exemple du refus des firmes capitalistes de prévoir des reconversions garantissant l'emploi. Garantie de l'emploi, maintien des savoir-faire ouvriers acquis, préservation de machi-

Écosocialisme

nes pouvant être encore utiles : tout cela pose la question de l'expropriation des propriétaires actionnaires et de nouvelles socialisations garantissant des emplois et permettant des productions utiles.

Constatons que les firmes automobiles ont finalement accepté et intégré cette limitation du diesel allant vers son interdiction à court terme dans de nombreuses grandes villes européennes. Si l'étendard de la pollution permet de décréter hors d'usage des véhicules, certes particulièrement polluants, c'est un moyen au travers des chaînes de renouvellement entre véhicules d'occasion anciens, plus récents et voitures neuves d'espérer relancer ventes et productions.

Cela a été souligné en Allemagne alors qu'il était proposé de mettre à niveau des normes actuelles de vieux véhicules diesel. Entre réparer des véhicules ou bien inciter à acheter des voitures neuves seulement un peu moins polluantes, les constructeurs automobiles ont fait la pression maximum auprès du gouvernement allemand pour augmenter leurs ventes de voitures neuves. En partie financés par les pouvoirs publics, c'est-à-dire par les impôts de tous, les constructeurs automobiles ont proposé jusqu'à 10 000 euros pour la reprise des anciens véhicules diesel : c'est notamment le montant des primes proposées en Allemagne par Mercedes et... Renault. Un moyen de doper des ventes de voitures neuves qui continuent aujourd'hui d'être polluantes et de dérégler le climat. Et les mêmes voitures plutôt récentes retirées de la circulation en Allemagne sont revendues en l'Europe centrale et de l'est où elles continuent à polluer et émettre du CO₂. Le bilan global c'est plus de voitures, plus de pollution et plus de CO₂. D'où le constat de Greenpeace en Allemagne : « Les constructeurs essaient de transformer le système de tricherie sur les émissions polluantes qu'ils ont mis en place en une aubaine pour doper leurs ventes de voitures neuves – une stratégie qui continuera d'affecter le climat et d'accroître le gaspillage ».

4. Les voitures électriques, fausse réponse à la crise climatique, vrai facteur de restructurations industrielles

La fin des moteurs thermiques est annoncée en Europe pour une génération, d'ici à 20 ou 30 ans. On peut mettre en doute les affirmations à un horizon aussi éloigné. Mais la conception, environ 5 ans, et la durée pendant laquelle un même moteur est fabriqué, une dizaine d'années, relèvent du temps long. Déjà Daimler – le groupe qui fabrique les voitures de luxe Mercedes – annonce qu'il cesse tout travail de recherche-développement sur de nou-

veaux moteurs thermiques. Au total les constructeurs automobiles investiront 225 milliards d'euros dans l'électrification au cours des huit prochaines années, contre 20 milliards les huit précédentes. Un seuil est en passe d'être franchi.

Ce n'est pas la première tentative. Dès le début de l'automobile, il y a un siècle, motorisation essence et électrique étaient en concurrence. Il y a trente ans Renault mettait en place un projet pour produire à moyen terme des voitures électriques. Et il y dix ans le PDG de Renault, Carlos Ghosn, avançait des prévisions qui se sont révélées être des boniments alors que la presse et les « experts » les avaient pourtant crues. Mais cette fois-ci c'est toute une industrie qui investit dans ce domaine. Toutefois sans qu'en Europe, à l'exception de la Norvège, cela se traduise aujourd'hui par des ventes dépassant une part de 2 %.

C'est la concomitance avec les déclins annoncés des moteurs diesel puis de tous les moteurs thermiques qui ouvre maintenant cette possibilité. Mais à la condition que les pouvoirs publics financent les investissements indispensables et aident à l'achat de ces onéreuses nouvelles voitures. Des primes publiques sont en effet partout nécessaires pour trouver des clients prêts, même dans ces conditions, à acheter une voiture plus chère à l'autonomie limitée en grandeur réelle à moins de 300 km.

En septembre 2019, l'ACEA (Association des constructeurs automobiles européens, qui regroupe tous les constructeurs européens) exigeait : « *les instruments de financement de l'Union européenne existants doivent être mieux exploités pour accélérer le déploiement des infrastructures, et d'autres instruments financiers doivent être ciblés pour dégager de nouvelles solutions permettant d'améliorer la couverture dans tous les États membres* ».

Ces financements publics réclamés imposeront, dans le contexte des politiques d'austérité actuellement menées, des coupes au détriment des services publics qui se dégradent, notamment dans le domaine des transports collectifs. La condition du développement des voitures électriques, c'est ce toujours plus pour les voitures individuelles et moins pour les transports collectifs.

Du point de vue de la transition écologique, ce passage à la voiture électrique est une forme de « *greenwashing* » (écoblanchiment). Tout au long du cycle de vie, de l'extraction y compris par le travail des enfants des matériaux nécessaires aux batteries, à la fabrication, puis à l'usage des voitures en circulation et enfin au traitement des déchets, voitures thermiques et électriques se valent

en termes d'émissions de CO₂. Un peu plus, un peu moins, et incontestablement plus pour les voitures électriques lorsque l'énergie électrique est fournie par des centrales au pétrole ou au charbon.

Les voitures électriques Tesla, celles qui sont plus vendues dans le monde, disposent d'une autonomie de 500 km, avec des batteries pesant plus d'une demi-tonne dans chaque véhicule. Comme tout poids supplémentaire nécessite plus d'énergie pour se déplacer, bonjour le gaspillage qui peut devenir intolérable si le nombre des acheteurs de véhicules électriques augmente.

En termes de bilan global, une partie des émissions polluantes, liées à tout le cycle de vie d'un véhicule, est seulement déplacée hors des grands lieux de circulation automobile. Cachez cette pollution qu'il ne faut plus voir, mais aucun impact pour le climat !

En revanche, ces changements vont entraîner de réelles et profondes restructurations dans toute l'industrie automobile et sa chaîne de valeur.

Aux États-Unis même, Tesla est devenue en vingt ans la première entreprise de véhicules électriques au monde avec 250 000 voitures vendues en 2019 au prix moyen de 50 000 dollars. Un objet de luxe pour riches ! Faisant, selon des méthodes du début du XX^e siècle, la chasse aux militants syndicaux dans l'usine de Fremont en Californie, sa capitalisation boursière dépasse maintenant celle de Ford et de GM, alors que la firme vend vingt fois moins de voitures. Phénomène de spéculation bien sûr mais qui traduit l'avidité des spéculateurs à croire en ce nouvel eldorado que pourraient constituer les voitures électriques. Préserver le climat est le dernier souci de ces boursicoteurs !

Au cœur même de la filière, le démembrement de la production d'automobiles entre constructeurs, équipementiers et sous-traitants va s'amplifier. Aujourd'hui selon des chiffres fournis par l'équipementier Valeo, la valeur ajoutée obtenue au cours de la chaîne de production d'une automobile se partage entre 80 % pour les équipementiers et 20 % pour les constructeurs. Le phénomène va encore s'accroître avec les véhicules électriques dont la batterie produite à l'extérieur de la filière automobile représente, à elle seule, 30 % de la valeur totale du véhicule.

Le mouvement ouvrier est concerné par ces changements car ils entraînent aussi un démembrement de la force de travail à l'œuvre depuis des dizaines d'années. À titre d'exemple, il était rappelé lors de la grève de General Motors de l'automne 2019 qu'une voiture sortie des chaînes de montage de

GM était composée de 30 000 pièces différentes provenant de centaines d'entreprises différentes, fournisseurs, équipementiers et sous-traitants.

Alors que des gains de productivité sont de plus en plus difficiles à obtenir – même à coups d'exploitation accrue des salariés –, un passage au véhicule électrique moins compliqué à fabriquer est un moyen de les trouver. Une voiture électrique comporte moins de pièces mécaniques en mouvement, certaines études l'évaluent à 6 fois moins, par rapport à un modèle thermique traditionnel. Cela implique une quantité de travail moindre.

Le patron de Volkswagen a précisé : « Il faut ouvrir un débat franc et ouvert sur les conséquences de la mobilité électrique. Car la réalité, c'est que fabriquer un véhicule électrique demande un tiers d'efforts et de dépenses de moins que son équivalent thermique, nous devons opérer des suppressions de postes ». L'annonce qu'un véhicule électrique nécessite un tiers de force de travail en moins laisse prévoir des suppressions d'emplois encore plus massives. Aucune fatalité à cela, sinon les exigences du profit. Alors que la production d'un bien avec une quantité de travail moindre pourrait permettre une massive réduction du temps de travail, les restructurations annoncées sont un prétexte pour menacer de supprimer des emplois et créer dès maintenant un sentiment de peur pour affaiblir les résistances ouvrières.

5. Trouver le chemin des résistances victorieuses

Dix ans après la crise de 2008 l'industrie automobile mondialisée a restauré ses profits et se retrouve aujourd'hui devant une nouvelle crise qui commence.

La filière automobile demeure l'un des moteurs de l'économie capitaliste (2). Tout au long de la chaîne de production, de multiples branches sont mobilisées dans les domaines de l'extraction des matières premières, de la métallurgie, des fonderies, de la mécanique, de la chimie et des matières plastiques, de l'électronique et aujourd'hui des nouvelles techniques de l'information. Tout au long du processus, de la plus-value est extraite du travail humain qui y est incorporé. Et en aval les constructeurs automobiles vendent-échangent près de cent millions d'automobiles finies sorties de chaîne à un prix moyen de 20 000 euros environ l'unité. Aucune autre filière concentrée dans l'économie capitaliste ne fait « mieux ».

De nouveaux intervenants comme les GAFA et leurs émules Uber ou Tesla rôdent

attirés par les gisements de profits que pourrait entraîner leur participation à cette pépite. Comme fournisseurs de luxe ou comme concurrents. Déjà dans le domaine de la voiture électrique Tesla a pris de l'avance sur Ford et General Motors. Dans le domaine de la voiture autonome sans chauffeur, la firme qui a développé le plus d'expérimentations en vraie grandeur sur les routes des États-Unis est Google. Aujourd'hui cette voiture autonome est un leurre au sens où l'horizon



de sa possible généralisation est encore imprévisible mais indique une direction de développement. La voiture dite autonome requiert en fait une digitalisation minutieuse de tout l'environnement routier et un guidage encadré par des satellites. Toutes opérations que Google ou autres Uber veulent privatiser. Leur projet c'est de privatiser et de rendre profitable l'occupation de l'espace urbain en complément de la production de voitures individuelles. Vous avez aimé les taxis Uber, vous adorerez les robots taxis que celui-ci rêve de mettre sur le marché.

Autre concurrent en formation, l'industrie automobile chinoise a pris de l'avance en termes d'exploitation des terres rares, de conception, de fabrication et de ventes des voitures électriques. Alors que les firmes capitalistes européennes, nord-américaines et japonaises se sont jusqu'à présent développées en Chine en partenariat avec des firmes chinoises sur la base d'une copropriété moitié-moitié assurant un partage des bénéfices, ce rapport de forces se modifie dans le domaine des véhicules électriques où l'industrie chinoise peut devenir leader. L'oligopole qui structure au plan mondial la filière depuis la moitié du XX^e siècle n'avait pas été remis en cause par la ruée de tous vers la Chine lors de la dernière décennie. Mais aujourd'hui les rapports de force commencent à bouger dans un contexte de guerre commerciale avivée entre la Chine et les États-Unis.

L'aiguïsement de la concurrence et les montants des investissements à mobiliser dans ce contexte sont la cause des restructurations en cours, la fusion annoncée entre Fiat Chrysler FCA et PSA étant la plus récente. Les méga-fusions entraînant toujours des méga-suppressions d'emplois. Ce constat est encore renforcé par la nature de la crise qui vient.

Vu le poids de l'industrie automobile dans l'appareil de production capitaliste, les changements qui s'annoncent auront des conséquences sur l'organisation du travail et les capacités de riposte ouvrières au-delà de la filière automobile elle-même. L'industrie automobile n'est plus depuis les années 1980 la référence qu'elle avait pu être grâce à des luttes victorieuses construisant une unité entre les diverses nationalités et classifications ouvrières. La tactique patronale mise en œuvre depuis a cherché à briser solidarités et collectifs de travail. C'est la présence sur une même chaîne de montage des usines PSA ou Renault de jusqu'à 80 % d'intérimaires aux salaires, garanties et employeurs différents. En Italie c'est la division entre

ceux restant dans l'usine et ceux au chômage dépendant de la *cassa integrazione*. Et aux États-Unis c'est l'embauche des nouveaux et nouvelles à un salaire inférieur de moitié à celui des plus anciens.

Mais il est des signes encourageants. Contre la précarité et pour l'égalité salariale entre toutes et tous dans les mêmes usines, la grève de plusieurs semaines des ouvriers de General Motors à l'automne 2019 a démontré la permanence d'une résistance ouvrière, même avec un syndicat à direction bureaucratée et corrompue (3).

Les résistances qui se font jour en Europe contre les dégâts de l'automobile et pour une priorité réelle à des transports collectifs gratuits peuvent porter une dynamique anti-capitaliste. Mais force est de reconnaître qu'aujourd'hui elles ne rencontrent pas – ou trop rarement – les résistances des travailleuses et travailleurs de l'automobile face au même capital qui les exploite et sacage la planète. La tâche indispensable devant nous c'est bien d'œuvrer à cette convergence. ■

15 janvier 2020

2. Winfried Wolf, <https://alencontre.org/ecologie/auto-crash-lindustrie-automobile-au-coeur-de-la-crise-a-venir.html>

3. Chris Brooks et Jane Slaughter (<https://www.labor-notes.org/author/4082/content>) traduit en français sur www.npa-auto-critique.org/2019/10/six-semaines-de greve-ches-general-motors.html

Nouvelles droites et antiféminisme

Par
Judith Carreras*

Red pill, unicorn (licorne), incels (célibataires involontaires), AWALT (All Women Are Like That – les femmes sont toutes les mêmes) (*Rational Wiki*, 2019) : voici quelques néologismes que l'on peut lire sur la *manosphère* : un ensemble de blogs, forums et sites internet de mouvements à tendance misogyne et antiféministe. Le *Red pill* est repris de *Matrix*, ceux qui ont pris la pilule rouge étant ceux qui ont réussi à se libérer des convictions féministes dominantes et choisissent d'adhérer à la douloureuse vérité de la *manosphère*, à l'inverse de leurs détracteurs, vendus à la cause féministe, qui ont pris la pilule bleue. Les termes mâle alpha et mâle bêta sont utilisés dans la même logique.

Dans le monde anglo-saxon, *Red Pill Room*, *A Voice for Men*, ou encore *Return of Kings* sont quelques-uns des noms de ces sites. En Espagne, *Forocoches* est probablement le premier qui serait cité, mais il existe une longue liste de sites et de blogs comme *Stop Feminazis*, groupe facebook sur la garde partagée ou contre les soi-disant dénonciations calomnieuses, et des médias, comme *Mediterráneo Digital* ou *Caso Abierto* qui configurent une *manosphère* hispanique, avec un argot propre – féminazie, féministe suprémaciste, idéologie de genre – qui promeut le sexisme, la misogynie, l'antiféminisme et l'« *anti-genre* ».

Tout ce jargon – le glossaire de la *manosphère* – semble sortir d'une caricature réactionnaire de guerre de communication, mais contribue en réalité à articuler un discours antiféministe qui alimente les positions, organisations et partis de l'ultra-droi-

te. Quand bien même il n'existe pas nécessairement de liens organiques, ce mouvement sur la toile a bien souvent rencontré référents et porte-parole dans les partis d'extrême droite.

C'est le cas du parti espagnol Vox, qui a fait de ces thèmes des éléments centraux de son discours. L'utilisation des concepts de violence intrafamiliale et d'idéologie de genre, son refus de participer aux minutes de silence lorsqu'un meurtre machiste est commis, la remise en question, une fois de plus, de la loi sur l'avortement, ses demandes à accéder aux noms des femmes qui travaillent sur les violences de genre en Andalousie, et le discours répressif à propos des *organisations féministes radicales*, sont venus remettre sur la table des questions supposément déjà tranchées ou qui ne se posaient pas, et ont forcé d'autres partis, comme le Parti populaire (PP) et Ciudadanos (Cs), à réviser leurs positions.

Cependant, il semble que toutes les droites radicales n'ont pas les mêmes relations avec le féminisme et l'antiféminisme. Par exemple, ni Salvini ni Le Pen ne s'aventurent sur des sujets comme celui de l'avortement, alors que Vox et le PiS (la droite polonaise) ne s'en privent pas. Nous observons également des inflexions dans le temps au sein d'un parti, comme c'est le cas pour le Front national-Rassemblement national, qui, avec Marine Le Pen, a voulu s'adresser davantage aux femmes et aux personnes homosexuelles, se différenciant ainsi des positions tenues par son père. Des partis comme l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne ont promu des groupes de femmes (*Frauen in der Alternativ*) pour accroître la présence des femmes dans la structure du parti et au niveau électoral. Quelques membres de l'AfD sont allés plus loin encore en luttant pour les droits des femmes à travers l'utilisation du discours du mouvement MeToo.

S'agissant du féminisme, les partis d'extrême droite semblent tenir deux positions apparemment contradictoires mais qui, dans de nombreux cas, sont exprimés simultanément – en particulier en ce qui concerne

l'extrême droite européenne. Nous définirons la première comme nettement antiféministe, « *anti-genre* », sexiste et misogyne, et incarnée par des figures comme celles de Jair Bolsonaro, condamné à indemniser une députée pour lui avoir dit qu'il ne la violerait pas « *parce qu'elle ne le méritait pas* », et qui a nommé Damara Alves ministre de la Femme, de la famille et des droits de l'homme, qui a déclaré que les féministes n'aiment pas les hommes « *parce qu'elles sont moches* » et « *parce qu'aucun homme n'a voulu les épouser* ».

La seconde position se caractérise par l'utilisation du féminisme pour défendre des mesures et des politiques xénophobes et racistes, sous prétexte qu'elles sont nécessaires à la libération des femmes. Nous pourrions appeler cette logique *purplewashing* (de l'anglais *purple*, violet, et *whitewash*, blanchir ou couvrir), pour utiliser un terme déjà répandu et inventé par la féministe Brigitte Vasallo, ou *fémonationalisme* (contraction de féminisme et nationalisme), concept plus récent de Sara R. Farris. À titre d'exemple, Nicole Höchst, membre de l'AfD, affirmait à l'automne 2018 dans un entretien à *Der Spiegel* être préoccupée par l'avenir de l'Allemagne et par le fait de protéger les femmes des islamistes radicaux et des migrants. Elle ajoutait : « *Je crois que nous sommes le seul parti en Allemagne qui lutte réellement pour les droits des femmes, parce que nous signalons le danger qui nous menace de perdre les libertés et les droits des femmes pour lesquelles nous avons lutté pendant des siècles* » (Bonhomme, 2019).

Le présent article tente d'analyser le rapport qu'entretiennent les nouvelles droites avec le féminisme, en évaluant plus en détail les deux positions que nous venons de mentionner. Une section argumente le fait que les deux approches, malgré une opposition apparente, ont des points de convergence importants, et renforcent un même discours général. Le texte se termine sur de brèves conclusions à propos des défis que tout cela lance au féminisme, et de la façon d'articuler stratégies de résistance et d'offensive.

* Judith Carreras, militante féministe, préside la Fundación Viento Sur. Elle a publié (avec Carlos Sevilla et Miguel Urbán) *Eurouniversidad, Mito y realidad del proceso de Bolonia*, Icaria editorial, Barcelona 2006. Cet article a été d'abord publié par la revue espagnole *Viento Sur* n° 166 <https://vientosur.info/spip.php?article15329>. Traduit de l'espagnol par Louise Poulain.



Une croisade contre le féminisme

La signification de l'antiféminisme a varié à travers le temps et l'espace, mais il a été et est profondément politique. Il se base sur la négation de tout ou partie des affirmations suivantes : le patriarcat existe, la division sexuelle du travail favorise les hommes ; il faut promouvoir des actions collectives pour corriger ces discriminations et inégalités. En d'autres termes, l'antiféminisme est une opposition collective à l'émancipation féminine (McRobbie, 2018).

L'antiféminisme est probablement aussi ancien que le féminisme. Comme le note l'historienne Christine Bard dans le travail collectif *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, dès le XIXe siècle et au cours des XXe et XXIe siècles, nous assistons à l'apparition de mouvements politiques néoconservateurs et réactionnaires comme réponse aux revendications féministes. En commençant par les mouvements qui se sont opposés au droit de vote des femmes, à l'entrée des femmes sur le marché du travail ou à leur droit à s'affilier à un syndicat, jusqu'aux positions actuelles qui parlent de féminisme suprémaciste ou d'idéologie de genre pour s'opposer au féminisme.

L'antiféminisme actuel n'est pas homogène, certaines de ses expressions sont des attaques brutales contre les femmes et défendent clairement la division sexuelle du travail comme quelque chose de naturel et d'inévitable, si ce n'est voulu par Dieu. Ses

expressions sont sexistes, misogynes, racistes, colonialistes. C'est clairement le cas des sites et blogs de la *manosphère* que nous avons mentionnés. Cependant, certains acteurs de l'antiféminisme contemporain ont peaufiné leur discours. Pour lutter contre un féminisme qui a gagné une légitimité sociale, politique et normative (Rubio, 2013), ils l'attaquent d'une manière qui paraît plus subtile, adoptant même une partie de son discours, tout en introduisant l'idée que le mouvement féministe a déjà atteint ses objectifs et qu'il cherche à défendre aujourd'hui un statut plus avantageux pour les femmes que pour les hommes. Ils soulignent également que le féminisme, malgré son affirmation de défense de l'égalité, ignore les problèmes particuliers des hommes et leur nie des droits.

Bien qu'il ne faille pas confondre les déclarations des dirigeants avec la position de leur parti, les mots de certains légitiment l'antiféminisme, en le normalisant et le rendant plus acceptable. Duterte aux Philippines se vante du fait qu'il a tenté de violer une enfant quand il était adolescent. Trump attaque plusieurs parlementaires femmes du fait de leurs enfants. Et dernièrement, Bolsonaro s'est moqué de la différence d'âge d'Emmanuel Macron et de sa compagne, Brigitte Macron, plus âgée que lui. Ces déclarations misogynes, sexistes et racistes, extraites d'une longue liste, ne sont pas seulement des « *dérappages* », mais font de l'antiféminisme et de l'autoritarisme la mar-

que de fabrique d'un type d'action politique.

Différents acteurs confluent dans l'antiféminisme, depuis la droite conservatrice et les pouvoirs religieux jusqu'aux partis d'extrême droite et (néo)conservateurs. Leurs discours s'entrelacent et donnent forme à la même vague réactionnaire, qui ne mène pas seulement une bataille culturelle, mais également une bataille économique, sociale et démocratique contre les féminismes. La lutte est acharnée et, souvent, ce sont eux qui gagnent.

L'agenda antiféministe s'articule autour de la négation du caractère structurel des violences machistes, d'actions contre les droits sexuels et reproductifs, en particulier sur la question de l'avortement, de la négation du genre comme construction sociale, avec l'homophobie et la transphobie qui en découlent, mais aussi du sexisme et de la lutte pour un vocabulaire et une grammaire inclusives, dans l'articulation de son discours sur l'« *idéologie de genre* », comme traits les plus saillants. Existente également d'autres aspects, comme la ségrégation au travail ou les différences salariales, qui ne sont pas traitées ou alors reçoivent une réponse basée sur des logiques méritocratiques.

Quant au « *concept* » d'idéologie de genre, il a été inventé par la hiérarchie catholique dans les dernières années du mandat de Jean-Paul II au Vatican. Il s'agit d'un discours qui cherche à combattre le genre comme concept (Alabao, 2018). Cette position est également avalisée par le pape

Féminisme & Extrême droite

François qui, dans des déclarations à l'occasion de la présentation de son livre *Cette économie qui tue*, fait la réflexion suivante : « *Pensons aux armes nucléaires, à la possibilité de supprimer un grand nombre d'êtres humains en quelques instants. Pensons aussi à la manipulation génétique, à la manipulation de la vie ou à la théorie du genre, qui ne reconnaissent pas l'ordre de la création. Par cette attitude, l'homme commet un nouveau péché contre Dieu le créateur. Le vrai respect de la création n'a rien à voir avec les idéologies qui considèrent l'homme comme un accident, comme un problème à éliminer. Dieu a placé l'homme et la femme au sommet de la création et leur a confié la terre. Le dessein du Créateur est écrit dans la nature* » (McElwee, 2015).

Comme l'explique Nuria Alabao (2018) : « *Les secteurs ultra-religieux – tous les catholiques ne pensent pas la même chose – qui mènent cette nouvelle croisade veulent reconquérir l'idée de l'homme et de la femme comme biologiquement différenciés et lier cette différence naturelle à des préceptes divins, dont ils font un étendard. Ces différences naturelles seraient bien sûr liées à une certaine image de la femme comme celle qui prend soin [care], et de la famille comme famille traditionnelle hétérosexuelle, où les fonctions sont réparties selon les sexes* ». C'est donc la négation du genre comme construction socioculturelle et l'affirmation de celui-ci comme réalité naturelle.

Cette notion [d'idéologie de genre] construit un objet qui peut être utilisé dans différents buts, de façon transversale, de l'avortement aux supposées attaques contre la famille et/ou au mariage entre personnes de même sexe. En Espagne, cette croisade n'a pris de l'importance que récemment. Les attaques contre la dite « *idéologie de genre* » existent depuis longtemps, mais elles étaient minoritaires et réduites à des secteurs associés au catholicisme le plus conservateur. C'est avec Vox qu'elles sont entrées sur la scène politique et médiatique. La vice-secrétaire de mobilisation de Vox, Alicia V. Rubio, s'est fait remarquer comme une grande militante du « *concept d'idéologie de genre* », le défendant dans les divers rassemblements auxquels elle participe, et dans lesquels elle expose les thèses principales de son livre *Quand ils nous ont interdit d'être des femmes... et vous poursuivirent parce que vous êtes des hommes : pour comprendre comment « l'idéologie de genre » nous affecte* (Urbán, 2019). Vox a ensuite poussé le PP à incorporer cette question dans son discours. Pablo Casado, pendant les primaires, s'est engagé à « une grande convention de réarmement idéologi-

que », centrée fondamentalement sur le combat contre ce qu'ils appellent l'idéologie de genre, et sur la revendication de revenir sur la loi de 1985, relative à l'avortement, comme démonstration la plus concrète.

Là où le combat contre la dite « *idéologie de genre* » est très présent, c'est dans les Amériques. Cette croisade a été rapidement endossée par l'évangélisme, surtout dans sa version néo-pentecôtiste, la plus puissante, qui a joué notamment un rôle important dans l'élection de Bolsonaro. En Colombie, les positions évangélistes du « *non* » ont été un élément déterminant dans le référendum sur les accords de paix. Aux États-Unis, le vice-président Mike Pence, évangéliste, est considéré comme un des principaux ennemis du mouvement féministe et LGBTI (Urbán, 2019).

L'utilisation de la dite « *idéologie de genre* » a donc un caractère politique marqué. L'extrême droite a besoin de créer et de désigner des ennemis pour gagner en cohésion et répondre aux problèmes structurels par la désignation de groupes déterminés. Le féminisme promeut l'égalité, et cela apparaît inacceptable pour le néo-machisme et le conservatisme le plus radical. La lutte des femmes devient un ennemi, tout comme le sont les migrants, vis-à-vis desquels l'axe central du discours est sécuritaire, avec une instrumentalisation du discours féministe par de nombreuses formations à l'extrême droite.

Fémonationalisme et purplewashing face à la diversité

Le *purplewashing* peut se comprendre comme la pratique caractéristique qui consiste à défendre des mesures ou des politiques xénophobes et racistes sous le prétexte qu'elles sont nécessaires à la libération des femmes (*Wikipedia espagnol*).

Un autre terme employé pour dénoncer l'utilisation du féminisme par les sectes pour soutenir des discours ou politiques xénophobes, et la promotion de l'islamophobie, est celui de *fémonationalisme*. Ce terme proposé originellement par Sarra R. Farris décrit les processus par lesquels différents pouvoirs s'alignent sur certaines revendications du mouvement féministe pour justifier des positions racistes, xénophobes, anti-pauvres ou islamophobes, en s'appuyant sur les préjugés selon lesquels les migrants sont forcément machistes et la société occidentale parfaitement égalitaire. Ainsi, les femmes et les droits qu'elles ont obtenus sont utilisés pour faire de l'immigration le bouc émissaire d'une supposée déperdition socio-économi-

que et culturelle (Pérez, 2019).

Le *purplewashing* et le *fémonationalisme* sont devenus des procédés utilisés par la majorité, pour ne pas dire la totalité, des partis d'extrême droite en Europe. L'originalité, c'est que l'extrême droite n'est pas la seule à recourir à ces concepts, sur lesquels surfont également la droite conservatrice et le social-libéralisme. La proposition de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'inscrit dans cette logique en plaçant « *la protection de notre style de vie européen* » dans les six axes programmatiques de son prochain mandat. On pourrait penser, de façon naïve ou ingénue, qu'elle fait ici référence à la volonté d'inverser les effets de l'austérité, de renforcer le pilier social européen et de préserver les droits sociaux et économiques, mais le fait est que son discours est accompagné de l'idée de frontières extérieures fortes comme un élément de la politique intérieure : « *Nous avons besoin de frontières extérieures fortes. Un élément fondamental de cette ambition est le renforcement de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)* », et d'un discours sécuritaire, toujours concernant la politique intérieure : « *Toute personne qui se trouve dans l'Union a le droit de se sentir en sécurité dans la rue et dans son propre foyer. Quand il s'agit de protéger nos citoyens, on ne peut se passer d'aucun moyen. Nous devons améliorer notre coopération transfrontalière pour répondre aux lacunes de la lutte contre la criminalité et le terrorisme en Europe* » (Gil, 2019).

Le concept de sécurité – dans une triple dimension – est devenu l'axe principal de la nouvelle droite, camouflé par le *purplewashing*. La sécurité économique, avec l'idée que la migration use et abuse de l'État providence alors même que les ressources sont raréfiées par les mesures d'austérité provoquées par la crise économique. La sécurité des valeurs, ou culturelle, qui est derrière le concept de style de vie européen et qui alimente l'islamophobie : les femmes voilées doivent être libérées parce qu'elles sont soumises et menacent les valeurs européennes. La sécurité physique des femmes européennes, qui implique la représentation des hommes étrangers, et surtout des musulmans, comme des prédateurs sexuels.

Nous n'avons que trop d'exemples de ce phénomène. Comme celui des Sverigedemokraterna (Démocrates suédois, SD), troisième force avec 17,6 % des votes en 2018, qui formulent un discours autour de la fierté du modèle scandinave/nordique, mais aussi de l'équité de genre, et présentent la migration comme un danger pour la

nation. Ebba Hermansson, 22 ans, plus jeune député du Parlement suédois, porte-parole pour l'égalité de genre de ce parti, déclare qu'une de ses préoccupations majeures est de « *sauver les femmes des violences sexuelles. Si tu viens d'un pays où les femmes ne valent pas autant que les hommes, où les femmes n'ont pas le droit de vivre leur vie comme elles le désirent, il y a un choc quand tu arrives [en Suède]* » (Chrisafis, Connolly, Giuffrida, 2019). Des discours semblables sont tenus chez les Perussuomalaiset (Vrais Finlandais), deuxième force avec 17,5 % en 2019 ; chez le Dansk Folkeparti (Parti populaire danois, DF), avec 21,5 % et deuxième force en 2015 ; chez l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), avec 12,7 % en 2017, ou en Suisse chez l'Union démocratique du centre-Schwizerische Volkspartei (UDC-SVP), avec 29,4 % en 2018. Ou encore dans l'UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, 1,8 % en 2017), mais on pourrait également citer Boris Johnson, quand il dit que « *les femmes musulmanes qui portent des burqas ont l'air de boîtes aux lettres* ». On peut encore mentionner la Ligue du Nord de Salvini, avec 17,4 % en 2018, ou le Front national en France, avec 21,3 % en 2017. La réponse de Le Pen devant la crise humanitaire en Méditerranée était : « *J'ai peur que la crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes* » (Chrisafis, Connolly, Giuffrida, 2019).

Vox vient s'ajouter à cette liste, par exemple quand Abascal a déclaré au Congrès : « *Quand un viol collectif répugnant est commis par des Espagnols, nous connaissons tous les détails des violeurs et on appelle à des manifestations. Mais pour des dizaines de délits similaires, quand les auteurs sont étrangers, tout change* ». Ou encore quand Vox devient le premier parti à refuser d'assister à une réception à l'ambassade de Téhéran, argumentant ne pas pouvoir être présent à un événement « *qui exige un traitement différencié pour les femmes* », puisque celles-ci ne pouvaient serrer la main aux représentants iraniens. Il s'agit de se rappeler aussi que dans l'État espagnol le premier parti qui a recouru au *purplewashing* a été la Plataforma per Catalunya (PxC, qui s'est dissoute en février 2019 en recommandant à ses membres d'intégrer Vox), parvenant à ce que de nombreuses municipalités de différentes couleurs politiques soutiennent leur proposition d'interdiction de la burqa au niveau local (Urbán, 2019).

Il semble cependant que les partis d'Europe de l'Est, comme Loi et Justice (PiS) avec 37,6 % en 2015, le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) avec 19,1 %



en 2018 ou encore Aube dorée en Grèce, avec 7 % en 2015, n'ont pas recours, ou moins, au *purplewashing* (ou tout du moins, nous n'avons rencontré aucune référence à ce sujet). On pourrait analyser cela comme une conséquence du moindre développement social de la question du genre dans ces pays, ou alors comme une décision du PiS qui, du fait de conflits ouverts sur le thème de l'avortement en Pologne et pour qu'on ne puisse pas lire cela comme une faiblesse devant le mouvement, ne veut pas s'adresser à de nouveaux secteurs, ou simplement pour d'autres raisons.

On observe, dans tous les cas, que ces partis qui ont recours au *purplewashing* et au fémonationalisme lancent de concert le même message selon lequel le féminisme peut mettre la nation en danger (Sager, Mulinari, 2018).

À cheval sur les contradictions

Le discours antiféministe paraît être l'antithèse du *purplewashing* et pourtant nous voyons que beaucoup de partis politiques d'extrême droite ont recours aux deux, comme le démontrent de nombreuses analyses. Est-ce une preuve de leur grande souplesse pour surfer sur des contradictions ou existe-t-il en réalité des éléments conceptuels de fond qui rapprochent ces discours l'un de l'autre ?

Je présenterai ici quelques réflexions qui penchent pour la seconde option, mettant en évidence des aspects qui sont partagés par les deux approches :

- **L'identité masculine attaquée.** Les déclarations de Carl Benjamin, candidat UKIP au Parlement européen en 2014, montrent bien ce sentiment d'attaque contre l'identité masculine quand celui-ci affirmait, après qu'un homme de 22 ans a assassiné six personnes en Californie en réponse au fait d'avoir été repoussé sexuellement :

« *Avant votre stupide justice sociale féministe de merde, ça ne se serait pas produit à cette échelle. C'est de la folie, c'est une maladie de l'ère moderne. C'est ce qu'a fait le féminisme : une génération d'hommes qui ne savent pas quoi faire, qui sont diabolisés pour ce qu'ils sont.* » (Walker, 2019)

Joan Sanfélix, sociologue spécialiste des masculinités, introduit de plus un facteur matériel intéressant : « *Les fissures de l'identité masculine traditionnelle sont dues à la grande avancée des femmes, qui sont allées occuper l'espace public et défaire les structures familiales classiques. De plus, la crise économique a mis à mal l'idéal de carrières aux trajectoires stables et longues, un élément de base dans la construction de l'identité de genre masculine, lié à son rôle économique de soutien de la famille* » (Sen, 2019).

À cette analyse s'ajoute l'insécurité provoquée par la précarité du travail et des parcours de vie générée par les politiques néolibérales, bien que cela ne doive pas camoufler le fait que la position antiféministe est provoquée par le refus des hommes de modifier la position privilégiée dans laquelle ils se trouvent.

Face à ces insécurités, l'extrême droite dénonce des coupables : les migrants, les pauvres et le mouvement féministe lui-même. Ainsi, l'antiféminisme recueille une partie des insécurités et mal-être sociaux et économiques d'un certain type d'hommes qui pensent que la mise en doute de la masculinité classique est à l'origine de leurs problèmes. Un mal-être transversal, qui ne peut pas seulement se circonscrire à une génération déterminée.

- **Le corps des femmes comme champ de bataille.** Pour l'antiféminisme, la question de l'avortement et du contrôle du corps des femmes est un thème récurrent. La liberté sexuelle et reproductive des femmes est même considérée comme une menace pour

Féminisme & Extrême droite

la civilisation. Les femmes ne veulent pas avoir d'enfants, ne veulent pas rester à la maison pour s'occuper du foyer. Le rôle essentiel de la femme est de donner la vie et de garantir la continuité de la patrie, et elles refusent ce rôle. Dans une Europe en déclin démographique, c'est une question décisive, plus encore dans une logique de supposée invasion migratoire musulmane. Des théories conspirationnistes comme celle que propose Renaud Camus dans *le Grand Remplacement*, selon laquelle la population blanche chrétienne européenne en général – personnifiée par les Français – est en train d'être systématiquement remplacée par des peuples non européens, alimentent cette logique du contrôle du corps des femmes, de leur rôle dans la société et de comment les femmes européennes doivent vivre leur sexualité.

Le discours du *purplewashing* donne aussi à voir une volonté de contrôler le corps des femmes, dans ce cas des migrantes. Au nom d'une soi-disant libération des femmes qui « sont stéréotypées comme victimes, comme des personnes sans capacité de libre arbitre » (Pérez, 2019), on les empêche de porter le voile, on leur dit comment elles peuvent ou non s'habiller dans l'espace public. Les « guerres du voile » sont en train de transformer le corps des femmes en champ de bataille.

● **Le paternalisme émergent.** Les positions antiféministes réactualisées, qui ont repris une partie du discours féministe, affirment aujourd'hui que l'égalité est réalisée et que le problème est de vouloir aller plus loin, parce que cela supposerait un déséquilibre de la balance en faveur des femmes. Ou encore qu'en Europe les femmes ne sont pas opprimées et que le problème se trouve dans d'autres régions du globe. Une lecture qui utilise toujours une vision paternaliste pour dire que le chemin parcouru jusqu'aujourd'hui est validé, mais qu'il est interdit d'aller au-delà.

Dans la même veine, pour le *purplewashing*, alors que le féminisme propose l'émancipation, l'extrême droite parle de libération, maintenant ainsi le schéma de l'homme (blanc, occidental et chrétien si possible) qui libère les femmes, opprimées à travers le monde et dans la société. Au passage, ils en profitent pour affirmer la supériorité de la civilisation occidentale et des valeurs libérales, en se servant paradoxalement pour cela de la formule très patriarcale « nous défendons nos femmes ». Émerge ainsi un paternalisme raciste et colonialiste.



● **Une réponse anti-establishment ?** Les partis d'extrême droite ont construit une image et un discours fondés sur la provocation, en rompant avec le politiquement correct, en se présentant comme ceux qui disent ce que personne ne se risque à dire, quand bien même cela implique la délégitimation des prémisses démocratiques fondamentales, comme l'égalité, l'inclusion, les droits humains, la protection des minorités, la lutte contre la discrimination, mais aussi la science.

Il semble qu'ils adoptent une dialectique anti-establishment sur le terrain culturel et symbolique, et non économique. Contre la science, contre le politiquement correct, contre les politiques de genre. Il nous faudra continuer à les analyser.

En guise de conclusion

L'extrême droite a trouvé un filon électoral avec l'antiféminisme parce qu'il joue un rôle important d'agrégateur d'identités. Avec l'antiféminisme, ils réussissent à polariser le débat politique par l'intégration de larges couches sociales mécontentes du système, en leur octroyant un sentiment d'appartenance, un rôle sexuel et de genre défini, que le néolibéralisme leur vole.

Cependant, la confrontation n'a pas seulement une visée électorale : le féminisme est capable d'offrir des imaginaires collectifs alternatifs avec une dimension antiraciste, décoloniale, anticapitaliste, écologiste, antisexiste et de justice sociale qui sont identifiés par l'extrême droite comme une idéologie dangereuse pour ses propres positions et intérêts.

Dans le combat contre l'extrême droite, il ne serait pas juste de laisser une trop grande part de responsabilité au mouvement féministe. Ce monstre politique, tentaculaire, traverse tous les aspects de la société. Le féminisme a sa part de tâches, qui n'est pas

moindre, pour construire un programme et un mouvement où l'antiracisme est une priorité, où on ne substitue pas le maternalisme au paternalisme, où on soutient la lutte pour l'émancipation par l'autonomie, et où des identités multiples peuvent prendre leur place dans un sentiment partagé de communauté. ■

Références

Alabao Nuria, « El giro ultra de Casado y la ideología de género », *Ctxt.es*, 28 juillet 2018.

Bonhomme Edna, « The Disturbing Rise of "Femonationalism" », *The Nation*, 7 mai 2019.

Chrisafis Angelique, Connolly Kate, Giuffrida Angela « From Le Pen to Alice Weidel : how the European far-right set its sights on women », *The Guardian*, 29 janvier 2019.

Comas d'Argemir Dolores, « La "ideología de género", el antifeminismo y la extrema derecha », *El País*, Agenda Pública, 25 février 2019.

Gil Andrés, « Proteger el estilo de vida europeo : cuando los "populares" asumen la narrativa de la extrema derecha », *eldiario.es*, 14 septembre 2019.

McElwee Joshua J. « Francis strongly criticizes gender theory, comparing it to nuclear arms », *National Catholic Reporter*, 13 février 2015.

McRobbie Angela, « Anti-feminism and anti-gender far right politics in Europe and beyond », *Open Democracy*, 18 janvier 2018.

Pérez Colina Marisa, « Entrevista a Sara Farris : "Hay que abandonar el paternalismo que caracteriza a parte del feminismo europeo" », *Ctxt.es*, 4 septembre 2019.

Rational Wiki (2019) : https://rationalwiki.org/wiki/Manosphere_glossary

Rubio Grundell Lucrecia, « Instinto depravado, impulso ciego, sueño loco. El antifeminismo contemporáneo en perspectiva histórica », *Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales*, 2013

Sager Maja, Mulinari Diana, « Safety for whom? Exploring femonationalism and care-racism in Sweden », *Women's Studies International Forum*, 68 (2018), pp. 149-156.

Sen Cristina, « La amenaza del neomachismo », *La Vanguardia*, 3 mars 2019.

Urbán Miguel, *La emergencia de Vox. Apuntes para combatir a la extrema derecha española*, Ed. Sylone, 2019.

Walker Peter, « Ukup MEP candidate blamed feminists for rise in misogyny », *The Guardian*, 22 avril 2019.

Pour préserver sa base ouvrière, le Labour doit-il glisser à droite ?

Par
Phil Hearse*

À l' lendemain de la victoire électorale des conservateurs, les tentatives de tirer des leçons sont noyées sous les mensonges et les demi-vérités, alors que les commentateurs de la droite dure et la droite blairiste tentent d'écraser la gauche travailliste (1). Une grande partie de ce débat tourne autour d'une caricature simpliste selon laquelle les forces « *ultra-gauche du corbynisme londonien* » auraient « *abandonné* » la classe ouvrière dans ses bastions du Nord et des Midlands et que le Labour en aurait payé le prix par la défection de ses électeurs, qui voteraient pour les Tories (les conservateurs). Comme l'a écrit dans le Sun l'inimitable Tony Parsons, il n'y avait tout simplement pas assez de « *marxistes bouffeurs d'avocats* » pour que les travaillistes franchissent la ligne de la victoire. Pourtant, comme 10,5 millions de personnes ont voté pour les travaillistes, on peut penser que l'agro-business mexicain a encore un bel avenir (2).

Le même argument est constamment répété. Le 23 décembre, la députée de Wigan, Lisa Nandy, à la demande d'ITV, est allée faire un tour à Ashfield pour demander aux gens pourquoi ils avaient abandonné le Labour : « *Dans un café, Mme Nandy rencontre Ken Taylor, ancien mineur. M. Taylor est cinglant à l'égard des conservateurs : "Je*

n'aime pas les conservateurs, je n'ai jamais aimé les conservateurs... mais j'ai voté conservateur". M. Taylor estime également que le Labour s'est aligné sur ce que pensent les Londoniens et les étudiants, et non ce que pensent les électeurs de la classe ouvrière du Nord.

« *En me parlant après dans un pub, Lisa Nandy dit que tout cela lui brise le cœur, mais qu'elle croit pouvoir rassembler les deux ailes traditionnelles du Parti travailliste, ce qui est souvent décrit comme une alliance entre les ouvriers et les intellectuels.* » (3)

Brexit intégral

Un membre fondateur de The Full Brexit (4), Chris Bickerton, avance une argumentation plus sophistiquée : « *Du point de vue idéologique, le corbynisme était une rupture avec le centrisme du New Labour, mais du point de vue sociologique il était plus blairiste que Tony Blair. Comme l'a fait valoir le député travailliste Jon Cruddas, la révolution corbyniste au sein du parti travailliste a encore réduit sa base sociale, en faisant de ce parti le parti des jeunes, des classes moyennes du sud du pays, un parti en pointe à Londres et dans certaines villes universitaires prospères.* » (5)

Un consensus se dégage au sein de la droite travailliste et de ses alliés dans les médias : les travaillistes doivent s'adresser à

nouveau à leurs bastions « *traditionnels* » du centre du pays. Mais cela soulève un certain nombre de questions cruciales auxquelles il faut répondre avant que nous puissions donner un sens à l'argument selon lequel la classe ouvrière a abandonné le Parti travailliste :

- Qu'est-ce que la classe ouvrière aujourd'hui, et où le Labour trouve-t-il ses racines naturelles ?
- Quels secteurs des électeurs de la classe ouvrière ont abandonné le Labour pour les Tories ?
- Quel rôle le nationalisme et le racisme ont-ils joué dans la victoire du référendum sur le retrait de l'Union européenne et dans le succès électoral des conservateurs en 2019 ?
- La classe ouvrière est-elle socialement conservatrice, ou y a-t-il certaines de ses composantes qui sont favorables aux vues conservatrices sur l'immigration et le nationalisme ?
- Et quelles conclusions les militants travaillistes devraient-ils tirer en ce qui concerne l'orientation politique du parti ?

C'est quoi la classe ouvrière aujourd'hui ?

Les arguments simplistes selon lesquels « *la classe ouvrière a abandonné le Labour*



Une certaine conception de la souveraineté : « Quittons l'UE. Plus de vermine polonaise »

* Phil Hearse écrit dans *Mutiny* et dans *Socialist Resistance*, le journal et le site web de la section britannique de la IV^e Internationale. Cet article a été d'abord publié par le site web *Mutiny* : <https://www.timetomutiny.org/post/must-labour-move-right-to-secure-its-working-class-base> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Will Hutton, « "Neoliberal" is an unthinking leftist insult. All it does is stifle debate », *The Guardian*, 29 décembre 2019.

2. « Labour got what they deserved for abandoning their traditional working class supporters », *The Sun*, 15 décembre 2019.

3. « Possible leadership contender Lisa Nandy asks former Labour voters why they backed the Tories », *ITV News*, 23 décembre 2019.

4. The Full Brexit (Brexit intégral) se présente comme « un réseau de militants, d'universitaires, de journalistes et d'experts politiques engagés à saisir l'opportunité historique offerte par le Brexit pour restaurer la souveraineté populaire, réparer la démocratie et renouveler notre économie ».

5. « Labour's lost working-class voters have gone for good », *The Guardian*, 19 décembre 2019.

Grande-Bretagne

Party » impliquent nécessairement des définitions archaïques de la classe ouvrière – des stéréotypes qui envisagent une classe principalement impliquée dans le travail manuel, principalement blanche et principalement sous contrat à durée indéterminée. Mais la classe ouvrière n'est plus comme ça depuis 40 ans. La réalité, comme l'explique Claire Ainsley, est très différente : « *Les emplois dans l'industrie lourde, qui ont constitué le socle de la classe ouvrière britannique pendant un siècle, ont fait place à une multitude d'emplois dans l'économie actuelle. Quatre emplois sur cinq sont aujourd'hui dans le secteur des services. Beaucoup de ces emplois ne sont pas suffisamment rémunérés pour permettre aux gens d'avoir un niveau de vie décent et de faire face à l'augmentation des prix. Et les personnes employées pour les exercer sont également différentes.*

« *Cette nouvelle classe ouvrière est composée de personnes vivant avec des revenus faibles à moyens, employées dans le nettoyage, le commerce, les bars, assistants d'enseignement, cuisiniers, aides-soignants etc. Elle est multi-ethnique et beaucoup plus diversifiée que la classe ouvrière traditionnelle. Cette nouvelle classe ouvrière représente près de la moitié de la population. Malgré les progrès sociaux et économiques importants réalisés au cours des 40 dernières années, il s'avère que nous ne sommes pas tous devenus des membres des classes moyennes. En fait, comme les salaires et le niveau de vie sont toujours bloqués, il est tout à fait possible que cette nouvelle classe ouvrière deviendra encore plus nombreuse.* » (6)

Comme on le sait, le déclin de l'industrie manufacturière a rendu les choses beaucoup plus difficiles pour les syndicats. Des défaites historiques comme la grève des mineurs des années 1980 se sont combinées aux énormes changements économiques, ce qui a miné le syndicalisme de masse.

Les traditions de solidarité de la classe ouvrière ont sans doute été affaiblies, mais les jeunes de la « nouvelle » classe ouvrière, concentrée surtout dans les grandes villes, sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des

attitudes sociales progressistes sur le multiculturalisme et sur les questions de genre et de sexualité – reflétant la diversité des âges, des sexes et des origines. Ils sont probablement beaucoup plus susceptibles d'être sceptiques à l'égard du nationalisme et de son proche cousin le « patriotisme ». Et beaucoup plus susceptibles de s'opposer au militarisme et à la guerre.

Nous avons même entendu dire lors d'un meeting de Momentum (7) à Bury (dans le Grand Manchester), que la majorité de la population dans les circonscriptions comme Islington North et Hackney – qui ont voté massivement en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne – faisait partie des « classes moyennes ». C'est absurde et ridicule. Comme l'a expliqué Kimberly McIntosh, « *Des quartiers comme Hackney, Tower Hamlets et Islington [districts du Grand Londres], qui sont également des "bastions du labour", ont des taux de pauvreté des enfants parmi les plus élevés du pays. Si des localités où 50 % des enfants vivent dans la pauvreté ne sont pas considérées comme délaissées, défavorisées, alors qui pourrait l'être ?* » (8)

La plupart des quartiers urbains défavorisés, où la « nouvelle » classe ouvrière est particulièrement nombreuse, n'ont pas abandonné le Labour lors des élections de 2019.

Quels secteurs de la classe ouvrière ont abandonné le Labour, et pourquoi ?

Il est évident que les électeurs qui sont passés du Labour aux Tories en décembre 2019 étaient principalement des personnes âgées, blanches pour la plupart, et concentrées dans les villes « délaissées » du Nord et

des Midlands – et, bien sûr, beaucoup de ces endroits ont voté massivement pour le Brexit en 2016.

Comme les jeunes quittent souvent ces villes, ceux qui ont plus de 65 ans y sont plus nombreux que les 18-25 ans. Le Royaume-Uni ne compte que 5,5 millions de jeunes de 18 à 24 ans, et moins de la moitié d'entre eux ont voté. En revanche, il y a 11,8 millions de personnes de plus de 65 ans et 74 % d'entre elles ont voté. La victoire des conservateurs a été portée par les retraités.

Seulement 17 % des plus de 65 ans ont voté pour le Parti travailliste, et ce dans la tranche d'âge la plus dépendante du Système national de santé (NHS), dont la défense était au centre de la campagne du Parti travailliste. De nombreux sondeurs citent des gens disant que l'hostilité envers Jeremy Corbyn était plus importante que le Brexit dans leur décision de voter conservateur. Mais le résultat est le suivant : une partie des travailleurs blancs âgés des villes « délaissées » ont été convaincus par le barrage réactionnaire contre Corbyn : son prétendument excessif souci des étrangers, son manque de « patriotisme », sa « sympathie pour les terroristes », son refus d'appuyer sur le bouton nucléaire etc., – et tout cela ferait partie des prétendues préoccupations des étudiants et des Londoniens.

En fait, les divisions nord-sud ou manuel-col blanc dans la classe ouvrière ne se sont pas précisément alignées sur le vote conservateur. Les trois villes les plus ouvrières de Grande-Bretagne – Liverpool, Londres et Glasgow – ont voté massivement contre les conservateurs. À Glasgow, ce vote est allé principalement au Parti national écossais (SNP), en raison de l'incapacité néandertalienne des travaillistes d'évoluer sur la question nationale écossaise.



6. « To win power, Labour must understand the new working class », *Labour List*, 20 février 2019.

7. Momentum est un courant politique au sein du Labour Party qui s'est constitué après l'élection de Jeremy Corbyn à la direction, en octobre 2015, pour soutenir la ligne politique de ce dernier et son action dans le parti.

8. « Labour must remember that the "traditional working class" includes minorities too », *The Guardian*, 17 décembre 2019.



Les militants de gauche favorables à la sortie de l'Union européenne – les « *lexi-ters* » – affirment que le vote pour le Brexit a représenté la colère des gens contre « l'élite » qui les ignore alors qu'ils sont enlisés dans la pauvreté depuis des décennies, et leur désir de riposter à l'establishment (9). Tout cela est probablement vrai, mais cela n'explique pas pourquoi leur rébellion a pris la forme d'un vote pour le Brexit et pour le parti conservateur ni pourquoi ils ont été convaincus par la tonalité très réactionnaire de la campagne médiatique anti-Corbyn.

L'explication c'est que la tradition de solidarité de la classe ouvrière est en déclin dans de nombreuses zones « *délaissées* » depuis des décennies, que les 13 années de gouvernement du New Labour n'ont rien fait pour répondre aux préoccupations fondamentales, et que des puits profonds de racisme et de xénophobie existaient déjà dans la classe moyenne britannique et dans certaines parties de la classe ouvrière. La campagne éclair réactionnaire du référendum de 2016 et des élections générales de 2019 ont pu se nourrir de tout cela. Ce potentiel-là était déjà apparent en 2009, lorsque UKIP a remporté 17 % des suffrages aux élections européennes (10).

Ces faits évidents se heurtent à la résistance de nombreux militants du « *lexit* », qui n'imaginent pas qu'on puisse aligner dans la même phrase les termes « *racisme* » et « *classe ouvrière* ».

Au cours de la dernière décennie, de nombreux militants de gauche ont surestimé

l'acceptation du multiculturalisme et ont prédit un irréversible déclin du racisme. En 2013, le journaliste indépendant Sunny Hundal écrivait dans le *Guardian* : « *C'est officiel : 45 ans après le discours d'Enoch Powell sur les "rivières de sang", les alarmistes ont perdu la guerre, tandis que ceux qui pensent que la Grande-Bretagne est plus forte grâce à son identité multiraciale et multiculturelle ont gagné.* »

« *Vous ne me croyez pas ? L'ancien président-adjoint du Parti conservateur, Lord Ashcroft, a réalisé un sondage auprès des électeurs britanniques issus de minorités ethniques la semaine dernière. Il a constaté que 90 % d'entre eux pensent que nous sommes devenus un pays multiculturel, et une proportion similaire dit que c'est une bonne chose. Un sondage national plus large a révélé que 90 % des Britanniques étaient également d'accord pour dire que la Grande-Bretagne est devenue un pays multiculturel, et 70 % étaient en faveur de cette évolution... la guerre continue menée par la presse de droite contre le multiculturalisme a totalement échoué.* » (11)

Hundal avait noté des tendances bien précises, en particulier chez les jeunes, mais il avait surestimé à quel point cette acceptation du multiculturalisme était établie. Et notons que, même selon ces chiffres, 30 % des personnes interrogées – presque toutes blanches, je suppose – ne pensaient pas que le multiculturalisme était une évolution positive.

La droite et la presse de droite n'ont pas abandonné. En prenant appui sur la minorité

raciste, ils ont riposté. Les 30 % de Britanniques interrogées par Ashcroft, qui n'appréciaient pas le multiculturalisme, correspondent à environ 40 % de blancs. Une bonne base pour amorcer la réaction nationaliste qui a remporté le référendum de 2016 pour le Brexit.

La classe ouvrière est-elle « socialement conservatrice » ?

En réponse aux résultats des élections, un large spectre à l'intérieur et à l'extérieur du Labour Party avance que le parti doit maintenant aller vers la droite pour prendre en compte les « *préoccupations* » de ses électeurs perdus. Cela signifie qu'il faut souligner le « *patriotisme* » des travaillistes et reconnaître que la base traditionnelle des travaillistes est en grande partie « *sociale-*

9. On lira avec intérêt certains points de vue sur le site web de la revue *Contretemps* dans le dossier « Grande-Bretagne : les raisons d'une défaite » : <http://www.contretemps.eu/grande-bretagne-corbyn-defaite/>

10. Phil Hearse, « Right-wing England – the social and political basis of UKIP », *frontline14*.

11. « Multiculturalism has won the day. Let's move on », *The Guardian*, 22 avril 2013. Journaliste et commentateur, Sunny Hundal écrit dans le *Guardian*, le *Independent*, le *Times* et le *Financial Times*. Ses domaines de prédilection sont les médias, l'environnement et les relations interraciales. Il est le fondateur du think-tank *New Generation Network* qui tend à alimenter le débat d'idées sur la race et les liens entre religion et politique. Il est également le rédacteur en chef du web-magazine *Asians in Media* et du « blog-magazine » *Liberal Conspiracy*.



ment conservatrice ».

Comme le souligne l'écrivain et politologue Kenan Malik, la tendance générale dans la société a été à la victoire du libéralisme sur le conservatisme social, y compris au sein de la classe ouvrière : « *la principale caractéristique de la Grande-Bretagne au cours du dernier demi-siècle n'a pas été le conservatisme social mais une libéralisation extraordinaire. L'enquête britannique annuelle sur les attitudes sociales, qui a commencé à enregistrer les attitudes du public en 1983, a suivi "la marche en avant du libéralisme social". Sur toute une série de questions, depuis les rôles des sexes jusqu'au mariage homosexuel, depuis les relations sexuelles avant le mariage jusqu'aux relations interraciales, la Grande-Bretagne s'est libéralisée à un degré qui aurait laissé horrifié le Britannique moyen des années 1980. Ce ne sont pas seulement les libéraux métropolitains, mais la société dans son ensemble, y compris la classe ouvrière, qui a adopté cette évolution.* » (12)

Mais le problème avec cette façon d'expliquer les choses est d'essayer de fusionner une série d'attitudes sociales et politiques pour aboutir à un balancement binaire – socialement progressiste/socialement réactionnaire – qui efface les complexités des consciences. Dans la complexité du monde

réel, il est tout à fait possible, par exemple, d'avoir des vues progressistes sur les rôles des hommes et des femmes, tout en étant réactionnaire sur les questions de multiculturalisme et d'immigration.

Les questions sociales centrales sur lesquelles l'UKIP, le parti Brexit et la droite conservatrice ont tenté d'établir une tête de pont dans la classe ouvrière sont celles du multiculturalisme, du racisme, de la nationalité et du « patriotisme ».

Lorsque les commentateurs plaident pour que le Labour se repositionne politiquement afin de reconquérir ses prétendus bastions traditionnels, ils veulent dire qu'il faut avancer sur les questions d'immigration et de multiculturalisme. Ils veulent dire qu'il faut suivre les Tories à droite. Au sein du parti travailliste, cela prend souvent la forme d'un plaidoyer en faveur du « patriotisme ».

L'ancien président français Charles de Gaulle aurait dit un jour que le patriotisme, c'est quand son propre pays passe en premier, alors que le nationalisme, c'est quand on déteste tous les autres (13). Même selon cette définition, le patriotisme et le nationalisme ne s'excluent pas mutuellement. Mais dans tous les cas, l'implication est que, si votre propre peuple passe en premier, alors au moins vous discriminez tous les autres. Nombreux sont ceux qui nient être racistes, mais pensent qu'il est injuste que les immigrants récents soient « devant eux » dans la file d'attente pour la chirurgie.

Mais comme le souligne Andy Stowe : « Les opinions hostiles aux migrants sont la marque du racisme dans toute l'Europe. Elles s'expriment désormais toujours en termes de pénurie de logements, de places dans les hôpitaux, etc. Céder à cette façon de penser est l'une des conséquences de l'incompréhension de la raison d'être des partis politiques. Oui, ils existent pour gagner des élections, mais ils existent aussi pour changer la

façon dont les gens pensent les choses.

« Un parti travailliste qui ne s'attaque pas frontalement à ces idées racistes sera celui qui s'y laissera entraîner. Long-Bailey (14), ou tout futur leader, qui essaie de s'envelopper dans le drapeau du Royaume-Uni sera toujours en train de courir derrière les Tories quand il s'agit de nationalisme chauvin. C'est un jeu auquel les socialistes ne doivent pas jouer, non seulement parce qu'il ne peut pas être gagné, mais aussi parce qu'il est fondamentalement anti-ouvrier. » (15)

S'adapter ou se battre ?

Les élections de décembre 2019 ont montré que la classe ouvrière était divisée sur les questions clés du nationalisme, de l'immigration et de la xénophobie (actuellement réhabilitée comme étant le « patriotisme »). Les militants pour le socialisme doivent se baser sur les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière et construire à partir de là. S'incliner devant la partie de la classe ouvrière qui a été séduite par la caricature de Corbyn et des socialistes comme étant une « élite libérale » ne nous mènera nulle part. Contre les notions réactionnaires de patriotisme, il faut mener un combat politique. Sinon, on finit par céder toujours plus de terrain.

La position du Labour sur le Brexit a été déformée car elle tentait de concilier des positions incompatibles. Il a essayé d'unir la classe ouvrière autour de positions incompatibles. En adoptant le « patriotisme progressiste », Rebecca Long-Bailey donne un mauvais signal indiquant qu'une attitude fondamentalement bureaucratique est toujours répandue dans les couches supérieures du corbynisme.

Des signes très inquiétants laissent penser qu'une grande partie de la gauche travailliste ne comprend pas vraiment ce que la droite du parti est en train de préparer. Cette droite du Labour veut une contre-révolution de haut en bas au sein du parti travailliste. Elle veut chasser – bureaucratiquement ou par la démoralisation – des centaines de milliers de militants de gauche. Elle sera aidée par une nouvelle offensive à propos de l'antisémitisme, surtout après que la Commission pour l'égalité et les droits humains (EHRC) aura rendu son rapport sur le parti travailliste. L'offensive de droite ne peut être contrée que par la lutte, et non par la capitulation et les compromis. ■

Londres, le 4 janvier 2020

12. « The idea that the British working class is socially conservative is a nonsense », *The Guardian*, 22 décembre 2019.

13. La citation de De Gaulle : « *Le patriotisme, c'est aimer son pays. Le nationalisme, c'est détester celui des autres.* ».

14. Rebecca Long-Bailey, née en 1979, avocate, est députée travailliste depuis mai 2015 et membre du cabinet fantôme dirigé par Jeremy Corbyn. Proche de ce dernier, elle est candidate pour le remplacer à la tête du Labour Party à la suite de son annonce qu'il ne sera plus candidat lors de l'élection de 2020.

15. « Actually, it is racist », *Socialist Resistance*, 30 décembre 2019.



suite de la page 68

est de constater que le programme de revendications transitoires de Bernie Sanders est actuellement en train de développer une telle dynamique subversive... (2)

La preuve ? Mais elle est offerte par les réactions des uns et des autres. C'est-à-dire de ceux d'en bas et de ceux d'en haut qui l'interprètent, chaque camp à sa façon et selon ses intérêts, comme une claire incitation à la révolte contre le système et ses principales forces économiques et politiques. Pour ceux d'en bas (salarié-es, minorités, femmes, indigènes, migrant-es et victimes de toute oppression), ce programme est déjà devenu une source d'inspiration, une arme de combat et aussi un drapeau qu'on bran-

dit haut et fort. Et en tant que tel il a déjà fait ses preuves avec un succès sans précédent. Mais, pour les autres, c'est-à-dire ceux d'en haut (Trump, l'establishment Démocrate, les grands médias et surtout les grands intérêts capitalistes) c'est tout simplement la pire des menaces existentielles ou plutôt « *le pire cauchemar* » comme aime le répéter publiquement Bernie lui-même.

Alors, il arrive ce qui devait arriver : **ceux d'en haut déclarent une guerre sans merci à Bernie et au mouvement populaire qui le soutient.** C'est logique et ça ne pouvait pas être autrement du moment que Bernie et ses ami-es, les jeunes députées et sénatrices Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Rashida Tlaib et Pramila Jayapal en

tête, osent attaquer nommément et publiquement les ennemis (capitalistes) dont ils promettent la fin prochaine. Et cette guerre est – déjà – impitoyable : tous les coups sont permis jour après jour (3), jusqu'à ce que Bernie soit définitivement « *neutralisé* » et son mouvement battu en brèche. Tous les coups, même les plus extrêmes et les plus répugnants et barbares car l'enjeu de cet affrontement de classe à mort est d'une taille plus qu'énorme et de dimensions historiques... ■

2. Il est pour le moins regrettable que les gauches européennes n'arrivent pas à comprendre que ce qui se passe aux États-Unis depuis quatre ans est d'une importance historique pour la gauche et le mouvement ouvrier du monde entier, et donc pour elles-mêmes aussi. Pourtant, elles auraient tout à gagner en tissant des liens et en développant des mouvements de solidarité active avec le mouvement radical de masse nord-américain, maintenant qu'il est à l'épicentre d'un affrontement de classe gigantesque et à l'issue tout à fait incertaine. Et tout ça indépendamment de leur devoir internationaliste tant négligé par les temps qui courent...

3. Une des dernières manifestations de cette guerre quotidienne contre Bernie a été la publication des résultats de la primaire emblématique de l'Iowa avec un retard de plus de 72 heures ! Ce qui a permis au jeune poulain de l'establishment et du grand capital Pete Buttigieg de se poser en triomphateur et à Joe Biden d'éviter de payer le prix de son résultat humiliant tandis que Bernie a été empêché de tirer avantage de sa victoire, ayant remporté très nettement le vote populaire. Le fait que la société *Shadow* responsable de ce scandale ait travaillé en 2016 pour le compte de Hillary Clinton, et qu'elle soit actuellement employée et payée par les campagnes de J. Biden et de P. Buttigieg est évidemment une pure coïncidence.

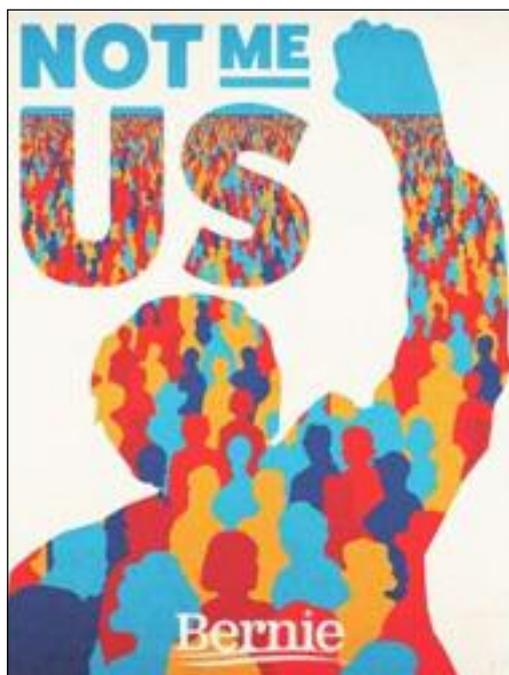


Bernie Sanders et son mouvement de masse deviennent « le pire cauchemar » de ceux qui gouvernent le monde

Par
Yorgos Mitralias*

Maintenant que même les plus sceptiques et incrédules semblent commencer à prendre – enfin – conscience que Bernie Sanders est un candidat très sérieux à la présidence des États-Unis, il est plus que temps qu'on se penche un peu sur ce qui fait que le contenu de sa candidature est inédit, historique et révolutionnaire, au sens propre du terme. En somme, sur ce qui fait que ses adversaires de tout bord, de Trump à l'establishment Démocrate et aux grands capitalistes qui gouvernent le monde, aient si peur de ce Bernie qui monte en flèche et fassent tout leur possible pour le « neutraliser ».

Alors, de quoi tout ce beau monde a-t-il peur? La réponse n'est pas trop difficile : il a surtout peur non pas du programme de Bernie Sanders mais de l'énorme mouvement populaire que ce même Bernie a lancé en novembre 2018 et qui est toujours en train de se construire ! Un mouvement populaire qui n'a pas de précédent dans l'histoire des États-Unis ni par ses dimensions ni par sa radicalité et la détermination de ses jeunes militants et militantes d'en découdre avec ce système et ses représentants politiques ! Comme l'a dit récemment si bien Noam Chomsky : « *Encore plus menaçant que les propositions de Sanders de mener à bien des politiques du genre New Deal, je crois que c'est qu'il inspire un*



mouvement populaire engagé résolument dans l'action politique et l'activisme direct afin de changer l'ordre social – un mouvement du peuple, surtout des jeunes, qui n'ont pas encore intériorisé les normes de la démocratie libérale : que les gens sont des "étrangers ignorants et importuns" qui doivent être des "spectateurs, pas des participants agissants", autorisés à pousser un levier tous les quatre ans mais à retourner juste après devant leur écran de télévision et leurs jeux vidéo tandis que les "gens responsables" s'occupent des choses sérieuses ». (1)

Et force est de constater que la raison profonde de la peur ou même de la terreur qu'inspirent à ceux d'en haut ces millions de jeunes activistes, c'est qu'ils et elles transforment en force bien matérielle les idées dites « dangereuses », et ce faisant, imposent un nouveau rapport de forces au niveau tant social que politique ! Ce qui a plusieurs conséquences dont celle d'assurer la continuité du mouvement populaire de masse et de rendre moins efficaces sinon inopérantes les politiques de répression ainsi que la propagande du pouvoir. Pourquoi ? Mais, parce qu'il suffit d'une balle pour éliminer une personne – comme par exemple Bernie Sanders

– quand elle devient trop dangereuse, mais il faut bien plus pour battre et éliminer un mouvement populaire radical et de masse qui veut « *changer la vie et le monde* ».

Évidemment, loin de nous l'idée de sous-estimer l'importance (capitale) du programme de Bernie Sanders, car c'est ce programme – ainsi que son exemple personnel – qui ont inspiré et mobilisé ces millions de jeunes et de moins jeunes. En effet, les propositions, les positionnements et les revendications qui sont contenus dans ce programme couvrent tous les domaines de l'activité humaine, proposent des réponses et des solutions aux graves problèmes existentiels qu'affronte tant la société nord-américaine que l'humanité, tout en faisant le pont entre la satisfaction des besoins immédiats de la grande majorité de la population et la vision d'un monde radicalement différent.

Alors, s'agit-il d'un programme « révolutionnaire » ou d'un ensemble de revendications et des mesures « bourgeoises » qui feraient de Bernie Sanders un politicien pratiquement « *comme les autres* » ? À première vue, aucune des mesures et politiques phares du programme de Bernie Sanders, comme par exemple « *assurance santé pour tous* », « *enseignement gratuit pour tous* » ou même abolition des prisons privées et annulation totale de la dette étudiante, ne peut être qualifiée de « révolutionnaire ». D'ailleurs, plusieurs d'entre elles sont – à juste titre – présentées par Bernie lui-même comme inspirées du précédent historique du New Deal rooseveltien dont il se revendique ouvertement. Mais qu'est-ce qu'il y avait de « révolutionnaire » au mot d'ordre « *Pain, Paix et Terre* » des Bolcheviks qui a enflammé la population russe et permis qu'elle soit suffisamment motivée pour faire une révolution comme celle d'Octobre 1917 ? En somme, **ce qui fait qu'une revendication devient révolutionnaire ce n'est pas tant ses qualités intrinsèques mais plutôt la dynamique sociale et politique qu'elle libère et développe dans un contexte et un moment historique donnés.** Et force

* Yorgos Mitralias, journaliste, est l'un des fondateurs et animateurs du Comité grec contre la dette, membre du réseau international CADTM. Il anime le site *Europeans For Bernie's Mass Movement*.

1. Interview à C.J. Polychroniou (<https://truthout.org/articles/noam-chomsky-sanders-threatens-the-establishment-by-inspiring-popular-movements/>). Cette interview de Noam Chomsky ainsi que des milliers de textes, vidéos et images de première main venant des États-Unis et concernant tout ce qui se passe au sommet mais surtout à la base de la société nord-américaine, sont postés heure après heure sur le *Facebook Europeans for Bernie's Mass Movement* que nous avons lancé il y a 3 ans et demi et que nous conseillons vivement aux lecteurs de gauche : <https://www.facebook.com/EuropeansForBerniesMassMovement/>